

M. Begin remet sa démission au président Herzog

Jerusalem (A.F.P.). — M. Menahem Begin devait remettre sa démission officielle au président de l'État d'Israël à 13 heures locales, a annoncé ce jeudi 15 septembre le porte-parole de la présidence. La lettre de démission ne sera pas remise au président Haim Herzog par M. Begin en personne, mais par le secrétaire de cabinet israélien, M. Dan Meridor, à 14 h 30.

Entente franco-italienne

Premier président socialiste du conseil italien, M. Craxi commence ce jeudi 15 septembre à Paris une série de consultations européennes qui le mèneront ensuite à Londres et à Rome. Sa visite dans la capitale française a une importance particulière, car elle intervient peu avant le départ de M. Craxi pour le gouvernement de Rome. Le chef du gouvernement italien a été reçu par le président de la République, M. Mitterrand, à l'Élysée.

Les rapports franco-italiens ont été revus, en février dernier, par la visite de M. Fanfani à Paris. Celui-ci avait présenté alors aux destinataires du gouvernement de Rome les conclusions de sa mission en Italie. M. Craxi, quant à lui, a été reçu par le président de la République, M. Mitterrand, à l'Élysée.

Une grande identité de vues se manifeste entre M. Mitterrand et M. Craxi sur certains points de la situation internationale. Rome est par exemple hostile, comme Paris, à la prise en compte des intérêts nationaux français et britanniques dans les négociations européennes de Gênes, et favorable à la « double décision » de l'O.T.A.N.

Certains points de friction demeurent pourtant sur le plan économique. C'est la « guerre du vin », et les deux pays font des années très proches à propos de la politique agricole commune de la C.E.E. Mais le déséquilibre de leurs échanges commerciaux s'est accru l'an dernier au détriment de la France, et ce déficit — 4,3 milliards de francs — est jugé préoccupant à Paris.

La coopération industrielle franco-italienne pourrait être renforcée, en matière aéronautique notamment.

Signifiant de la relance de la construction européenne, la France espère de M. Craxi un soutien au projet qu'elle doit présenter lundi au cours de la réunion ministérielle de Bruxelles et, d'une manière générale, une attitude plus résolue « communautaire » que celle de ses prédécesseurs.

Quant au drame libanais, l'Italie s'y trouve engagée, aux côtés de la France, pour qu'elle soit résolue, elle aussi, à un contingent de la force multinationale. Différents signes montrent que Rome n'entend pas se contenter, dans la recherche d'une solution, de ce rôle militaire. M. Craxi s'est récemment entretenu au téléphone avec M. Walid Joumblat, et a invité le dirigeant druze à lui rendre visite. La semaine dernière, il a reçu un émissaire du président Gemayel.

Chef d'un gouvernement où son parti, le P.S.I., est minoritaire, M. Craxi doit tenir compte de cette situation particulière, de la présence de son allié démocrate-chrétien, affaibli par le dernier scrutin mais encore puissant, et de l'opposition des communistes. Cette nécessité peut le conduire à rechercher à Paris une double caution « de gauche » : pour sa politique d'austérité — la rigueur à la française — a fort bonne presse en Italie, tant au P.C.I. que dans les rangs du patronat — et pour sa fidélité aux engagements atlantiques de son pays, dont le président Reagan vient de le remercier par écrit. Deux raisons pour la France d'attendre une certaine compréhension de son partenaire italien.

Washington propose un cessez-le-feu au Liban

La Syrie fournit un appui croissant aux druzes, et les Israéliens lancent des patrouilles au nord du fleuve Awali

De notre envoyé spécial

Le projet politico-militaire élaboré, sous l'égide de l'Arabie Saoudite, pour mettre un terme à la guerre civile au Liban, ayant été rejeté par le gouvernement de Beyrouth, les États-Unis ont proposé le mercredi 14 septembre qu'un cessez-le-feu soit proclamé comme condition préalable à la recherche d'une solution politique.

Beyrouth. — La décision de la Maison Blanche autorisant les « marines » à utiliser l'aviation et l'artillerie navale au cas où l'armée libanaise ne trouverait en difficulté n'a surpris personne. M. Camille Chamoun, président du Front libanais, s'est félicité de cette initiative qui constitue, selon lui, « un changement essentiel dans l'attitude des États-Unis ». Les milieux officiels, qui observent un silence prudent, s'attendaient à une telle mesure, qu'ils avaient d'ailleurs eux-mêmes sollicitée.

Certains, cependant, pensent que les menaces de Washington ne constituent en réalité qu'un nouveau moyen de pression sur M. Walid Joumblat et les Syriens pour les

inciter à se montrer plus souples dans les difficiles tractations menées actuellement sous l'égide de l'émir Bandar Ben Sultan, émissaire du roi Fahd.

Les représentants du Front du salut national (opposition) ne sont guère optimistes sur l'issue de ces pourparlers. « Washington n'a pas encore donné le feu vert indispensable à la réussite des pourparlers en cours », nous a déclaré l'un d'eux, qui estime que la décision américaine a pour objectif d'« annuler la victoire militaire » remportée par les partisans de M. Walid Joumblat sur le terrain. Il prévoit donc une nouvelle phase d'hostilités à laquelle participeraient cette fois-ci les « marines ».

Cette perspective ne semble guère effrayer notre interlocuteur, qui invoque le précédent de l'invasion militaire israélienne, qui, dit-il, « n'a pas servi à grand-chose ». « Tout le problème est de savoir, ajoute-t-il, si les « marines » vont accepter de mourir pour le président Amine Gemayel. »

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 3.)

L'ambivalence des institutions

Selon Edouard Balladur, qui fut secrétaire général de l'Élysée au temps de Georges Pompidou un président de gauche peut cohabiter avec une majorité de droite sans changer ni la Constitution ni la loi électorale

LES DEUX TENTATIONS

Tout au long de notre histoire, les idées ont changé de camp. Le centralisme, la régionalisation, l'élection populaire du président, le référendum, pour ne citer que celles-là, ont été soutenus ou combattus à tour de rôle par les uns et les autres. Nous ne sommes pas là dans le domaine des vérités éternelles, des opinions désintéressées.

Il en va parfois de même aujourd'hui du jugement que l'on porte sur nos institutions. D'un côté, quelques-uns les trouvent maintenant trop contraignantes, regrettent les pouvoirs trop grands du président de la République. Avec une autre loi électorale faisant leur place aux groupes électoraux, ajoute-on, c'en serait déjà fini de l'expérience socialiste. Mieux, elle n'aurait jamais été entreprise.

De l'autre, alors que l'on a si longtemps fait grief à notre Constitution de ne pas laisser au Parlement sa place légitime, on se préoccupe maintenant d'éviter un éventuel désaccord entre le président et la prochaine Assemblée en modifiant la loi électorale pour conserver intacte au président l'autorité qu'il tient presque autant de sa position de chef de la majorité que de ses pouvoirs constitutionnels.

Les réformes de circonstance sont de mauvaises réformes ; elles ont de mauvais résultats. Lorsqu'on veut changer les choses, il ne faut pas perdre de vue l'essentiel. Pour la première fois depuis deux siècles, nous disposons, avec la V^e République, d'un régime qui assure à la fois la liberté pour les citoyens, l'autorité pour le pouvoir. De surcroît, ce régime a déjà duré plus que tous les autres depuis 1789, sauf la III^e République. Ceux qui prendraient la responsabilité d'affaiblir nos institutions en modifiant fondamentalement soit la Constitution, soit la loi électorale, prendraient un grand risque. Il a fallu à la fois les événements d'Algérie et le général de Gaulle pour imposer une Constitution qui ne remette pas entre les mains des partis la totalité des pou-

voir. Pareille conjonction ne se retrouvera pas de longtemps.

Après un quart de siècle, il est légitime d'adapter nos institutions à la lumière de l'expérience, à la condition de ne pas en changer l'esprit ni l'efficacité.

Pour ce qui est de la Constitution, son fonctionnement n'a jamais donné lieu à une crise grave ; le président a toujours pu compter sur le soutien, plus ou moins fervent selon les époques, de l'Assemblée. Mieux, grâce au scrutin majoritaire législatif, le président est le véritable chef de la majorité parlementaire, ce qui accroît l'efficacité de ses pouvoirs constitutionnels.

Il est désormais évident que le système devrait permettre au pouvoir de vérifier plus commodément le sentiment populaire, afin de mieux en tenir compte. Le respect des engagements électoraux n'exclut nullement l'adaptation aux circonstances, ainsi qu'on le constate aujourd'hui.

Tout d'abord, l'article 11 permet, sous certaines conditions, au président de recourir au référendum. A le lire, ces conditions sont strictes ; dans la pratique, elles ont été considérablement assouplies, puisque le référendum de 1962 et, dans une moindre mesure, le référendum de 1972, pouvaient, sur le plan juridique, être considérés comme de simples consultations. Il serait temps de traduire cette pratique élargie dans le texte de l'article 11 et d'étendre le champ d'application du référendum. Cela éviterait bien des contestations sur les changements fondamentaux apportés à notre système économique et social que le peuple déciderait directement.

Faut-il pour autant admettre un droit d'initiative populaire ? Ce serait tout à fait dangereux. Partout où elle est appliquée, l'initiative populaire introduit l'instabilité dans l'exercice des pouvoirs, est souvent un élément de sclérose sociale. Dans les années 60, un référendum d'ini-

La réussite de la politique économique en 1984 suppose un freinage sans précédent des salaires

Bâti sur l'hypothèse d'une croissance de 1 % le budget adopté par le gouvernement prévoit une nouvelle année d'efforts et de sacrifices

L'essentiel du budget de 1984 n'est pas... dans le budget. Plus que l'évolution des dépenses publiques et des impôts d'État — Dieu sait pourtant si les décisions prises à leur sujet par le gouvernement vont peser lourd au cours des prochains mois !

— c'est la politique salariale qui projette son ombre sur toute la stratégie du pouvoir et donc sur les comptes de l'État. De son succès ou de son échec dépendra la réussite ou le naufrage de la politique d'assainissement menée par MM. Mauroy et Delors depuis juin 1982.

Le budget de 1984 a été bâti sur l'hypothèse d'une hausse du salaire

moyen par tête de 4,9 % seulement (1). Ce chiffre doit être médité. Il implique un freinage sans précédent des rémunérations en France. Celles-ci ont progressé de 9,6 % l'année dernière et de quelque 15 % en 1980 et 1981.

Un tel freinage est justifié. Les coûts salariaux, s'ils devaient continuer à progresser en France plus vite qu'à l'étranger, entraîneraient inévitablement de nouvelles dévaluations du franc. Sans croissance économique, sans allègement important des effectifs en surnombre dans les entreprises, les gains de productivité sont devenus beaucoup

trop faibles (de l'ordre de 1,5 % l'an) pour compenser une dérive salariale qui, par rapport à l'étranger, ne date pas d'hier. Les syndicats allemands négocient chaque année des hausses salariales de 4 % à 5 % alors qu'en France les clauses innovées mais bien réelles d'indexation assurent de façon automatique des gains salariaux de 10 %. Trois dévaluations en à peine deux ans ont permis à l'industrie française d'effacer ces différences et de continuer à exporter. Il serait périlleux de poursuivre dans cette voie.

Tout cela explique la formidable bataille que s'apprête à engager M. Delors pour faire accepter un ralentissement de moitié des salaires, bataille qu'il va d'abord devoir livrer aux syndicats de la fonction publique, le budget de 1984 ne prévoyant pour eux que le strict maintien de leur pouvoir d'achat, maintien qui se traduira concrètement — les acquis de fin 1983 aidant — par des hausses moyennes de 1 à 2 %.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 31.)

1) En glissement, c'est-à-dire du début à la fin de l'année.

Le véritable horizon de notre industrie c'est le monde

par EDITH CRESSON

LIRE PAGE 38

Hommage à Robert Badinter

par HÉLÈNE DORLHAC DE BORNE

LIRE PAGE 13

LES ANNULATIONS DE QUATRE ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le P.C. et le suffrage universel

L'Humanité dénonce un « défi de la droite » mais les fraudes sont confirmées par le Conseil d'État

« Le suffrage universel, la démocratie, sont bafoués », écrit M^{me} Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F., dans l'Humanité du jeudi 15 septembre, après les décisions prises par le Conseil d'État d'annuler les élec-

tions municipales d'Antony, Aulnay-sous-Bois, Villeneuve-Saint-Georges et d'inverser les résultats à La Queue-en-Yvelines, quatre municipalités à direction communiste.

Le Conseil d'État n'adresse pas pareil commentaire aux représentants du P.C.F. dont il a contesté l'élection. Ce n'est évidemment pas son rôle que de conclure ainsi une liste d'« attentus ». Il n'en reste pas moins que l'accusation est implicitement contenue dans les jugements qu'il a rendus. Le Conseil d'État, juridiction administrative suprême, s'est, jusqu'à présent, prononcé en appel sur six dossiers qui figurent au contentieux des élections municipales de mars dernier et qui concernent tous des municipalités à direction communiste. Dans un cas (Choisy-le-Roi), il a confirmé le scrutin de mars. Dans cinq autres (les quatre précédemment cités et Sarcelles, dont les électeurs devront voter une nouvelle fois les 2 et 9 octobre), il l'a infirmé.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Semaine

Lundi, il commence sa semaine en songeant au dernier tiers qui menace.

Mardi, il s'efforce à oublier la réduction des déductions.

Mercredi, la surtaxe progressive — lui brouille l'esprit et l'assurance-vieillesse lui gâche le boulot.

Jeudi, les impôts locaux lui trottent dans la tête, et vendredi il succombe sous les coups du « prélèvement exceptionnel ».

Samedi et dimanche, il récupère sa force de travail et tout son dynamisme.

BRUNO FRAPPAT.

Un crime, vite, que je tombe au néant de par la loi humaine.

Rezvani
La loi humaine
Roman

Rimbaud 69 F



Roman Seuil - "Apostrophes" demain

هكذا من الاعمال

Les deux tentations

(Suite de la première page.)

Le recours au référendum doit demeurer une prérogative réservée au président, dont la liberté de décision doit être à l'abri de pressions organisées. Dans nos institutions, le référendum est un moyen pour le président d'appeler directement au peuple, éventuellement contre le Parlement. Il faut lui conserver ce caractère.

La durée du mandat présidentiel devrait être réduite à cinq ans, comme le président Pompidou l'avait fait décider par les deux Assemblées. Cela permettrait au président de la République de vérifier à intervalles plus rapprochés qu'il dispose du soutien du pays. Il va de soi que la réduction du mandat ne serait pas applicable au président en exercice au moment où elle serait votée.

S'agirait-il pour autant de ressusciter le régime présidentiel ? En aucune façon. Le mandat du président et celui de l'Assemblée ne prendraient pas fin nécessairement aux mêmes dates, car ils peuvent être interrompus par des événements exceptionnels : décès, démission, dissolution... En outre, en régime présidentiel, le président et l'Assemblée n'ont aucun moyen d'action l'un sur l'autre, le président ne pouvant dissoudre l'Assemblée, l'Assemblée ne pouvant censurer le gouvernement, nommé par le président. Il n'est pas question de remettre en cause ces moyens d'action réciproques qui existent dans notre Constitution.

En troisième lieu, le préambule de la Constitution n'énumère pas de façon suffisamment précise les libertés et les droits des citoyens. Il en résulte une trop large faculté d'interprétation du Parlement et du gouvernement dans le domaine des libertés : dès lors le contrôle du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat sur les lois et les décrets ne sont pas assez contraignants pour les pouvoirs publics.

Depuis l'avant-guerre, et en raison de circonstances présentées chaque fois comme exceptionnelles, notre législation a été alourdie par des séditions successives qui ont donné des pouvoirs exorbitants à l'administration, pas seulement dans le domaine de l'ordre public mais aussi en matière fiscale et douanière, par exemple, ainsi qu'à la justice. Le juge d'instruction est toujours, selon le mot de Balzac, l'homme le plus puissant de France. Il est temps de procéder au réexamen de nos droits administratifs, pénal, fiscal, et d'éviter à l'avenir des interventions législatives et réglementaires trop peu respectueuses des droits de l'individu, qui sont menacés par l'évolution des sociétés modernes.

Le préambule de la Constitution doit être complété dans deux domaines où ses lacunes sont évidentes, celui des libertés économiques et sociales, d'une part, celui des droits du citoyen, de l'autre. Les conditions d'exercice des libertés seraient ainsi plus à l'abri des fluctuations de la politique et des fluctuations des passions de l'opinion, le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat pouvant alors mieux exercer leur contrôle.

Il est fréquemment question d'une réforme de la loi électorale

pour y introduire une part de représentation proportionnelle.

La loi actuelle, en vigueur depuis 1958, est fondée sur le scrutin majoritaire uninominal à deux tours. On lui fait grief de maintenir et d'aggraver une coupure de la France en deux qui serait déjà le résultat de l'élection présidentielle. En outre, d'un côté, certains affirment que la représentation proportionnelle aurait évité une victoire aussi massive de la gauche en 1981, l'aurait obligée au compromis ; certains, de l'autre, espèrent qu'elle atténuerait une éventuelle défaite de la majorité actuelle lors des prochaines élections législatives.

Maintenir la loi électorale actuelle

Sans le dire, les uns et les autres font grief au scrutin actuel d'accroître par trop la prime au vainqueur, alors justement que le système français, caractérisé par les deux tours et les désistements, introduit une part de proportionnalité à l'intérieur de chacun des deux camps.

Passons sur ce curieux regret d'une France coupée en deux. Dans toutes les démocraties il existe une majorité et une opposition. On n'entend jamais parler d'une Angleterre ou des Etats-Unis d'Amérique coupés en deux. L'unanimité n'a rien à voir avec les règles du gouvernement démocratique.

Remettre en vigueur, même partiellement, la représentation proportionnelle ne manquerait pas d'avoir des effets dévastateurs sur le fonctionnement de nos institutions.

Jusqu'à présent, le président, quel qu'il soit, a toujours disposé d'une majorité et la censure contre son gouvernement n'a jamais été votée qu'en 1962. Sans majorité solide et durable, le gouvernement serait affaibli et aussi le président, dont les pouvoirs seraient privés d'une partie de leur consistance réelle.

Le résultat de l'introduction de la proportionnelle serait la reconstitution d'un ou de plusieurs groupes parlementaires auxquels seraient remis le pouvoir de faire et de défaire les majorités, comme on l'a vu récemment en Allemagne avec le parti libéral. On confierait dans certains cas un pouvoir d'arbitrage à un groupe marginal, supposé modéré dans ses attitudes ; sous prétexte de corriger la coupure en deux camps, on octroierait un rôle déterminant à la fraction parlementaire représentant la plus faible part du pays. Il n'y aurait plus jamais de majorité du tout, ni contre le président, ni pour lui.

Mais, objectera-t-on, l'existence de ce groupe-charnière éviterait que ne constitue contre le président une majorité qui lui serait résolument hostile, et lui redonnerait une marge de jeu et de manœuvre lui permettant de gouverner même au cas où ceux qui l'ont porté au pouvoir perdraient les élections législatives.

Nos institutions n'ont jamais connu leur minute de vérité, celle où devraient cohabiter un président d'une tendance et une assemblée d'une autre. Si cela se produisait un jour, il serait évident que le pouvoir présidentiel dispose d'une autorité

variable selon qu'elle repose ou pas sur une majorité parlementaire. Nous vivons sous une monarchie présidentielle, mais ses pouvoirs sont d'une efficacité variable selon la composition de l'Assemblée. Notre Constitution est riche de nombreuses virtualités.

Dans le cas où la majorité parlementaire serait d'une autre tendance que le président, celui-ci conserverait ses compétences légales, mais elles seraient d'une efficacité moindre, comme c'est le cas aux Etats-Unis, selon que le président dispose ou non d'une majorité au Congrès. Ce fut parfois le cas du premier ministre en Grande-Bretagne ou du chancelier en Allemagne.

Qu'il dispose ou non d'une majorité parlementaire, le président conserverait des pouvoirs considérables : nommer le premier ministre et les ministres, signer les projets de lois, les décrets les plus importants, demander une deuxième délibération de la loi, la soumettre au référendum sous certaines conditions, la déferer au Conseil constitutionnel, exercer des pouvoirs diplomatiques et militaires étendus, dissoudre l'Assemblée, autant de moyens pour le président de faire en sorte que l'Assemblée ainsi que le gouvernement continuent de compter avec lui et ne prennent pas à la légère le risque d'un affrontement ouvert.

L'épreuve de vérité

Tel est le choix : maintenir le système majoritaire actuel avec le risque qu'un président un jour puisse ne pas disposer d'une majorité parlementaire ; ou, en introduisant la proportionnelle, priver presque à coup sûr à tout jamais le président d'une véritable majorité pour le soutenir. Faut-il, pour éviter une limitation passagère de ses pouvoirs, introduire les germes d'un affaiblissement permanent de l'exécutif ?

Un jour ou l'autre, nos institutions subiront l'épreuve de vérité qui permettra de juger de leur solidité réelle.

Que se passera-t-il alors ? Les responsables politiques auront le choix entre deux attitudes : ou bien rechercher l'affrontement, la majorité nouvelle tenant de paralyser le président, le président refusant de tenir

compte dans la composition du gouvernement de l'existence d'une majorité nouvelle ; ou bien tenter la cohabitation, ce qui suppose que chacun accepte d'être quelque peu empêché dans la liberté de ses mouvements et de ses choix, de ne pas appliquer tout de suite tous ses projets. Le général de Gaulle lui-même l'accepta bien sur l'Algérie ; et s'il put finalement l'emporter, ce fut grâce à l'usage répété du référendum.

L'Assemblée ne renoncerait pas plus à son droit de renverser le gouvernement que le président à celui de dissoudre l'Assemblée. Mais, avant d'arriver là, ils exploreraient, l'un et l'autre, les possibilités d'une certaine vie en commun. Faute de quoi, nous courrions le risque de transformer tout changement politique en crise de régime.

Ainsi la Constitution de 1958 démontrerait-elle son ambivalence et sa faculté d'adaptation : quasi-présidentielle, et même davantage, quand le président dispose d'une majorité à l'Assemblée, plus parlementaire quand ce n'est pas le cas. En pareille hypothèse, le premier ministre, charnière entre le Parlement et le président, verrait son rôle s'affirmer.

Qu'un tel équilibre entre les deux fonctions et les deux hommes soit délicat, que des conflits soient possibles, que le régime perde en efficacité, c'est évident. Mais ce serait le résultat de décisions populaires successives dont il faudrait bien tenir compte. D'ailleurs si, à l'échéance électorale suivante, qu'elle survienne à sa date normale ou non, le peuple maintient sa confiance soit au président mis en difficulté par l'Assemblée, soit à l'Assemblée dissoute par le président, force serait à l'un et à l'autre de s'en accommoder.

Changer la Constitution pour affaiblir le pouvoir en place ou pour abréger sa durée, changer la loi électorale pour éviter un éventuel renversement de majorité, sont deux tentations auxquelles il faut résister.

Les grandes démocraties occidentales ont des mécanismes politiques séculaires : leurs avantages et leurs inconvénients sont acceptés par tous. La France, qui a enfin trouvé la stabilité, devrait s'inspirer de leur exemple.

EDOUARD BALLADUR.

LETTRES AU Monde

Répliques à Alain Peyrefitte

Les deux articles d'Alain Peyrefitte sur la « désinformation » publiés dans le Monde des 1^{er} et 2 septembre, qui avaient déjà suscité un certain nombre de réactions (voir le Monde du 7 septembre), nous ont valu d'autres lettres. Nous publions ci-dessous les extraits de certaines d'entre elles.

L'élection de Trappes

Député de Trappes, je me contenterai de quelques remarques sur ce qu'Alain Peyrefitte dit des élections municipales dans cette commune.

1) Oui, la gauche a gagné à Trappes. Mais elle est parfaitement consciente de la baisse importante des suffrages qui se sont exprimés en sa faveur. Cependant, ce que nous savons également c'est que le score de la droite n'a pas évolué en valeur absolue ;

2) Lorsque nous avons choisi avec Bernard Hugo, sénateur et maire de Trappes, de refaire les élections le plus vite possible, nous avons volontairement opté pour la démocratie : faire trancher le débat par la population de Trappes et permettre ainsi, d'une part, de gérer la ville au plus tôt par ses élus et, d'autre part, un fonctionnement normal du Syndicat communal de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Dans son obsession à voir le « mal » partout où il y a la gauche, M. Peyrefitte a trouvé une idée générale : « La plupart des usines où travaillent les ouvriers de Trappes ne fermaient qu'en août ». Tiens, aurait-il la reconnaissance de la notion de lutte de classe qui conduit les ouvriers à voter à gauche ? L'ancien garde des sceaux ignore-t-il le vote par procuration qui a été largement utilisé par les électeurs de Trappes en juillet ?

3) La mise en cause des décisions du tribunal administratif a fait couler beaucoup d'encre. Là encore, M. Peyrefitte continue à donner ses leçons de morale. Pourtant, la décision du Conseil d'Etat de valider l'élection de Choisy-le-Roi, qui avait été annulée par le tribunal administratif, devrait faire réfléchir ces censeurs de droite et leur porte-parole.

GUY MALANDAIN
(député des Yvelines, P.S.).

Et Touvier ?

Je ne saurais laisser parler M. Peyrefitte des mesures « énergiques » prises par le président Pompidou pour obtenir l'extradition de Barbie sans rappeler que c'est sous la même présidence que Touvier, émile français de celui-ci, bénéficia d'une grâce « à la sauvette ».

CLAUDE LEVY
historien (Paris).

Désinformation à droite

N'est-ce pas un comble de devoir recourir à un journal britannique (information relatée par votre journal), le Financial Times, pour découvrir que « tout ne va pas si mal en France (arguments à l'appui) en dépit d'une avalanche quotidienne de commentaires pessimistes en provenance de sa presse nationale ».

Quand verrons-nous des informations de ce genre dans les journaux chers à M. Peyrefitte ?

MAURICE POUCHON
(Dakar).

Les architectes, de Toulouse à Avignon

Quand on veut dénoncer la « désinformation », il est préférable d'être soi-même correctement informé. Répondant à M. Roger Quilliot, M. Peyrefitte a admis que le congrès des architectes n'avait pas eu lieu, en juin dernier, à Toulouse, mais à Avignon.

Il aurait pu reconnaître aussi s'être trompé sur l'essentiel : le ministre de l'Urbanisme et du logement n'avait pas « quitté le congrès après avoir tenu en vain de prendre la parole sous les clameurs », comme l'écrivait M. Peyrefitte. Sans avoir à consulter la presse locale, les lecteurs du Monde daté 5-6 juin savaient que M. Quilliot, « sérieusement chahuté et pris à partie », avait prononcé à Avignon le long discours prévu.

M. Peyrefitte a dû confondre plusieurs fiches : quelques mois plus tôt, le directeur adjoint de l'architecture, lui-même architecte et non homme politique, avait été empêché de prendre la parole par ses confrères, dans une réunion de travail sur la réforme de la profession. A Toulouse, justement...

M. Ch.

Pas de tribulations pour M. Rocard

M. Peyrefitte affirme : « En juin dernier, par exemple, qui a vu que le plus populaire des ministres, M. Michel Rocard, lors du congrès national du Centre national des jeunes agriculteurs à Royan, a dû s'échapper par une porte dérobée sous la protection de la police après avoir attendu dans les couloirs du Palais des Congrès ? »

Etant, avec d'autres élus dont mon collègue Jean-Noël de Lipkowsky, député et maire de Royan, aux côtés de Michel Rocard lorsqu'il est venu participer à la séance de clôture du congrès national des jeunes agriculteurs, je me dois de rétablir la stricte vérité.

Michel Rocard, ses collaborateurs et des responsables des organisations agricoles de la Charente-Maritime, dont le président de la Chambre d'agriculture, se sont réunis comme le prévoyait le programme de la journée à l'issue du congrès dans une salle située au rez-de-chaussée du Palais des Congrès. Cette réunion, qui avait pour objet d'étudier les problèmes spécifiques au département, s'est déroulée sous le signe de la courtoisie et du dialogue très ouvert.

Au terme de cette réunion, le ministre et les participants se sont dirigés vers la sortie qui se trouvait à proximité, et non une porte dérobée pour regagner leurs voitures, ceci sans aucune difficulté.

Quelques dizaines de vendeurs directs de cognac se trouvaient dans la rue pour manifester contre la vignette. J'ai d'ailleurs eu avec eux, aussitôt après le départ du ministre, un long entretien qui s'est déroulé sans incident et sans aucune agressivité. Un service d'ordre très restreint était assuré par les agents de police du commissariat de Royan.

PHILIPPE MARCHAND
(député de la Charente-Maritime, président du conseil général).

Fond sonore

Alain Peyrefitte affirme que « la présentation des déplacements présidentiels en province est faite le plus souvent sans fond sonore ». Accusé par TF1 auprès de la présidence, je ne puis que constater cette affirmation erronée pour ne pas dire malveillante.

Pour ce qui est de ma propre responsabilité, je me souviens parfaitement, lors du compte rendu des visites de F. Mitterrand à Toulouse et à Lille, non seulement avoir diffusé sur l'antenne l'image et le son des « contestataires », mais aussi avoir fait explicitement référence dans mon commentaire. J'ai bien l'intention de continuer à témoigner, le plus honnêtement possible, de « ce qui se passe » qui entoure les déplacements du président, bien conscient des « risques » du métier. Il y a quelques années, un journaliste, capable d'avoir soutenu lors d'un voyage présidentiel en Lorraine la froideur de l'accueil des populations, avait été, sur recommandation insistante de l'Élysée, écarté de l'antenne avant de démissionner.

Le journaliste s'appelait H. Chabrier, et le président Georges Pompidou, qui eut, lorsqu'il était à Matignon, un ministre de l'Information nommé A. Peyrefitte.

BRUNO MASURE.

LE MONDE diplomatique

de septembre

EST PARU

Au sommaire :

Grand jeu pour l'Afrique : GUERRE ET INTOXICATION AU TCHAD

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Robert Benoit-Lévy (1944-1983)

Jacques Faivre (1983-1982)

Imprimerie

de « Monde »

1, rue de la Harpe

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2027

ICS
BÉGUE

Établissement d'Enseignement Supérieur Privé
Reconnu par l'État

**LA FORMATION
ÉCOLE DE GESTION +
D.E.C.S. :**

**L'assurance d'un choix de carrières
de haut niveau.**

Professions indépendantes :
Expert-Comptable, Conseil en Entreprises, Dirigeant de P.M.E.,
Carrières de Cadre
dans les grands services de l'Entreprise : Directeur des Services
Financiers, Contrôleur de Gestion, Ingénieur en Organisation...

• SANCTION DES ÉTUDES :

- Diplôme I.C.S. TECH
- C.P.E.C.F.
- D.E.C.S. Nouveau Régime

Diplômes d'État

***Résultats au C.P.E.C.F. 1983 :**
% de succès ICS = 5 fois le % académique

• ADMISSION :
Sélection sur dossier. Baccalauréat exigé
(cycle spécial pour bacheliers G2 visant le B.T.S.C.G.).

- Statut étudiant
- Services : Stages, Logement, Placement.
- Financement : Bourses et prêts bancaires à taux préférentiel.

I.C.S. TECH - GROUPE BÉGUE
15, place de la République 75003 PARIS
tél. : 272.20.76 +

LU

« L'AMI RETROUVÉ », de Fred Uhlman

Un chef-d'œuvre mineur

Tout tient dans le titre : une histoire d'amitié, de séparation et de réunion. Mais cette réunion ne se fera que par-delà le mort de l'un des deux amis. Et tout est donné d'emblée par la date, février 1923, et le lieu, un gymnase de Stuttgart. Cela commence, comme dans *Madame Bovary*, par l'arrivée d'un nouveau. Le narrateur s'appelle Hans Schwarz, il est le fils d'un médecin juif qui a fait la grande guerre et y a gagné la croix de fer, « *ta-tan-tan infatigable* », Hans est solitaire, rêveur, poète, comme il convient lorsqu'on a seize ans ; il voudrait un ami, pour qui il serait doux et glorieux de mourir.

Le nouveau porte avec une grâce étonnante le nom de Conrad Von Hohenfels ; il est seul, lui aussi, retranché courtoisement derrière un titre nobiliaire et une fortune qui tiennent à distance. Pour Hans, ce sera lui, Conrad, l'ami tant attendu. Et nous connaissons, avant même qu'éclate cette amitié, la menace terrifiante qui plane sur elle et sur la classe, dont plus de la moitié périra dans les steppes russes ou dans les sables d'El-Alamein. La très rare qualité d'émotion qui sourd de ce récit tient à la parfaite pureté de sa ligne, accordée à la pureté des sentiments qui unissent les deux adolescents, et que le narrateur retrouve intacte vingt ou trente ans plus tard. « *Entre seize et dix-huit ans, les jeunes gens allient parfois une naïve innocence et une radiieuse pureté de corps et d'esprit à un besoin passionné d'abnégation absolue et d'abnégation absolue et d'abnégation absolue* ». Cette phase naît d'une généralité que peu de temps, mais, à cause de son intensité et de son unité, elle demeure l'une des expériences les plus précieuses de la vie.

La séparation intervient au bout d'un an, lorsque les parents de Hans décident de le mettre à l'abri de la hideuse folie qui s'empare du pays de Goethe, Kant, Beethoven, Hölderlin. A la veille de son départ pour les États-Unis, Hans reçoit de Conrad une lettre où celui-ci lui dit son regret que le destin de l'Allemagne contraigne pour quelque temps son ami juif à l'exil, et sa conviction que la grandeur de ce destin est assurée par le Führer que l'Allemagne s'est choisie.

Devenu avocat à New-York, Hans Schwarz a voulu tout oublier. S'il lui arrive de rencontrer un Allemand, il se renseigne d'abord, pour ne pas avoir à serrer la main d'un de ceux qui ont poussé ses parents au suicide. Son amitié aussi il a voulu l'annuler : « *Mes blessures ne sont pas cicatrisées, chaque fois que l'Allemagne se rappelle à moi, c'est comme si on les froissait de sel* ».

C'est dans le sangle qui noue la gorge à ces dernières lignes qu'est tenue la promesse de réunion annoncée par le titre. Quand un livre bouleverse à ce point, comme la fin de l'Adieu aux armes, tout ce que peut faire le critique, qui pense obscurément que la seule rédemption du mal se trouve dans une œuvre de bonté et d'intelligence, c'est d'exhorter ceux qui lui font confiance à lire ce « chef-d'œuvre mineur », ainsi que le qualifie Arthur Koestler en parlant de sa brièveté et de sa musique.

MICHEL CONTAT.

* *L'Ami retrouvé*, de Fred Uhlman. Traduit par Léo Luck. Introduction d'Arthur Koestler. Gallimard, « Folio », n°1463, 132 pages. [Avocat, Fred Uhlman abandonne l'Allemagne après l'arrestation de Hitler. Il s'installe à Paris, où il devient peintre, puis en Espagne et finalement en Angleterre. L'Ami retrouvé est, à notre connaissance, sa seule œuvre littéraire. Le livre fut publié en anglais, sous le titre *Reunion*, en 1971, et en traduction française, chez Gallimard, en 1978.]

Les architectes, de Toulouse à Avignon

Quand on veut dénoncer la « désinformation », il est préférable d'être soi-même correctement informé. Répondant à M. Roger Quilliot, M. Peyrefitte a admis que le congrès des architectes n'avait pas eu lieu, en juin dernier, à Toulouse, mais à Avignon.

Il aurait pu reconnaître aussi s'être trompé sur l'essentiel : le ministre de l'Urbanisme et du logement n'avait pas « quitté le congrès après avoir tenu en vain de prendre la parole sous les clameurs », comme l'écrivait M. Peyrefitte. Sans avoir à consulter la presse locale, les lecteurs du Monde daté 5-6 juin savaient que M. Quilliot, « sérieusement chahuté et pris à partie », avait prononcé à Avignon le long discours prévu.

M. Peyrefitte a dû confondre plusieurs fiches : quelques mois plus tôt, le directeur adjoint de l'architecture, lui-même architecte et non homme politique, avait été empêché de prendre la parole par ses confrères, dans une réunion de travail sur la réforme de la profession. A Toulouse, justement...

M. Ch.

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE

L'engagement croissant des États-Unis aux côtés du président Gemayel suscite des réserves dans certains pays arabes

Une brève controverse a opposé, le mercredi 14 septembre, la France et les États-Unis. Mardi, la Maison-Blanche avait annoncé que le commandant des « marines » à Beyrouth avait été autorisé à faire appel aux bombardiers et à l'artillerie américaine se trouvant au large de Beyrouth, en cas de « menace visant la force multinationale ». Et le porte-parole du président Reagan, M. Larry Speakes, avait précisé que cette nouvelle consigne était valable en cas de menace contre les contingents français, britanniques et italiens.

L'ambassade de France à Washington a répliqué, mercredi, que Paris n'avait eu aucune façon de demander au gouvernement américain de contribuer à la protection de son contingent. Le porte-parole de l'am-

bassade a notamment déclaré : « Nos forces dans la région sont capables d'assurer leur propre protection ». Et il a ajouté que, si les troupes françaises étaient attaquées, elles n'hésiteraient pas à faire, même massivement, usage de toutes les forces dont elles disposent.

C'est au département d'État qu'est revenue la tâche d'émettre le même jour une « mise au point ». Celle-ci indique que les forces américaines n'interviendraient aux côtés des autres contingents de la force multinationale que si une telle aide faisait l'objet d'une « requête spécifique ». Le département d'État ajoute : « Il n'existe aucune consigne prévoyant une réponse automatique des forces américaines » pour défendre les autres contingents.

L'engagement américain aux côtés du président Gemayel s'accroît et se précise de jour en jour. Tandis que d'importantes quantités d'équipements militaires sont débarqués, Washington formuleait mercredi des contre-propositions à celles qui avaient été élaborées par le médiateur saoudien et approuvées par la Syrie et l'opposition libanaise. Le projet de Riyad comportait des dispositions à la fois militaires et politiques susceptibles de mettre un terme aux combats ; celui des États-Unis se limite à prôner un cessez-le-feu immédiat qui « pourrait être un préalable à une solution politique ».

La formule, qui n'a le mérite de maintenir l'Armée libanaise dans les positions qu'elle a occupées au cours de la dernière quinzaine, ne satisfait pas les exigences de l'opposition et ne paraît pas enchanter l'Arabie Saoudite.

Le gouvernement de Riyad a donné un signe de son mécontentement en passant sous silence la visite effectuée mercredi dans la capitale saoudienne par l'envoyé spécial du président Reagan, M. Robert McFarlane, qui est reparti pour Damas, où il a soumis au gouvernement syrien la proposition de son gouvernement. Les « milieux politiques saoudiens », cités par l'A.F.P., ajoutent à cela que le renforcement du dispositif militaire américain au large de Beyrouth « risque de provoquer une escalade militaire et ne peut que nuire aux efforts de médiation saoudiens ».

Tel n'est pas l'avis du gouvernement libanais, qui se félicite de l'engagement américain. Au cours d'une émission télévisée, le ministre des Affaires étrangères, M. Elie Salem, a notamment déclaré : « Nous avons choisi la voie américaine car les deux autres voies possibles, l'arabisme et la syrie, ne débouchent pas sur la libération du Liban de toutes les troupes étrangères ».

JEAN GUEYRAS.

M. Heru réclame une nouvelle définition du rôle de la force multinationale de sécurité à Beyrouth

Entendu durant trois heures par des députés membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le ministre de la Défense, M. Charles Heru, a semblé, mercredi 14 septembre, davantage préoccupé de la situation au Liban par celle du Tchad. Dans ces deux pays, a souligné M. Heru, la France a envoyé « des soldats de la paix » pour assurer la sécurité et l'indépendance du territoire « à la demande des gouvernements légaux ».

À Beyrouth, le ministre est convenu qu'il faudrait réfléchir à une nouvelle définition des missions de la force multinationale de sécurité dans la mesure où, le contexte ayant changé, il faut essayer d'apporter un appui aux interventions humanitaires de la Croix-Rouge internationale, qui tente d'éviter les massacres de populations civiles.

M. Heru a révélé, à cette occasion, que le contingent français de Beyrouth avait fourni des camions et des personnels militaires, sans armes, pour le transport par la Croix-Rouge internationale de « vivres, de médicaments et de matériels aux habitants des villages libanais encerclés par la guerre entre factions rivales. Interrogé à propos des attaques d'artillerie qui avaient atteint la résidence des Pines, où siège le P.C. de la force française, le ministre a précisé qu'il s'agissait de tir de batteries de 155 millimètres postées à 17 et 20 kilomètres de leur cible, dont les servants couvraient à partir d'une zone « sous contrôle syrien ».

Selon le ministre, le contingent français reste sous les ordres du seul gouvernement français et il n'est pas prévu d'intervention coordonnée ou commune avec les forces américaines, britanniques ou italiennes. En revanche, M. Heru n'est pas hostile à un projet, prêt au président libanais, M. Gemayel, de créer, sous le drapeau de l'ONU, une FINUL-2 à Beyrouth, c'est-à-dire l'équivalent de la Force intermédiaire des Nations unies (FINUL) en garnison dans d'autres régions du Liban, qui prendrait la relève de la force d'interposition.

Au Tchad

Au Tchad, M. Heru s'est déclaré « très attentif » au fait qu'on ne répare pas ou qu'on ne répare pas, pistole, endommagée, de Faya-Largeau dans le nord du pays, cette palmarie tenue aujourd'hui par les forces coalisées hostiles au président Hissène Habré. Or, a précisé le ministre, la présence d'une compagnie de génie libyenne vient d'être signalée à Faya-Largeau, et elle pourrait remettre la piste en état.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.F., a déclaré le mercredi 14 septembre : « Il serait inconcevable que les forces françaises de la Force multinationale demeurent passives. Ce serait contraire à la vocation de la France de ne pas assumer le rôle humanitaire qu'elle doit jouer, surtout dans un pays qui lui est lié par une longue tradition d'amitié et dont elle s'est engagée à assurer l'indépendance et l'unité ».

Washington propose un cessez-le-feu

(Suite de la première page.)

Beaucoup ici, et parmi eux un nombre croissant de chrétiens, pensent que la position de la France paraît plus sage lorsque ses dirigeants affirment qu'il existe au Liban une « situation de guerre civile » et qu'il appartient au Libanais de « surmonter leurs difficultés ».

En revanche, le chef sunnite de Beyrouth, M. Saeb Salam, sursaute lorsqu'il entend parler de « guerre civile ». Pour lui, la guerre de la montagne se réduit à des « heurts entre deux factions libanaises » et ne peut être assimilée à une guerre civile proprement dite. « L'État libanais et son armée », ajoute-t-il, sont menacés par des forces manipulées par l'étranger. C'est pourquoi nous soutenons, sous réserve, toute aide fournie par les États-Unis à l'Armée libanaise, et au gouvernement du Liban parce que la disparition de l'État libanais signifierait la fin du Liban. Dans ce cas, le monde arabe serait secoué jusqu'à ses fondations et aucun régime de la région n'échapperait aux conséquences de cette tragédie qui mettrait en danger les intérêts vitaux des Américains et des Européens dans cette partie du monde ».

M. Saeb Salam, qui est connu pour ses sympathies pro-occidentales et pro-américaines, admette les accents d'un prophète en colère lorsqu'il prédit des catastrophes apocalyptiques pour les pays qui n'auront pas su à temps contraindre les « communistes », et les « khomynistes » au Liban.

Le rôle des « étrangers »

Mardi déjà, le président Gemayel avait donné le ton en s'inscrivant au feu contre « les allégations selon lesquelles la guerre du Chouf est une guerre entre Libanais » et en rejetant toute la responsabilité sur les étrangers « qui utilisent certaines contradictions locales ». Le premier ministre, M. Chafic El Wazzani, lui a emboîté le pas en affirmant au cours de la réunion hebdomadaire du Comité supérieur de coordination, qui groupe les chefs de mission des pays participant à la force multinationale, qu'on se trouvait face à « une guerre déclenchée par des étrangers contre le Liban » et que « partout où se trouve l'armée il n'y a ni combats ni massacres, mais on contrôle la paix et la stabilité ».

« Nous sommes tous devenus soudains des étrangers », notait mi-rigolant un responsable druze qui nous a assuré que contrairement aux affirmations des autorités, répétés à satiété, il n'y avait pas avec les combattants druzes des « corps de troupes syriennes ou palestiniennes ». Il ne fait cependant pas de doute que la Syrie fournit aux druzes un appui politique, matériel et logistique considérable. Il est également acquis qu'un nombre indéterminé de druzes d'origine syrienne combattent avec leurs frères du Liban avec l'autorisation officielle de Damas et que des Palestiniens servent comme spécialistes dans les différents services techniques de l'armée druze.

En fait, d'autres « étrangers » dont on croyait qu'ils avaient quitté une partie du Liban, les Israéliens,

Quatre-vingt-quatre civils chrétiens auraient été massacrés dans la localité de Maaser-el-Chouf (sous contrôle israélien), au pied du mont Barouk dans la région du Chouf, selon la radio la Voix du Liban, organe du parti phalangiste. Le radio a diffusé l'enregistrement du récit d'une rescapée du massacre, Marie Bechara Noujein, qui s'est réfugiée à Saïda (Sud-Liban), et qui a affirmé que le massacre a eu lieu vendredi et samedi derniers. (A.F.P.)

AFRIQUE

Cameroun

AU TERME DU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PARTI UNIQUE

M. Paul Biya a été élu président de l'Union nationale camerounaise

Yaoundé. — Le congrès extraordinaire de l'Union nationale camerounaise (U.N.C.), qui s'est tenu le mercredi 14 septembre à Yaoundé, a permis l'élection — sans surprise — de M. Paul Biya, président de la République, au poste de président de l'U.N.C. laissé vacant depuis la démission de M. Ahmadou Ahidjo, le 27 août dernier. Ce plébiscite n'a donné lieu à aucune mise en cause directe de M. Ahidjo, même si l'action de l'ancien chef de l'État

a été sévèrement critiquée de manière allusive. La crise institutionnelle et politique qui avait pris un tour aigu à la suite des violentes critiques émises par M. Ahidjo à l'encontre de son successeur (le Monde des 25 et 30 août) est donc terminée du strict point de vue institutionnel. M. Biya dispose désormais de tous les instruments de l'autorité de l'État que lui confère la Constitution camerounaise.

De notre envoyé spécial

Sur le plan politique, il est sans doute trop tôt pour parler sur la stabilité du pouvoir, même si, apparemment, le chef de l'État semble jouir d'un large consensus populaire et du ralliement de la grande majorité des « barons » de l'ancien régime. Les prochains mois permettront de dire si M. Ahidjo a décidé ou non de quitter la scène politique camerounaise, ou, en tout cas, de se cantonner au rôle historique qui est le sien, en cessant alors de dénigrer — à tort ou à raison — l'action du chef de l'État. M. Paul Biya estime, de son côté, qu'il est « encore prématuré de parler de réconciliation en ce moment ». Il n'est, en effet, pas exclu que M. Ahidjo soit inculpé dans le procès des hommes accusés d'une tentative de coup d'État que M. Biya avait rendue publique le 22 août dernier.

Le président de la République, dans le discours qu'il a prononcé devant les députés de l'U.N.C., ainsi qu'à l'occasion d'un entretien ac-

cordé à quelques journalistes, a insisté sur le fait qu'à aucun moment, dans l'histoire du pays, il n'a été question d'admettre la suprématie d'un parti politique sur l'autorité de l'État. La « lutte » à la tête de l'État qui s'est instaurée nécessitait, selon lui, des mesures pour restaurer une autorité unique. La « maturité » dont a fait preuve le peuple camerounais dans la crise qui a secoué le pays doit avoir pour conséquence et justifier « de renforcer le jeu démocratique au sein du parti ». Cette libéralisation, a-t-il précisé, dont « l'idée doit être approfondie », se fera par « l'introduction d'un débat d'idées, un débat libre ». On peut même envisager, a-t-il ajouté, que « des débats ou événements des votes puissent intervenir ». Cette libéralisation devra toutefois s'effectuer « progressivement » et après « une période de formation » des députés. Mais l'U.N.C. doit devenir un « parti vraiment démocratique ».

A propos, d'autre part, du « complot » du 22 août, M. Paul Biya a dit : « Ce complot n'a pas été inventé ; il est réel. Actuellement, a-t-il précisé, les instances judiciaires sont saisies et leur verdict sera connu. M. Biya a indiqué qu'il ne voyait pas d'objection à ce que le procès soit public. Parant des accusations portées contre lui par M. Ahidjo (1), il a déclaré : « Je ne tiens pas à revenir sur cette péripétie que je trouve extrêmement regrettable, et tout le peuple camerounais avec moi déplore ces propos ». Sur la raison qui a poussé M. Ahidjo à lancer ses accusations, M. Biya a noté : « A un certain stade, il faut s'attendre à tout ! ».

Le congrès a été marqué par la lecture, à la tribune, d'une motion de soutien lui par M. Youssoufa Daouda, ministre de la fonction publique. M. Daouda, qui est originaire de Mokolo (extrême nord du pays), apportait ainsi, de manière ostensible, la caution des « notables » à un président « sudiste ».

A l'issue du congrès, M. Georges Nkomo, ministre chargé de mission à la présidence de la République, a indiqué que l'hypothèse d'élections législatives anticipées, qui pourraient avoir lieu avant la prochaine session parlementaire de novembre, n'était pas exclue. A cette occasion, une certaine démocratisation pourrait intervenir, soit en permettant à plusieurs candidats de se présenter pour les cent cinquante sièges à pourvoir, soit en organisant des primaires entre plusieurs listes du parti. M. Nkomo n'a pas non plus exclu l'éventualité d'une législation d'un ou plusieurs autres partis politiques, tant pour les élections législatives que pour l'élection présidentielle. Cette mesure pourrait alors bénéficier à l'U.P.C. (2). M. Nkomo a, d'autre part, assuré que tous les Camerounais qui se sont exilés pour des raisons politiques pourraient rentrer au Cameroun. Les ambassades du Cameroun à l'étranger recevront des instructions en ce sens, a-t-il indiqué.

LAURENT ZECCHINI

A TRAVERS LE MONDE

Ghana

L'ANCIEN PRÉSIDENT HILLA LIMANN, placé en détention depuis son renversement le 31 décembre 1981, est apparu mardi 13 septembre à la télévision pour dénoncer les malversations de l'office de commercialisation du cacao (C.M.B.). Apparemment en bonne santé, souriant même à certains moments, M. Limann a mis en cause la gestion du président de l'office, M. Kwame Gyamfi, à qui il était confronté dans le cadre de débats télévisés de la commission nationale d'enquête. (Reuters.)

Philippines

WASHINGTON ET L'ASSASSINAT D'AAQUINO. — Ce meurtre a « assombri la réputation » de gouvernement philippin et beaucoup de Philippines « soupçonnent de complicité » leur gouvernement, a déclaré mardi 13 septembre devant le Congrès M. John Monjo, sous-secrétaire adjoint pour l'Asie et le Pacifique, cité par l'International Herald Tribune.

Pologne

DIX JEUNES POLONAIS, huit hommes et deux femmes, venus assister à Turin au match de football entre la Juventus et Lechia de Gdansk, le mercredi 14 septembre, ont demandé le jour même l'asile politique aux autorités italiennes. (UPI.)

République Sud-Africaine

UNE JEUNE FEMME A ÉTÉ TUÉE et un adolescent blessé mardi 13 septembre par les tirs de la police au cours d'une manifestation réunissant environ trois cents Noirs à Duncan-Village (province du Cap), a indiqué mercredi la police sud-africaine, qui a ajouté qu'elle avait ouvert le feu après que la foule, essentiellement composée d'écoliers, eut commencé à lancer des pierres sur des voitures roulant sur une route à grande circulation. La manifestation, organisée par les élèves de deux lycées de Duncan-Village, avait apparemment pour objet la célébration du sixième anniversaire de la mort en détention de Steve Biko, chef du mouvement anti-apartheid de la Conscience noire. Le 12 septembre 1977, a indiqué la police locale. (A.F.P.)

Thaïlande

LE GÉNÉRAL ARTHIT KAMLANG-EK, commandant en chef de l'armée de terre, a été nommé, mercredi 14 septembre, chef suprême des forces armées, annonce le Guardian de Londres. Il est le premier militaire à détenir ce poste depuis la fin du régime militaire du maréchal Thanom Kittakachorn en 1973.

Une implacable ascension.

MEDVEDEV
ANDROPOV
AU
POUVOIR



Le 1er livre sur Andropov.

La carrière politique de Youri Andropov ou les secrets et les mécanismes du pouvoir en Union Soviétique. 28 F.

Champs
FLAMMARION

مكتبة الامم المتحدة

DIPLOMATIE

LES RÉPERCUSSIONS DE L'AFFAIRE DU BOEING SUD-CORÉEN

Des pilotes non syndiqués assurent les vols d'Air France

Si le gouvernement, qui nous a confié, en notre qualité de compagnie nationale, la mission d'assurer une ligne aérienne entre Paris et Moscou, nous demandait d'interrompre les vols à destination de l'U.R.S.S., nous cesserions aussitôt de les assurer. Pour le porte-parole d'Air France, interrogé mercredi 14 septembre, il conviendrait d'observer qu'aucune des compagnies internationales qui ont suspendu, ou vont suspendre leurs vols en direction de Moscou, n'a pris cette décision de son propre chef: dans tous les cas, leurs gouvernements respectifs sont à l'origine d'une telle attitude.

Air France, on se dit « irrité » par les interprétations diverses relatives à la décision de la compagnie, dont certains ont clairement laissé entendre que la compagnie « avait exercé des pressions sur certains pilotes ». Le porte-parole le dit tout net: « A aucun moment, nous n'avons agi de la sorte. Notre rôle consiste à assurer des vols réguliers. Le Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) a pris la décision que l'on sait, en revanche, d'autres pilotes, qui n'adhèrent pas à ce syndicat, ont accepté d'assurer les vols. Parler de « réquisitions », comme l'ont fait certains, ne correspond en rien à la réalité ».

Air France fait remarquer, enfin, que les vols hebdomadaires qu'elle assure à destination de la capitale soviétique ne sont pas au nombre de sept, comme cela a été dit, mais seulement de six, la liaison Paris-Tokyo avec escale à Moscou n'étant pas au nombre des liaisons que le S.N.P.L. a décidé de boycotter.

Au ministère des transports, on se refuse à tout commentaire. « Pour l'heure, nous n'avons rien de précis à ajouter à ce qui a été décidé et déclaré ces jours derniers. La position du ministère reste inchangée ».

Au Syndicat national des pilotes de ligne, enfin, on déclarait que « la consigne est maintenue ». Mais puisque le gouvernement « semble bien décidé à appuyer nos démarches en vue d'une amélioration du code international de la navigation aérienne », nous ne pourrions pas nous en tenir à l'interdiction des vols militaires à l'intention des appareils civils, « nous modifierions peut-être notre position actuelle ». Toutefois, un tel changement d'attitude de la part du S.N.P.L. ne pourrait, en aucune façon, intervenir avant le 20 septembre, date de la prochaine réunion nationale de l'organe exécutif du Syndicat.

J.-M. D.-S.

Les dangers de la bombe et les vertus du téléphone rouge selon M. McNamara

L'ancien secrétaire américain à la défense, M. Robert McNamara, a révélé qu'une bombe atomique avait failli exploser en 1961 sur le territoire des Etats-Unis, à la suite d'un accident survenu à un avion B-52. Le mécanisme d'armement de la bombe était protégé par sept dispositifs de sécurité, a expliqué M. McNamara, au cours d'une conférence de presse, mercredi 14 septembre, mais lorsque l'appareil s'est écrasé, six de ces dispositifs ont été défectueux, et la bombe s'est allumée. L'ancien responsable de la défense n'a donné aucun autre détail, mais selon deux autres anciens fonctionnaires du Pentagone, l'accident s'est produit le 24 janvier 1961 au-dessus de Goldsboro, en Caroline du Nord: un B-52 s'est écrasé de deux bombes atomiques de 24 mégatonnes avant de s'écraser. L'une de ces bombes s'est allumée, et la région a été contaminée par le plutonium.

M. McNamara a évoqué aussi l'incident soviétique-américain qui a marqué la guerre de six jours au Proche-Orient, en 1967. « Nous sommes passés à deux doigts de la guerre », a-t-il dit. Il arrivait au Pentagone un matin quand on lui apprit qu'Alexis Kossyguine, alors premier ministre de l'U.R.S.S., était au téléphone rouge (en fait le télégramme d'urgence) et demandait à parler immédiatement au président Johnson. Le Kremlin se disait très

ému par l'arrivée d'un porte-avions américain près de la zone des combats. Lyndon Johnson rappela M. Kossyguine pour s'entendre dire sur un ton très dur: « Si vous voulez la guerre, vous l'aurez ». M. McNamara n'a pas indiqué comment la crise avait été réglée.

Ses confidences diffèrent sensiblement de la version de l'incident donnée par L. Johnson lui-même dans ses Mémoires (Ma vie de président, Bouchet-Chastel 1972). Selon l'ancien président, le 10 juin au matin, alors que les Israéliens avançaient rapidement en direction de Damas, A. Kossyguine l'appela pour l'avertir que si Israël ne mettait pas rapidement un terme aux opérations, l'U.R.S.S. prendrait les mesures nécessaires, y compris des mesures d'ordre militaire.

Un « silence de mort » accueillait ce message parmi ses collaborateurs, écrit le président, qui assure avoir répondu sur « un ton modéré et positif », tout en demandant à la V.P. flote l'ordre de se rapprocher de la côte syrienne (la version de M. McNamara semble indiquer que c'est au contraire ce mouvement qui provoqua l'irritation des Soviétiques). Selon L. Johnson, le ton des messages soviétiques baissa ensuite, et un cessez-le-feu fut conclu dans la journée, interrompant la progression israélienne.

L'Assemblée de Strasbourg adopte un projet d'union européenne

Strasbourg. — L'Assemblée européenne a adopté, mercredi 14 septembre, à une majorité plus forte que prévu (199 pour, 37 contre et 72 abstentions) un projet d'union européenne proposé par un député communiste italien, M. Spinelli (ancien membre de la Commission).

Ce projet en cent quarante-deux articles prévoit que le pouvoir législatif sera exercé conjointement par le conseil de la Communauté (dont les réunions seront ouvertes à la presse et au public) et l'Assemblée. Le pouvoir exécutif sera exercé par la Commission. Le projet sera mis

en forme « par des juristes, soumis à nouveau à l'Assemblée en 1984, puis aux gouvernements des Dix qui « voteront ». Toute modification des institutions européennes ne peut, en effet, intervenir qu'après accord unanime des gouvernements, ratifié par les Parlements nationaux.

M. Thorn, président de la Commission, tout en appuyant l'ensemble du projet, a fait des « réserves »: le représentant du conseil est resté muet. Les groupes démocratique-chrétien et libéral ont voté pour; les socialistes ont aussi voté pour, à l'exception des Britanniques et des Danois, très hostiles, et des Français qui se sont abstenus, bien qu'un des leurs, M. Moresau, ait été le rapporteur du texte. Les conservateurs, qui avaient pour consigne de s'abstenir, se sont divisés.

Alors que les Italiens — des communistes aux néo-fascistes — ont voté pour, les Français se sont divisés. Comme les socialistes, les gaullistes, jugeant le projet « utopique et inopportuniste », se sont abstenus; si les démocrates-chrétiens et les libéraux ont voté pour, M. Simone Veil a fait des réserves juridiques; les communistes ont voté contre.

L'Assemblée reçoit, ce jeudi, le président grec, M. Karamanlis, premier chef d'Etat à s'adresser à elle. Le blocage par la Grèce d'une condamnation de l'U.R.S.S. dans l'affaire du Boeing par le conseil de la Communauté (qu'elle préside actuellement) a été vivement attaqué, mercredi, en séance plénière de l'Assemblée et en commission.

PARIS REFUSANT DE S'ASSOCIER AUX SANCTIONS CONTRE L'U.R.S.S.

L'agence Tass rend hommage à l'attitude de la France

L'agence Tass a rendu hommage, à la France mercredi soir 14 septembre, pour son refus de s'associer à la mesure de suspension des vols vers l'U.R.S.S. décidée par la plupart des puissances occidentales. « Certains pays occidentaux, dont la France, écrit l'agence soviétique, se rendent compte que les nouvelles sanctions de Reagan affectent au premier chef leurs propres intérêts économiques ». Ce cas a ses précédents, ajoute Tass. Souvenons-nous de la « guerre économique » contre l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes déclenchée pour entraver la construction du gazoduc Sibirie-Europe occidentale, guerre dans laquelle Washington a voulu entraver les autres membres de l'OTAN et le Japon.

Les autorités soviétiques ont, d'autre part, annoncé qu'elles n'avaient aucune intention de verser des réparations aux familles des passagers disparus dans la destruction du Boeing de la Korean Airlines. Cela serait inapproprié, a déclaré M. Kornienko, ministre adjoint des affaires étrangères, « car non seulement la responsabilité financière, mais l'entière responsabilité, la responsabilité politique devrait être endossée par ceux qui ont fait de l'avion civil un instrument de leur politique ».

Le vol Aeroflot Moscou-Paris annulé

Du côté occidental, la Suisse a décidé de s'associer au boycottage des liaisons aériennes avec l'U.R.S.S. que devait appliquer pour quinze jours, à partir de ce jeudi 15 septembre, la plupart des pays membres de l'OTAN. Le Conseil fédéral ayant, en outre, décidé d'interdire le survol de l'espace aérien helvétique aux appareils de l'Aeroflot, et les autres pays limitrophes de la France ayant pris des mesures identiques, le seul

couloir aérien permettant de gagner les aéroports français passe désormais au large des côtes danoises. C'est apparemment la raison pour laquelle le vol d'Aeroflot de ce jeudi matin pour Paris a dû être annulé.

A Vienne, la compagnie Austrian Airlines a, en revanche, annoncé qu'elle continuait à assurer sa liaison quotidienne avec Moscou. A Helsinki, les aigilleurs du ciel finlandais ont décidé de ne pas s'associer au boycottage des liaisons avec Moscou décidé par les pilotes de la compagnie Finnair.

A Montréal, le conseil de l'Organisation internationale de l'aviation civile (O.I.A.C.) se réunit, ce jeudi 15 septembre, en session extraordinaire pour examiner l'affaire du Boeing sud-coréen. Plusieurs pays, pour pouvoir retrouver des débris du Boeing sud-coréen, la chaîne de télévision N.H.K. a annoncé, jeudi, qu'un chalutier soviétique a été aperçu en train de mettre à l'eau un petit sous-marin à proximité du site présumé de la catastrophe, ce qui laisserait supposer que l'épave principale de l'appareil a été repérée.

quelque d'engins américains serait à tout le moins non sérieux », a-t-il dit.

De nouveaux SS-20

Pour sa part, le maréchal Akhromev a précisé que la dernière proposition de M. Andropov vise à « liquider aussi bien les rampes de lancement que les missiles » qui feraient l'objet d'un accord de réduction en Europe. « Concrètement, les modalités de liquidation des missiles seraient déterminées par une procédure qui pourrait être élaborée au cours des négociations », a-t-il indiqué. Evoquant les mesures de rétorsion qui suivront la mise en place des fusées américaines, le maréchal a affirmé que, « en vertu d'une entente avec nos alliés, de nouveaux systèmes seront déployés en vue de créer le contre-poids nécessaire » et que le moratoire proclamé sur le programme SS-20 en 1982 sera annulé.

A ce propos, le Pentagone a révéilé mardi 13 septembre que l'U.R.S.S. construit actuellement dans la région centrale de son territoire trois nouvelles bases de SS-20, dont les 27 missiles s'ajouteraient aux 243 engins de ce type qui visent actuellement l'Europe, en sus des 108 déployés en Asie.

Large majorité au Sénat américain sur les crédits militaires

Un porte-parole du gouvernement de Bonn a aussitôt répondu à ces déclarations en accusant à son tour l'U.R.S.S. de « prendre ses désirs pour des réalités » lorsqu'elle espère « faire pression » sur les Occidentaux. Pour sa part, le président Reagan a adressé une lettre aux chefs de gouvernements alliés, affirmant notamment à l'intention de M. Cragg, qui a rendu public ce document mercredi, que l'affaire du Boeing sud-coréen « a alléié l'atmosphère » des négociations de Genève, mais que, « malgré cet incident [son engagement profond à rechercher un accord reste inchangé ».

Le président trouve en tout cas un soutien accru au Congrès pour sa politique militaire. Tandis que la Chambre des représentants adoptait à l'unanimité, mercredi, une résolution condamnant l'Union soviétique pour « l'attaque brutale, barbare et de sang-froid d'un avion commercial », le Sénat adoptait à une très large majorité le budget de défense demandé par le président: parmi les quarante-cinq membres de l'opposition démocrate notamment, huit

LA VISITE DU VICE-PRÉSIDENT AMÉRICAIN A ALGER

M. Bush fait l'éloge du « véritable non-alignement »

De notre correspondant

Alger. — Dans la salle des conférences de l'hôtel Aurassi d'Alger, où l'on entend généralement une autre musique, M. Bush a prononcé, mercredi 14 septembre, un discours sur le non-alignement sans euphémisme, ni précautions oratoires. Sous les drapeaux croisés des Etats-Unis et de l'Algérie, le vice-président a parlé avec la franchise que l'on doit à un pays qui « partage avec l'Amérique un même héritage: une indépendance gagnée de haute lutte contre la domination étrangère ».

Exaltant les vertus des Etats-Unis, « la libre concurrence, la confrontation des idées, en un mot la liberté », M. Bush a affirmé son respect des pays dont « les méthodes sont différentes », mais qui pratiquent « un non-alignement véritable ». Il a admis la critique mais pour exiger que les pays qui se disent non-alignés « appliquent les mêmes critères aux défauts des pays de l'Est », et sortant d'un « conformisme artificiel » qui, a-t-il laissé entendre, ne correspond pas à leur pensée réelle.

Les journalistes d'Europe de l'Est sont sortis en chœur de la salle, après avoir écouté une diatribe contre « des gouvernements soi-disant non-alignés qui font preuve d'un aveuglement curieux lorsqu'ils admettent la façon dont le communisme traite les droits de l'homme ». Diatribe suivie d'un rappel du « meurtre cynique de deux cent soixante-neuf civils à bord d'un avion commercial et des mensonges énoncés » du coupable.

« Nous sommes convaincus que l'Ouest a beaucoup plus à offrir aux pays du tiers-monde, en matière de liberté et de possibilités économiques », a dit M. Bush, au cours de cette profession de foi sans complexe. L'économie américaine

est aujourd'hui sur la voie d'un redressement soutenu, et c'est probablement ce que nous pouvons faire de mieux pour aider à restaurer la croissance dans le tiers-monde.

Parmi les autres pays occidentaux capables de jouer également ce rôle moteur, M. Bush a distingué la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, mais que la France soit citée nominalement.

Des applaudissements assez nourris ont salué cette leçon d'économie et de « véritable non-alignement ». Il s'agit en fait d'un grand nombre d'élèves de l'Ecole nationale d'administration algérienne, constituant l'essentiel de l'assistance, derrière quelques hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la fonction publique, M. Djedjoul Khatib, qui avait fait le discours de bienvenue. Dans la salle, se trouvaient le ministre de la planification et de l'aménagement du territoire, M. Brahimi, et M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée populaire nationale.

Près de l'aéroport et de certains bâtiments publics, le drapeau américain flottait, mais, tout au long de sa visite, le vice-président des Etats-Unis s'est déplacé dans une ville parsemée aux couleurs du Burundi et ornée de portraits du président de ce pays, M. Bagaza, en visite officielle en même temps que M. Bush. L'Algérie a réservé au « numéro 2 » américain un de ces accueils corrects mais savamment modérés dont elle a le secret.

Certains spéculent mercredi sur la représentation très partielle du gouvernement et du parti lors du discours de M. Bush, qu'ils que soient les raisons protocolaires possibles. S'il a une vision d'avenir, le visiteur n'a toutefois pas lieu de se plaindre d'avoir pu apporter aux futurs cadres de l'Algérie ce qu'il appelle en leur serrant la main, après avoir quitté la tribune, le « message des Etats-Unis ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Que choisir pour bien dormir?

UNE BONNE LITERIE

TRÉCA

EXPOSITION ET VENTE:

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

31, Avenue de la République

75011 PARIS - M° Parmentier

Téléphone: 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE

(tous rapides)

dans toute la France

POUR LA PAIX DANS LE GOLFE

La guerre entre l'Irak et l'Iran a éclaté le 4 septembre 1980. Depuis trois longues années, ce conflit dramatique oppose et affaiblit deux pays en développement et contribue à déstabiliser la région du Golfe.

Le 15 juin 1982, le président Saddam Hussein a confirmé que l'Irak a accepté toutes les résolutions des Nations unies (notamment la résolution 514 du Conseil de sécurité) et a retiré ses troupes sur la frontière internationale. Le 4 octobre 1982, une nouvelle résolution des Nations unies a appelé à un cessez-le-feu immédiat; au retrait des belligérants derrière les frontières internationales et à l'engagement d'une négociation avec la coordination du secrétaire général de l'ONU. Le Conseil de sécurité a enregistré avec satisfaction que l'Irak « a accepté de coopérer en appliquant les résolutions des Nations unies ».

La guerre actuelle est devenue sans objet et elle ne procède que de l'entêtement d'une seule des parties. Nous félicitons de l'attitude adoptée par le gouvernement français dans ce conflit, nous déplorons la position de certains dirigeants iraniens qui poursuivent les hostilités et nous lançons un appel au peuple d'Iran pour qu'il mette fin à cette guerre fratricide.

Signatures (première liste):

Sénateur Michel Alloncle; professeur Berque; Jean Charbonnel, ancien ministre; Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre d'Etat; sénateur Marcel Daunay; Bernard Fournier, président de l'U.I.P.; Jean-Pierre Fouré, député; Roger Garaudy; sénateur Cécile Goidet; Georges Gorse, ancien ministre, député; Daniel Goulet, député; Michel Grinard, coprésident du C.P.O.; Michel Habib-Delancie, ancien ministre; professeur Jouve; Roger Kempf, écrivain; Jean-Yves Le Drian, député; Pierre Michel Léon; sénateur Mathieu; Alain Mayoud, député; professeur Millier; Gilles Munier; Raymond Offroy, ambassadeur; Daniel Parisse, journaliste; Gérard Pince, président de la Fondation pour l'Europe; Christian Poncalet, ancien ministre, sénateur; Charles Saint-Prot, écrivain; Zeina Tibi, journaliste...

Renseignements: Comité pour la paix au Proche-Orient, 10, rue Saint-Marc, 75002 Paris. Tél.: 233-86-61.

ISTH Depuis 1953

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

EXPERIENCE PÉDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953

Préparations complètes au diplôme d'état de

L'EXPERTISE COMPTABLE

C.P.E.C.F.

Certificat Préparatoire aux Etudes Comptables et Financières Octobre à Avril

D.E.C.S.

Trois certificats Octobre à Juin

Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tél.: 555.95.35

AMÉRIQUES

Venezuela

Imprévoyance et gaspillage expliquent la crise financière actuelle

De notre envoyé spécial

Caracas. — Opulence et imprévoyance : ces deux mots par lesquels on définit souvent le Venezuela d'aujourd'hui, comment n'en pas ressentir la justesse après quelques jours passés à Caracas. La profusion d'autoroutes et de gratte-ciel témoigne du « boom » des derniers mois. Mais le désordre urbain révèle aussi les défaillances des planificateurs et des gestionnaires. Embrons dans un service public, la Compagnie des téléphones par exemple : il y a la pléthore d'employés, le plus souvent inactifs ; les justificatifs de situation ? Par l'imprévoyance et le gaspillage. Les dirigeants n'ont pas résisté à la tentation d'utiliser la main-d'œuvre pour gonfler les dépenses publiques et multiplier les emplois improductifs. Après la nationalisation du fer et du pétrole, en 1975, l'Etat a augmenté jusqu'à 65 % sa participation dans l'activité économique. « L'Etat entrepreneur est un monstre », dit le journaliste Carlos Rangel (1), et un monstre coûteux puisque, selon notre interlocuteur, les entreprises publiques perdent 20 milliards de bolívares par an, soit 16 milliards de francs. En quelques années, le nombre de fonctionnaires est passé de huit cent mille à un million deux cent mille, soit le quart de la population active, affirme M. Kim Fuad, directeur du quotidien en langue anglaise *Daily Journal*.

Sous le quinquennat de M. Carlos Andrés Pérez (1974-1979), l'euphorie pétrolière avait conduit le pays à lancer d'ambitieux programmes sidérurgiques et pétrochimiques, et à multiplier ce que les Vénézuéliens appellent les « éléphants blancs », c'est-à-dire les projets excessifs et dispendieux. Le gaspillage s'est accru. M. Rangel cite le cas du port de Caracas qui, contre toute logique, perd de l'argent. Les partis au pouvoir y ont successivement placé leurs « clients », la main-d'œuvre portuaire est exorbitante et souvent sur-payée. Selon M. Rangel, les dockers arrivent à gagner l'équivalent de 25 000 à 30 000 francs par mois. Beaucoup d'entre eux restent des mois, voire des années, en « congé de maladie ».

Or voici qu'en un an on a découvert que le Venezuela était devenu l'un des pays les plus endettés d'Amérique latine, le deuxième par tête après Panama. Depuis plusieurs mois, il est dans l'incapacité de rembourser sa dette publique extérieure, qui se monte à 26 milliards de dollars et dont 18,4 milliards viennent à échéance avant la fin de 1984. Pour la troisième fois en un an, le 1^{er} octobre prochain, il demandera un moratoire de trois mois.

Le bolívar, qui était l'une des monnaies les plus stables de la région (sa parité avec le dollar n'avait pas changé depuis vingt ans), est soumis depuis février à un régime de taux de change multiples, qui constitue — bien que les autorités le nient — une semi-dévaluation, laissant présager une dévaluation véritable.

Pour combler leurs déficits de trésorerie, les entreprises de l'Etat ont emprunté massivement à l'étranger. Le gouvernement n'a exercé aucun contrôle sur leurs demandes de prêts, qui ont été consentis à court terme. Plus que le volume de la dette publique, resté inconnu jusqu'à l'année dernière, selon un directeur de banque, c'est son « profil » qui est malsain : la plus grande partie est remboursable, en effet, avant un an.

Au centre gauche

La fuite des capitaux, provoquée par les taux d'intérêt très élevés pratiqués aux Etats-Unis, et par les incertitudes pesant sur la monnaie nationale, a précipité les décisions prises en février dernier.

Le F.M.I. n'a pas tardé à intervenir et à préconiser une réduction sévère des dépenses publiques pour assainir la situation. Mais les responsables de l'économie s'y sont refusés, en évoquant les répercussions sur l'emploi : déjà le taux de chômage serait de 12 %, selon la Chambre de commerce Venezuela-Etats-Unis.

« Ce ne sont pas les répercussions sociales que redoutent les dirigeants politiques », dit M. Rangel, mais la possibilité que le F.M.I. mette fin à la corruption et au gaspillage.

Les responsables se disent d'autant moins enclins à suivre les avis du Fonds monétaire international qu'ils n'ont pas besoin de son aide financière : avec 14 milliards de dollars par an de revenus pétroliers (1 000 dollars par habitant), le Venezuela possède des ressources suffisantes pour payer ses créanciers. Ce qu'il souhaite, c'est rééchelonner sa dette, l'étaler dans le temps.

Mais les banquiers ne veulent pas se prononcer avant qu'un accord soit conclu entre Caracas et le F.M.I. Or toute décision est suspendue, dans l'attente des élections qui auront lieu le 4 décembre prochain. Le parti social-chrétien au pouvoir, le COPEI, a été durement touché par

la crise, qu'il a mal gérée, et par les mesures impopulaires que l'actuel président, M. Herrera Campins, a dû prendre pour « refroidir » la machine économique. Il ne fera donc rien qui puisse gêner son candidat, l'ancien président Rafael Caldera, dont la défaite est prévue malgré tout par les sondages.

Tout indique que le prochain chef de l'Etat sera M. Jaime Luchini, le candidat de l'Action démocratique, parti adhérent à l'Internationale socialiste — un homme qui n'a ni l'envergure ni évidemment l'expérience de son rival.

Le choix des électeurs ne sera guère idéologique, car les deux principales formations ne se distinguent que par des nuances. « Elles se situent toutes les deux au centre gauche, et elles sont aussi difficiles à définir l'une que l'autre », remarque M. Arturo Uslar Pietri, historien. « On ne sait jamais ce qu'elles feront une fois au pouvoir : une politique social-démocrate ou conservatrice, ou les deux successivement... »

Cependant, que seule la « mala administración » a engendré les difficultés présentes, les Vénézuéliens estiment qu'ils ont suffisamment d'atouts pour s'en sortir. Ils ont un énorme potentiel, encore inexploité, de pétrole et de gaz. Certains, comme M. Uslar Pietri, pensent même que la crise sera bénéfique, car en obligeant à restreindre les importations elle aidera à bâtir une économie moins tournée vers l'étranger, « plus centrée sur elle-même ».

Comme le remarque plaisamment un observateur local, « les Vénézuéliens, après tout, peuvent vivre sans champagne et sans Chivas Regal. Ils ne sont pas obligés de passer tous les ans leurs vacances à Miami, comme le faisaient un million d'entre eux jusqu'à présent ».

CHARLES VANHECKE.

(1) Auteur, notamment, de deux ouvrages publiés en français : *L'Occident et le Tiers-Monde* et *Du bon sauvage au bon révolutionnaire*, chez Robert Laffont.

Pérou

Répression ou dialogue ?

De notre correspondante

Lima. — Que faire face au terrorisme ? Rétablir la peine de mort, afin de châtier de façon exemplaire les terroristes du Sentier lumineux ? Ouvrir un dialogue avec les insurgés ? L'alternative divise actuellement toute l'opinion publique au Pérou.

Comment freiner cette spirale de la violence qui déchire la région d'Ayacucho, au cœur des Andes ? Mille cinq cents personnes ont été tuées depuis le début de l'année, parmi lesquelles des guerilleros, des membres des forces de l'ordre, mais surtout de nombreux innocents pris entre deux feux, suspects de collaborer soit avec l'armée, soit avec Sendero luminoso.

Les attentats s'ensuivent d'ailleurs redoublés au début du mois, pour marquer le premier anniversaire de la mort d'Edith Lagos, une jeune « commandante » de la guérilla, tombée au combat alors qu'elle n'avait pas encore vingt ans. Une multitude d'écouliers avaient, alors, accompagné son cercueil, en lançant des vivas à la lutte armée, et jurant de la venger.

Cet enterrement avait bouleversé plusieurs personnalités gouvernementales, notamment le général à la retraite José Gagliardi, ministre de l'Intérieur, qui lançait pour la première fois l'idée d'un dialogue : « Nous ne pouvons laisser notre jeunesse se sacrifier de cette manière. Tendons-lui la main... ». Cette initiative avait été désapprouvée par le président. Pour M. Fernando Belaúnde, « on ne dialogue pas avec des délinquants ».

Un an après, c'est au tour du procureur général de la nation, M. Miguel Cervero, de plaider pour le dialogue, car « l'échange des idées peut permettre de trouver des solutions viables et pratiques ». Le procureur a fait appel à « la sensibilité patriotique des guerilleros qui veulent le bien pour le pays », afin que cesse la violence.

Cette déclaration a été vigoureusement critiquée par la majorité. La Chambre des députés a approuvé une motion de « désaccord » avec le pre-

mier magistrat de la nation, afin de le pousser à démissionner...

Ces pressions ne sont pas légales puisque le ministère public est absolument autonome face aux pouvoirs exécutif et législatif. Mais elles démontrent la susceptibilité de la majorité, pour qui le Sentier lumineux n'est qu'une association de « traitres à la patrie » et non un parti politique « hors la loi ».

Pour pacifier le pays, le régime s'en tient à la solution de la force. Trois provinces sont contrôlées par l'armée, et tout le territoire est déclaré en état d'urgence depuis juin. Action populaire, le parti de M. Belaúnde, espère même faire voter un amendement constitutionnel afin de rétablir la peine de mort pour le délit de terrorisme.

Peine de mort ou dialogue ? Le débat peut sembler byzantin : les guerilleros n'ont foi en effet que dans « le langage des armes ». Ils l'ont affirmé à maintes reprises. Les avocats du dialogue prêchent dans le désert... Mais les défenseurs de la peine de mort aussi : les exécutions sommaires qui, selon divers témoignages, ont eu lieu dans la région d'Ayacucho n'ont, jusque-là, nullement découragé le fanatisme des jeunes kamikazes du Sentier lumineux désireux de mourir pour la révolution.

« Basta », disent les évêques dans une lettre pastorale. « La recrudescence de la violence nous oblige à parler comme pasteurs. Ne portons plus atteinte à la vie de nos semblables... Ne nous laissons pas emporter par le désir de la vengeance. Ne perdons pas l'équanimité pour affronter les problèmes créés par un groupe d'hommes animé d'une folle passion, qui a choisi la voie de la terreur pour imposer ses idées de justice. Que faire face au terrorisme ? Les évêques répondent : « Supprimer les causes idéologiques de la révolte en améliorant les conditions de vie » des Péruviens les plus pauvres.

NICOLE BONNET.

"JE COUPE EN DEUX MA FACTURE DE CHAUFFAGE!"

Avec la pompe à chaleur PERCHE économisez jusqu'à 50 % sur votre budget chauffage*

Vous habitez une maison individuelle ou un immeuble chauffé au fioul. Il suffit d'ajouter une pompe à chaleur à la chaudière pour réduire la consommation de fioul et diminuer ainsi de 30 à 50 %, ou plus, les charges de chauffage. Plus de 50 000 foyers français bénéficient déjà du système PERCHE. Pour en savoir plus, renseignez-vous auprès de votre Centre EDF et demandez la brochure d'information gratuite en coupon ci-contre.



POMPE À CHALEUR PERCHE POUR LES MAISONS INDIVIDUELLES ET LES IMMEUBLES CHAUFFÉS AU FOUL

C'est un conseil d'Electricité de France

*Budget de chauffage : dépenses de combustible et d'électricité.

Facture Chauffage

NOM, Prénom	
ADRESSE	
CODE POSTAL	

BON A DÉCOUPER

et à envoyer à SATEL B.P. 200 93305 Aubervilliers Cedex.

Mme, Mlle, M. Nom

Adresse

Code Postal

Désire recevoir la brochure d'information gratuite sur la pompe à chaleur PERCHE pour :

Une maison individuelle ☐ Un immeuble ☐

هكذا من الاموال

Alice

A droite. Tranquillement.

MAGAZINE HEBDO

Résolument
moderne et
pas de gauche,
profondément
libéral
mais pas réac,
Magazine Hebdo
c'est une
information
plus actuelle,
plus rapide
et toute en
couleurs, ce
qui va vous
changer du
grisgris et
du ronron.
Magazine Hebdo
c'est le news
d'aujourd'hui.
N°1. Jeudi 15.

Le news d'aujourd'hui.

AMÉR

ASIE

AMÉRIQUES

Nicaragua

Il existe un plan américain pour installer chez nous un gouvernement provisoire contre-révolutionnaire nous déclare M. Borge, ministre de l'intérieur

Près de mille neuf cents personnes ont été tuées depuis le début de 1983 au Nicaragua lors d'affrontements entre opposants et forces régulières sandinistes, a déclaré, mercredi 14 septembre, à Managua, M. Daniel Ortega, chef de la justice de gouvernement. Les rebelles auraient perdu mille quatre-vingt-cinq hommes. De son côté, la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.), qui regroupe d'anciens partisans d'Amastasio Somoza, a affirmé, le même jour, au Honduras, avoir tué ou blessé quatre-vingt-cinq membres des forces armées sandinistes lors de récents engagements au Nicaragua.

D'autre part, les grandes manœuvres conjointes américano-honduriennes, commencées le 5 août, battent actuellement leur plein, a indiqué, le 15 septembre, le porte-parole de l'Armée à Tegucigalpa : deux mille cinq cents militaires des États-Unis y participent.

A Paris, le ministre de l'Intérieur du Nicaragua, M. Borge, a commencé, le 13 septembre, une tournée européenne. Il a vu, notamment, M. Pierre Mauroy, ainsi que MM. Defferre, Lang, Chénouet, Nacci, Jospin et Marchais. Son homologue français, M. Defferre, a, le 14 septembre, accepté une invitation à se rendre prochainement à Managua.

Lanettes design et costume trois pièces de bonne coupe : le commandant est impeccable ! On ne l'avait jamais vu qu'en treillis, Tomas Borge, fondateur du Front sandiniste de libération nationale du Nicaragua. Et, soudain, dans cette suite d'un grand hôtel parisien bruisant d'allées et venues, voici une sorte de P.D.G. japonais qui serait venu vendre son des magnifiques poches mais sa révolution. Méconnaissable ? Sous le masque lourd de mégas indiens, c'est bien, pourtant, le même regard jamais en repos. La diction lente sert toujours un trait acéré. La formulation, du ministre s'est quel que peu polie, mais la conviction demeure, celle du général.

Pourquoi cette tournée européenne, commencée le 13 septembre à Paris, au cours de laquelle le plus prestigieux des chefs sandinistes verra quatre premiers ministres, dont, ce jeudi 15 septembre, M. Pierre Mauroy (1) ? « Faut-rais, explique M. Borge, qu'il on découvre enfin l'Amérique - toute l'Amérique ! Je suis venu dire aux Européens que nous existons aussi, nous les Latins de ce continent. Car c'est là une réalité que peu occultent par la propagande des grandes transnationales de l'information : je suis constamment de constater que le coin de terre qui a vu naître Dante, Goethe, Hugo, Marx, Hegel, tant d'autres, ne pense plus, aujourd'hui qu'au travers du Reader's Digest. Alors, je suis venu expliquer directement aux Européens notre part de vérité ».

Quelle est cette « part de vérité » que le ministre de l'Intérieur du Nicaragua entend transmettre ces prochains jours à ses interlocuteurs français, espagnols, portugais, hollandais, italiens ? « Que nous sommes un petit pays qui a été agressé au nom d'un philosophe extrémiste, quel messianisme, diabolique plutôt, celle de M. Reagan. Que les États-Unis s'arrogent le droit de ne tolérer en Amérique latine que des gouvernements qui font sa volonté. Qu'il existe, se servant du Honduras comme base et d'anciens gardes nationaux somozistes

et de débus de notre révolution comme instruments, un plan américain pour installer chez nous, sur une partie de notre territoire national, un gouvernement provisoire contre-révolutionnaire, que Washington reconnaît aussitôt. En attendant, au nom de ce plan, on assassine des Nicaraguayens et on détruit des biens qui nous sont essentiels. Voilà notre part de vérité ».

La liberté d'expression limitée

Selon M. Borge, pour faciliter ce plan, on a sciemment dénaturé la réalité : « Ce qu'on dit de nous, je puis vous le répéter aussi bien. Que le pays est gouverné par une dictature marxiste, qu'on persécute la religion, qu'on étouffe la démocratie, qu'on est devenu un satellite de Moscou. Eh bien ! croyez-vous que si nous avions si peur de notre peuple, nous l'aurions armé jusqu'aux dents pour défendre la révolution ? Croyez-vous que si nous avions la passion de la servitude nous n'aurions pas été au plus facile : devenir un satellite des États-Unis ? Croyez-vous que des prêtres resteraient une minute encore au gouvernement, dans la haute administration, si nous persécutions les chrétiens ? (2) ».

Mgr Ovando y Bravo, archevêque de Managua, a des propos très durs pour le régime ? « C'est vrai, nous avons des problèmes avec lui. Mais ce n'est pas parce qu'il est prêtre, c'est parce qu'il est devenu le chef du parti réactionnaire au Nicaragua ».

La presse censurée ? « Oui, nous avons limité la liberté d'expression, car nous sommes en guerre. Dès que l'agression contre nous s'arrête, nous levons ces restrictions. Cela pourrait coïncider avec le processus électoral de 1985, que nous avons promis et que nous tiendrons ».

Les violences faites aux indiens Miskitos ? « On peut être révolutionnaire sans être anthropologue ! Nos jeunes cadres ont débordé sur la côte atlantique en ignorant tout des caractéristiques de cette minorité ethnique. Ils leur ont demandé, de façon très méconnaissable, d'appuyer la révolution. Les indiens avaient un dirigeant, Steadman Fagoth, qui était un ancien responsable de la police somoziste. On le leur a dit. Eh bien ! figurez-vous que les Miskitos sont attachés à leurs dirigeants sans considération de ce qu'ils pensent : c'est une de leurs caractéristiques ethniques ! La propagande s'est mise là-dessus, et ça s'est mal passé. Voilà ! » Voilà qui, en effet, ne ressemble pas à l'ordinaire langue de bois des révolutions-infaillibles.

Et que dit-on encore du Nicaragua ? Ah ! oui : qu'il imite trop servilement le modèle cubain. M. Borge n'est pas d'accord. « Ils ont un seul parti : nous en avons onze. Ils collent des gens au poteau ; nous avons aboli la peine de mort. Ils ont un leader unique : nous formons une direction collective de neuf membres. Et nos relations avec la religion catholique n'ont rien de comparable. Alors, l'influence cubaine ? Oui, nous la recevons - notre campagne d'alphabétisation, par exemple. Mais les différences de style sont profondes ».

L'entourage s'affaire : l'entretien doit se terminer, le commandant a un dîner officiel. Prenant congé, M. Borge conclut : « Dites bien à vos lecteurs que nous apprécions hautement la solidarité que nous avons toujours trouvée en France ! » Voilà qui est fait...

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Outre M. Mauroy, M. Borge doit rencontrer les premiers ministres du Portugal, M. Soares ; d'Espagne, M. Gonzalez, et des Pays-Bas, M. Rutger Lubbers.

(2) La délégation de neuf personnes accompagnant M. Borge comprend essentiellement une religieuse catholique et un pasteur protestant.

Union soviétique

L'espion américain comptait sur l'« humanisme » soviétique...

La presse et la télévision soviétiques, après avoir abondamment exalté le difficile mission du pilote qui a abattu le Boeing de la KAL, ont trouvé leur anti-héros : le lâche espion américain qui utilise sans scrupule sa femme et son enfant pour couvrir ses activités.

Le coupable désigné est M. Lon Augustenborg, vice-consul des États-Unis à Leningrad, déclaré persona non grata pour avoir tenté il y a trois jours de se procurer des « documents secrets sur la marine de guerre de l'U.R.S.S. ». Pour cela, écrit la Pravda du mardi 13 septembre, lui et sa femme avaient « créé une excursion à la campagne et emmené leur petite fille en spéculant sur notre humanisme et notre attitude envers les enfants ».

En fait, l'espion a allait relever une « boîte aux lettres », au bord d'une route, à 40 kilomètres de Leningrad (c'était dimanche, et la route en question relie la ville à la datcha réservée aux diplomates américains). Une fois sur place, le diplomate « n'a pas couru le risque de sortir de sa voiture et a envoyé sa femme, laissant le moteur en marche ».

M. Augustenborg est allé chercher un « bocal en verre entouré de chiffons gras » mais surpris en flagrant délit, elle jeta le paquet sur la banquette arrière, sans pouvoir remonter dans la voiture. Son mari a tenté

alors de fuir, en défilant en trombe : « La peur a été plus forte que l'amour ». D'ailleurs, poursuit la Pravda, « les espions américains agissent conformément à la morale de leur société », marquée par « le mensonge, l'hystérie antisoviétique et les tentatives de diversion ».

Quant à l'espionnage « militaire, économique, politique », c'est « une des constantes de la politique de l'administration Reagan ». Ils envoient leur propre peuple aux États-Unis, leurs alliés et les pays socialistes ». Les preuves ne manquent pas : l'article de la Pravda est illustré de photos accablantes ; des plans routiers impossibles à identifier portant la mention « cachette » ; un document (illisible) estampillé du mot « chiffré » ; des billets de 25 roubles, des timbres à l'effigie de John Kennedy. On connaît même le nom du Soviétique recruté par la C.I.A. qui a fourni les documents secrets du bocal : Ivanov.

La télévision soviétique a aussi révélé la méthode prévue pour faire passer ces précieuses informations à Washington : par la poste, sous la forme de messages codés écrits au dos de lettres de touristes étrangers en visite en U.R.S.S. Des procédés bien périlleux mais qui ont l'avantage d'inspirer une confiance salutaire à l'encontre de tout ce qui est étranger. — J. K.

Espagne

Le gouvernement destitue le commandant de la région militaire de Valladolid

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez a répondu avec fermeté et célérité au premier problème vraiment sérieux qu'il ait connu sur le plan militaire depuis son arrivée en fonction en décembre dernier : il a décidé, le mercredi 14 septembre, la destitution immédiate du capitaine général de la VII^e Région militaire, le lieutenant-général Fernando Soteras Casamayor.

Le matin, un hebdomadaire de Barcelone avait publié une interview de ce haut responsable de l'armée de terre (le grade de lieutenant-général est le plus élevé de la hiérarchie militaire en Espagne) dans laquelle il soulevait l'annulation pour les auteurs du putsch manqué du 23 février 1981, affirmant que ces « compagnons » avaient agi par « mobile politique » et allant jusqu'à justifier leur action (le Monde du jeudi 15 septembre).

Le gouvernement a surtout été heurté par l'interprétation très particulière donnée par ce lieutenant-général de la « mission constitutionnelle » des forces armées : « si la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'ordonnement juridique de

l'Espagne étaient en réel danger », avait-il expliqué, les forces armées auraient alors le droit et le devoir de se substituer au gouvernement issu des urnes. Cela revenait à affirmer la subordination du pouvoir civil au pouvoir militaire, thèse défendue par les secteurs « ultras » depuis la mort de Franco, et notamment par les acteurs du 23 février 1981.

En agissant rapidement et brutalement, le gouvernement socialiste a donc voulu réaffirmer sans équivoque la primauté absolue du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. Cette décision énergique a fait la quasi-unanimité des forces politiques et syndicales. Seule l'Alliance populaire (opposition de droite) a préféré ne faire aucun commentaire.

Le nouveau capitaine-général de la VII^e Région militaire (dont le siège se trouve à Valladolid, en Vieille-Castille), est un homme présentant un profil très voisin de celui de son prédécesseur : le lieutenant-général Ricardo Rivas Nadal, soixante-trois ans, jusqu'alors membre du conseil suprême de justice militaire (qui jugea, l'an dernier, les putschistes du 23 février).

(Interim.)

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche »

63 pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 08

En remerciement
Jean de Bonnot offre
un livre d'Art au prix coûtant

Cette annonce est réservée aux clients de Jean de Bonnot. Elle remplace tout courrier ou autre message adressé personnellement.

Jean de Bonnot ne remercie jamais ses amis et les bibliothécaires qui ont bien voulu se faire reconnaître. Touché par ces marques de sympathie, Jean de Bonnot souhaite leur témoigner concrètement sa gratitude en leur proposant exceptionnellement un de ses livres d'Art au prix coûtant : l'œuvre complète de François Villon.

L'Œuvre complète de François Villon



Imprimée pour la première fois en rouge renaissance et or à fond perdu, décorée de 63 illustrations incunables, avec la reproduction du manuscrit de la bibliothèque royale de Stockholm.

Anarchiste, débauché, voleur, assassin, mais aussi maître des arts, poète incomparable à ses heures... François Villon, de son vrai nom François de Montcorbier, dit aussi François des Loges, est un véritable révolutionnaire, un anarchiste, « un dur ». Ses violences et ses crimes ne sont pas les jeux d'un bourgeois jetant sa gourme, mais une révolte profonde, farouche, lucide contre son destin, l'injustice, la cupidité, la sottise, la corruption. Pourtant tout au fond de lui, veille une flamme merveilleusement pure, délicatement chaste, tendre et quasi mystique, qui s'exprime par flambées, aux heures cruelles, en des accents émués, déchirants, inoubliables. Après 500 ans, François Villon survit encore par la richesse de son œuvre. Aussi, j'ai voulu que le pauvre escholier famélique, loqueteux, transi, soit magnifiquement édité afin de lui don-

Sait-on que pour ce livre d'art Jean de Bonnot a utilisé 343 cm² de feuille d'or pur titrant 22 carats ?

Le texte s'établit ainsi : d'abord une vie de François Villon, une présentation des poèmes en gothique, suivie d'une présentation en Garamond ancien corps 16 afin de rendre la lecture aisée. Ensuite, une passionnante étude sur le jargon parlé par les truands et les mendiants de l'époque, par Auguste Vitu, la reproduction en fac-similé du manuscrit de Villon acquis par la reine Christine de Suède et conservé à la bibliothèque royale de Stockholm, et enfin, un passionnant glossaire pour la compréhension du vieux français.

Une édition très précieuse offerte au prix coûtant.

En offrant aujourd'hui ce chef-d'œuvre au prix coûtant, Jean de Bonnot souhaite ainsi payer un peu sa dette à l'amitié et à la fidélité. Ce geste n'est le résultat d'aucune concession sur la qualité. En effet, ce bel in-quarto (21 x 27 cm) de 560 pages, pesant 1.700 kg, a été réalisé dans la saine tradition de Jean de Bonnot : reliure pleine cuir taillée d'une seule pièce dans une peau de mouton de pays, douce au toucher, fine à l'odorat, voluptueuse au regard par ses décors à la feuille d'or et « à froid », sert d'écrin à ce chef-d'œuvre. Tranche supérieure dorée à la feuille avec ce même or fin, mise en page raffinée, tranches et signet trassés, gardes à l'ancienne, impression en deux couleurs : rouge et or. Ce livre de haute tenue vous est exceptionnellement offert au prix coûtant à titre de remerciement.

Garantie à vie. Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi Jean de Bonnot s'engage à racheter ses ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "l'Œuvre complète de François Villon" en un fort volume in-quarto (21 x 27 cm), relié plein cuir à l'or fin 22 carats.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 188 F (+ 22,80 F de frais de port).

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

ASIE

Pakistan

UN MORT PAR L'EXPLOSION D'UNE BOMBE A LAHORE

Islamabad (A.F.P., U.P.I., Reuters). — L'explosion d'une bombe a fait un mort, mercredi 14 septembre à Lahore, capitale de la province du Pendjab, province la plus riche et la plus peuplée du pays, jusqu'alors peu affectée par la campagne d'agitation lancée depuis un mois par le Mouvement pour la restauration de la démocratie. L'explosion a eu lieu dans les toilettes d'un centre commercial de la ville.

Dans la province du Sind, plusieurs incidents se sont également produits : la gare ferroviaire de Sitara, ainsi que le bureau de poste et plusieurs bâtiments publics de la petite localité de Ban-Sayedabad ont notamment été attaqués par des protestataires. Cependant, après les fusillades de Khairpur, Nathan-Shah et Hala (le Monde du 14 septembre), qui ont fait de nombreuses victimes, les responsables de la loi martiale ont donné l'ordre à la police de ne plus intervenir contre les manifestants dans ces deux villes.

Les deux plus importantes associations de journalistes et d'employés de presse ont, d'autre part, protesté contre le licenciement de neuf journalistes employés dans des organes de presse contrôlés par le gouvernement, et qui s'étaient associés à un appel d'intellectuels en faveur d'une démocratisation de la vie publique.

هكذا من الاعمال

LE CONTENTIEUX DES ÉLECTIONS MUNICIPALES DANS LA RÉGION PARISIENNE

Le Conseil d'Etat confirme trois annulations et décide l'inversion des résultats à La Queue-en-Brie

Le Conseil d'Etat a rendu, mercredi 14 septembre, ses arrêts relatifs aux élections municipales des communes d'Antony (Hauts-de-Seine), Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Villeneuve-Saint-Georges et La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), qui avaient, le 13 mars dernier, conduit à la désignation de maires communistes.

Depuis le début du mois de septembre, le Conseil d'Etat a ainsi réglé le contentieux de six communes

Retenant les conclusions du commissaire du gouvernement, M. Delon (le Monde date 11-12 septembre), le Conseil d'Etat a inversé les résultats du scrutin de la Queue-en-Brie et proclamé élue la liste d'opposition conduite par M. Roger Fontanille (R.P.R.). Il s'est ainsi montré beaucoup plus sévère que le tribunal administratif de Paris, qui, le 15 juin, avait annulé l'élection et suspendu tous les conseillers élus.

Il a confirmé, comme l'avait requis les commissaires du gouvernement (M. Genevois pour Antony, M. Delon pour Aulnay-sous-Bois et Villeneuve-Saint-Georges), l'annulation des élections des trois autres communes. Les électeurs d'Antony, d'Aulnay-sous-Bois et de Villeneuve-Saint-Georges devront retourner aux urnes, et c'est le tribunal de grande instance compétent qui désignera, pour les prochains scrutins, les présidents de chacun des bureaux de vote.

Enfin, le Conseil d'Etat, qui a retenu dans ses arrêts des « irrégularités de caractère délibéré » et non des « irrégularités consécutives à des erreurs ou à des négligences », a décidé, comme l'exige l'article L.171.1 du code électoral, que les dossiers litigieux seront transmis au procureur de la République.

A Antony, ces « irrégularités » sont notamment des émargements d'électeurs radiés, un mauvais fonctionnement des compteurs et sonnettes d'urnes et des incidents survenus lors du dépouillement.

A Aulnay-sous-Bois, le Conseil d'Etat a retenu que la liste d'émargement avait été soustraite durant plus d'une heure au contrôle des membres du bureau de vote pendant le dépouillement, que parmi les abstentionnistes du premier tour qui ont voté au second, vingt-quatre électeurs au moins ont quitté la commune, et qu'une personne a été surprise alors qu'elle disposait sur la table d'un bureau de vote un paquet d'enveloppes extraites de sa poche pour les mêler à celles qui sortaient de l'urne.

A Villeneuve-Saint-Georges, les fraudes considérées portent essentiellement sur des « traces de manipulations » de deux procès-verbaux.

En ce qui concerne La Queue-en-Brie, le Conseil d'Etat, dans son arrêt, a estimé non seulement que, « eu égard tant à la nature et à la

de la région parisienne, où les élections municipales ont été annulées et les conseillers élus suspendus en première instance (Sarcelles, Choisy-le-Roi — voir le Monde date 4-5 septembre — et les quatre villes sur lesquelles il s'est prononcé mercredi), il doit encore trancher le cas de trois autres communes pour lesquelles les tribunaux administratifs ont inversé les résultats : Limell-Brévannes, Villepinte et Noisy-le-Grand.

en juin dernier, dans ses attendus, avait affirmé : les éléments recueillis ne mettent pas le tribunal en mesure de déterminer exactement le nombre de suffrages obtenus par chacune des deux listes en présence. Il n'y a donc pas lieu de procéder à la rectification de la proclamation effectuée par le bureau centralisateur ». De plus, a souligné M. Roméo, le ministre de l'intérieur avait déposé, en date du 2 septembre, auprès du Conseil d'Etat un mémoire qui concluait : il n'y a pas eu de fraude patente, cependant pas en de fraude patente.

En imposant aux habitants de La Queue-en-Brie l'inversion des résultats, on décide de les doter d'un conseil municipal qu'ils n'ont pas élu », affirme M. Roméo, avant de conclure : « Si doute il y avait, n'aurait-il pas été plus sage de s'en remettre au verdict des électeurs ? »

Le maire communiste de Villeneuve-Saint-Georges, M. Roger Gaudon, dénonce pour sa part « la machination politique de toute la droite qui se confirme depuis quelque temps et dont la meilleure illustration est le résultat des élections municipales de Dreux dimanche dernier. »

Le P.C. et le suffrage universel

(Suite de la première page.)

Qui bafoue le suffrage universel et, puisqu'il en est à la fois l'expression et le fondement, qui bafoue la démocratie ? Lorsque M^{me} Madeleine Vincent qualifie les jugements du Conseil d'Etat de « mesures politiques contre la gauche tout entière permettant à la droite de s'installer dans des maires dont les électeurs l'ont chassée », elle pratique, sans s'embarrasser de subtilités superflues, un amalgame. Le Conseil d'Etat, écrit-elle, « répond aux espérances de la droite », et l'humanité qualifie cette affaire, en titre, d'« intolérable défi de la droite ».

Certes, la composition sociologique du Conseil d'Etat n'a fait pas une assemblée à vocation majoritairement « révolutionnaire ». Issus de l'Ecole nationale d'administration, ses membres ont passé tous les filtres culturels et financiers des inégalités « de classe ». Mais ils ne sont nommés par le pouvoir et se peuvent pas être considérés, dès lors, comme porteurs d'un quelconque héritage politique. Si le caractère politique du Conseil constitutionnel et de ses décisions peut donner lieu à débat — et cela n'a pas manqué puisque ses membres sont désignés par le président de la République et les présidents des deux Assemblées parlementaires —, celui du Conseil d'Etat ne le peut pas. Il se prononce en outre sur la base de faits précis.

On comprend cependant la violence des protestations de l'Humanité. Elles s'inscrivent dans la suite de celles qui avaient accompagné les jugements, en première instance, des tribunaux administratifs. « La manipulation politique est évidente », affirmait M. Georges Marchais au lendemain des annulations en série prononcées au mois de juin. M. Jack Rallie, ministre délégué à l'emploi, avait parlé de « pressions » et M. Charles Fiterman, ministre des transports, avait participé à une manifestation de protestation à Ivry-sur-Seine.

Sur l'une et l'autre de ces affaires, les personnalités concernées ont adopté un système de défense simple : elles nient tout en bloc. L'Humanité affirme que les décisions du Conseil d'Etat sont dénuées de tout fondement. La lecture des attendus rédigés par la juridiction administrative (lire ci-contre) montre pourtant que les faits, établis, détaillés, ne peuvent être tenus pour négligeables.

Dénouer les « fraudes » commises par d'autres — le vote des Français de l'étranger, notamment — et s'élever contre la « formidable orchestration politique de la

droite », ainsi que l'a fait au mois de juin l'un des dirigeants socialistes parmi les moins suspects de sympathie excessive envers le P.C.F., M. Jean Poperen, ne suffit pas. Encore faut-il s'expliquer sur celles dont on est accusé. Mieux qu'une polémique, ce serait là, sans doute, le véritable respect du suffrage universel et de la démocratie.

JEAN-YVES LHOMEAU

M. LABBÉ : unité et ouverture

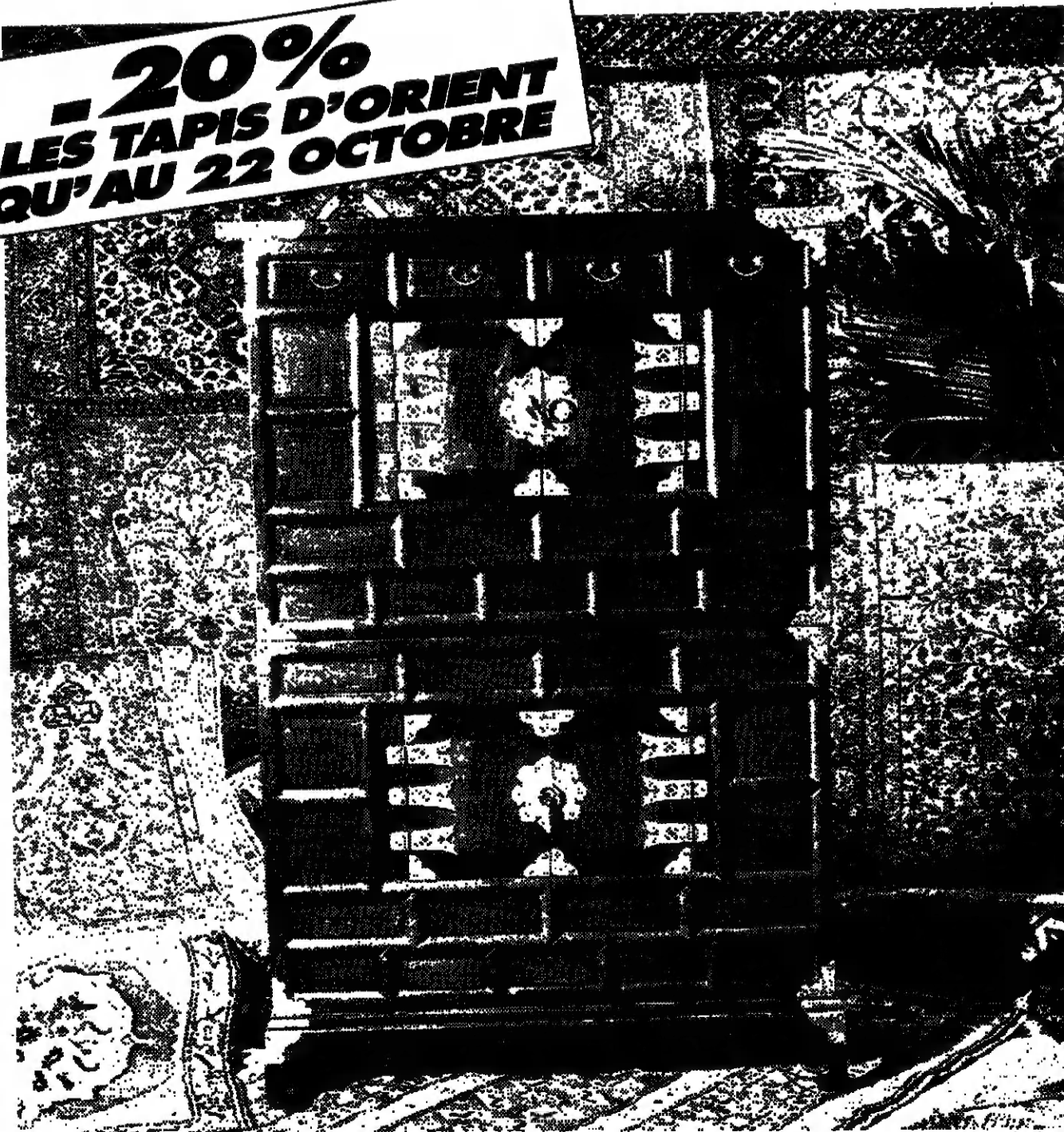
« C'est sous le signe de l'unité et de l'ouverture » que seront organisées en Avignon, les 29, 30 septembre et 1^{er} octobre, les journées d'études parlementaires du R.P.R., a indiqué, mercredi 14 septembre, M. Claude Labbé, président du groupe au Palais-Bourbon.

M. Jacques Chirac promouvra, le samedi 1^{er} octobre, le discours de conclusion au cours d'une réunion ouverte au public, Parc des expositions.

M. Labbé a notamment déclaré devant la presse : « Dans le contexte international actuel, les événements graves qui s'additionnent conduisent à une situation inquiétante qu'on ne peut pas ignorer, et il n'est pas étonnant que 56 % des Français croient à un risque de guerre. Dans ces conditions, tous les hommes politiques responsables doivent penser à rassembler les Français. Que l'on ne compte donc pas sur nous pour répandre dans l'opposition des propos sur la valeur réciproque de tel ou tel chef ou attiser des querelles de boutique. »

GALERIES LAFAYETTE

- 20% SUR LES TAPIS D'ORIENT JUSQU'AU 22 OCTOBRE



EXPOSITION TAPIS ET MEUBLES D'ORIENT

Tapis de laine ou tapis de soie, c'est une sélection extraordinaire de tapis provenant des quatre coins d'Orient qui vous est présentée jusqu'au 22 octobre.

Choisissez un par un par notre acheteur spécialiste dans leur pays d'origine, tous sont noués à la main et garantis par un certificat d'authenticité.

Et puis, tombez sous le charme des meubles anciens coréens, coffres à vêtements ou meubles de rangement. Laissez-vous attirer par la Chine et ses meubles en laque avec incrustations de pierres ou bien encore laqués, mordorés ou dorés. Des merveilles auxquelles vous ne pourrez vous empêcher de succomber.

Crédit gratuit 6 mois, sur tous les tapis et meubles exposés, à partir de 2000 F d'achat, dès acceptation de votre dossier, après versement comptant 20 %. Les frais de crédit Cetelem (sauf assurance facultative) sont pris en charge par les Galeries Lafayette.

Galeries Lafayette
HAUSSMANN-BELLE ÉPINE

Lisez
Le Monde
dossiers et documents

هكذا من الاصل

POLITIQUE

CANDIDAT POUR LA TROISIÈME FOIS
A LA PRÉSIDENTIE DU PARTI RADICAL

**M. BARIANI: je ne souhaite pas m'arrêter
au milieu du gué**

M. Didier Bariani, qui achève son deuxième mandat de président du parti radical, a réaffirmé, mercredi 14 septembre, son intention d'être à nouveau candidat lors du quatre-vingt-troisième congrès du parti, qui se déroulera du 18 au 20 novembre à Paris.

Pour que sa candidature soit possible, il lui faudra toutefois obtenir, à la majorité des deux tiers des congressistes, une réforme des statuts. Dans leur rédaction actuelle, les statuts n'autorisent pas, en effet, le président du parti radical à briguer un troisième mandat.

« Je ne souhaite pas m'arrêter au milieu du gué », a expliqué M. Bariani. « Notre parti, en 1981, était à l'agonie. Nous avons, lors des élections municipales, réussi à reconstruire notre tissu d'élus locaux et gagné le droit de poursuivre », a-t-il ajouté. M. Bariani n'envisage pas de ne pouvoir obtenir l'assentiment du congrès. Si toutefois il ne pouvait maintenir sa candidature, il est probable que M. André Rossinot, l'actuel secrétaire général du parti qui fait campagne avec M. Bariani, présenterait sa candidature à la présidence « pour assurer la continuité de la ligne politique du parti ».

Dans une profession de foi adressée à tous les radicaux valaisiens et intitulée : « Pour un radicalisme de

rigueur et de volonté », M. Bariani rappelle le « choix fondamental des radicaux » depuis leur congrès de Wagram, en 1970 : « écarter le socialisme pour choisir la réforme ». Il précise que, si la réunification de la famille radicale est « une pensée forte au cœur des radicaux », cette réunification ne pourra être réalisée que dans l'opposition.

S'adressant indirectement à M. Olivier Stirn, député du Calvados et candidat à la présidence du parti radical, il souligne que « le départ des ministres communistes du gouvernement et l'introduction de la proportionnelle ne sauraient lever les principaux obstacles à la réunification des radicaux ». Il rappelle que le parti radical se situe, dans une opposition totale sans extrémisme. « On ne peut être à cheval sur deux projets de société », estime le président du parti radical. Il ajoute : « Nous ne serons pas la route de secours du socialisme défilant ».

M. Bariani propose au congrès, trois thèmes de réflexion, définis comme des « priorités nationales » : « créer les conditions d'une vie éducative de tolérance et de responsabilité ; sauver l'entreprise, forger un comportement de solidarité et de vigilance face aux agressions internes et externes, de notre société ».

La préparation du congrès du P.S.

**LE CERES REPROCHE A M. JOSPIN
DE SUBSTITUER « LA CARICATURE
A L'ARGUMENT »**

Les représentants du CERES au bureau exécutif du parti socialiste ont adressé à M. Lionel Jospin une lettre dans laquelle ils protestent contre certains commentaires du premier secrétaire les concernant. Lors de l'émission R.T.L.-Le Monde du 11 septembre, M. Jospin avait estimé que le CERES a « une vision un tout petit peu plus nationaliste » que lui-même. Dans leur lettre, les dirigeants du CERES affirment que « le parti socialiste n'a rien à gagner à ce que la polémique et la caricature se substituent à l'argument ».

Ils relèvent aussi que M. Jospin a qualifié de « pensée magique », devant le comité directeur réuni le 10 septembre, certaines thèses du CERES et qu'il leur a reproché de considérer « la dévaluation sauvage comme l'alpha et l'omega de notre politique économique ». De telles réflexions, selon eux, ne contribuent pas à créer « un bon climat » dans la discussion préparatoire au congrès de Bourg-en-Bresse. « Le droit et le devoir de proposition du parti socialiste au gouvernement ne peuvent être diminués », estiment-ils.

Les dirigeants du CERES ont publié mercredi 14 septembre une liste de quatre-vingt-dix signataires de la motion qu'ils présenteront au congrès. Dans cette liste figurent onze premiers secrétaires de fédérations (Territoire de Belfort, Paris, Haut-Rhin, Haute-Marne, Val-d'Oise ; Deux-Sèvres, Marne, Loire-Atlantique, Savoie, Mayenne, Haute-Saône), vingt-neuf députés et deux sénateurs.

• M. Jacques Auxiette, P.S., maire de La Roche-sur-Yon (Vendée) et conseiller général, a décidé de se démettre de ses fonctions de conseiller régional. M. Auxiette, qui s'était déclaré opposé au cumul des mandats, sera remplacé au conseil régional des Pays de la Loire par M. Philippe Puaud, adjoint au maire de La Roche-sur-Yon, chargé des finances, ancien secrétaire de la fédération socialiste de Vendée.

**M. MARCHAIS : Chirac et Le Pen
sont de la même famille**

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a commenté mercredi 14 septembre à Ivry, à l'occasion d'une assemblée de militants communistes du Val-de-Marne, le résultat de la récente élection municipale partielle de Dreux et ses implications. Il a déclaré :

« (...) Chirac qui, aujourd'hui, se réjouit du « coup » de Dreux, c'est lui qui, en mars dernier, jurait ses grands dieux qu'il ne ferait jamais « alliance avec Le Pen ».

« Sur ce dernier point, d'ailleurs, le racisme exacerbé du Front dit national n'a rien à envier à la conduite haineuse de bien des candidats du R.P.R. lors des dernières élections municipales ou de celle de Chirac lui-même affirmant qu'il y a « un trop grand nombre d'étrangers en France » et évoquant à ce propos des « gens de sac et de corde ». Passons sur le fait que Chirac parle de « sac » et donnons, pour une fois, raison à Le Pen quand il note : « Le R.P.R. utilise les mêmes arguments que nous à propos de l'immigration, mais personne ne le dit ».

« Tel est Chirac : le carriérisme sans vergogne, la démagogie outrancière, l'appel aux réflexes les plus bas. « Il ne faut pas être sentimental », a-t-il coutume de dire. Assurément, il ne l'est pas (...) ».

« Son passé, ses actes, ses objectifs parlent d'eux-mêmes : avec Chirac, c'est bien de la droite « musclée », de la droite brutale, bornée, totalitaire, outrancièrement réactionnaire, violemment antipulaire et anticomuniste qu'il s'agit. Une même tradition conservatrice et autoritaire relie bonapartisme à la Napoléon III, boulangisme, antidreyfusisme, pétainisme, poujadisme — dont Le Pen fut un des fleurons — et chiraquisme aujourd'hui. Chirac et Le Pen sont de la même famille ».

« Que leurs rapports soient fluctuants, peu importe. Chirac agit avec ce personnage comme en toutes choses : selon son intérêt. Quand Le Pen le gêne à Paris, il le jette ; quand il lui est utile à Dreux, il s'en sert. Tout cela est secondaire. L'essentiel est ailleurs : pour Chirac, loin d'être « contre nature », l'extrême droite, c'est naturel ».

DÉFENSE

Nominations militaires

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du 14 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Albert Billard, Eugène Danet, Jean Breite, Daniel Guillou et Paul Lavry ; général de brigade, les colonels Pierre Vilmain, Jacques Derrien, Lucien Béal, Jean-Alfred Bourgogne, Jacques Bazir et Pierre Sorba (nommé commandant et directeur du génie de la IV^e région militaire à Bordeaux) ; intendant général de deuxième classe, les intendants militaires de première classe Jean-Marie Beuron et Claude Taelman.

Sont nommés : commandant et directeur du génie de la I^{re} région militaire et du 3^e corps d'armée (Paris), le général de brigade Michel Mandaroux ; commandant et directeur du génie du 2^e corps d'armée et des forces françaises en Allemagne, le général de brigade Jean Teil ; directeur de l'intendance de

la II^e région militaire (Lille), l'intendant général de deuxième classe André Drusson ; sous-directeur « prévisions-budgétaires » à la direction centrale de l'intendance, l'intendant général de deuxième classe Pierre Camoin.

• Armement. — Est nommé sous-directeur des affaires internationales à la direction technique des constructions aéronautiques, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Velou.

• Air. — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Marcel Sandillon, nommé directeur central du matériel de l'armée de l'air ; général de brigade aérienne, le colonel Dominique Ortolan, nommé directeur technique de la force aérienne tactique (FATAC) et de la I^{re} région aérienne (Metz).

Est placé en service détaché auprès du premier ministre pour servir au secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.), le général de brigade aérienne Jean Tronchet.

Les débats internes à l'U.D.F.

**M. PINTON : je refuse
de devenir un administratif**

Avant la réunion du bureau politique de l'U.D.F., jeudi 15 septembre, les responsables des principales composantes de l'Union ont multiplié les contacts pour tenter de trouver un successeur à M. Michel Pinton, qui a décidé de se démettre de son mandat de secrétaire général. Cette recherche s'annonce difficile, à tel point que l'on se demande si M. Pinton, en se présentant à nouveau, ne garderait pas de grandes chances. D'autant qu'il pourrait bénéficier de l'appui de M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F.

« Mieux vaut une U.D.F. dévalisée qu'une U.D.F. gauchiste », disait-on, mercredi, au C.D.S., en craignant la candidature d'un homme qui pourrait se révéler être trop proche du P.R. Si M. Pinton était réélu par le conseil national de l'U.D.F., il faudrait toutefois qu'il accepte de s'en tenir à un rôle administratif. Interrogé, ce dernier affirmait : « Je n'accepterais pas de devenir un rouage administratif, cela ne m'intéresse pas. L'U.D.F. ne fonctionnera plus si l'on fait sauter l'un des deux piliers-clés (de président et de secrétaire général) ». Mais, ajoutait M. Pinton, tout ceci relève des derniers marchandages. Il faut élever le débat !

(Publicité)
ANGLAIS
Stages pour adultes
Cours pour enfants
TOUS NIVEAUX

CLEF-Langues
148, rue du Faubourg Saint-Denis
75010 PARIS
Tél. 239-18-88

"Le racisme honteux et censuré qui s'enfouit dans le secret de chaque conscience ne demande qu'à se libérer dès qu'il a une caution. C'est cette caution que l'opposition a accepté de donner à Dreux. La droite dira un jour qu'elle l'a négociée. Je vous réponds qu'elle l'a vendue. Pour quelques voix dont, au surplus, elle n'avait pas besoin".

Jean Daniel

COMMENT ON DEVIENT RACISTE
CETTE SEMAINE DANS LE NOUVEL

observateur

VENDREDI, CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

POLITIQUE

La préparation des élections sénatoriales

D'un département à l'autre

HAUTE-LOIRE : l'opposition tente le grand chèque

Les grands électeurs de la Haute-Loire éliront le 25 septembre deux sénateurs. Les deux sortants, MM. René Chazelle, P.S., et Adrien Gouteyron, R.P.R., solliciteront le renouvellement de leur mandat.

M. Chazelle, seul candidat de la majorité jusqu'à présent, a abandonné son suppléant de 1974, M. Marcel Guillaumond, vedu maire d'Yssingeaux en mars dernier à la tête d'une liste sur laquelle figurait en seconde position M. Jacques Barrot (U.D.F.-C.D.S.), ancien ministre. Il a choisi M. Emile Guilhot (P.S.), maire de Mazet-Saint-Voy et conseiller général du canton de Tenac.

M. Gouteyron - élu sénateur lors d'une élection partielle quand M. Jean Puyol (U.D.F.-P.R.), député du siège, est devenu en mars 1978 député de la deuxième circonscription - a pour sa part gardé M. Jean Boyer (P.R.), maire de Blanzac et conseiller général du canton de Saint-Paulin, pour le suppléer.

L'opposition, qui décline déjà les deux circonscriptions législatives, souhaiterait conquérir le siège détenu par le P.S. pour réaliser le grand chèque. Son deuxième candidat est M. Jean-Paul Chambriard (U.D.F.-P.R.), qui, en mars dernier, a ravi à M. Byrand la mairie de Brioude. Les résultats du scrutin ont été annulés par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, et M. Chambriard a fait appel de cette décision devant le Conseil d'Etat.

LOIRET : La majorité sans illusion

(De notre correspondant)

Orléans. - Dans le Loiret, trois sièges sont à pourvoir, contre deux précédemment. La liste de l'opposition, appuyée par l'U.D.F. et le R.P.R., comprend les deux sénateurs sortants, M. Kister (Union centriste), président du conseil général, et Louis Boyer (U.D.F.-P.R.), conseiller général, maire de Glen, et un troisième candidat, M. Paul Masson, maire d'Estouy, ancien préfet de la région Centre. Cette liste affrontera les deux listes de la majorité. La liste socialiste est composée de MM. René Alaux, conseiller général de Ferrières-en-Gâtinais, maire de Fontenay-sous-Lois, Marcel Joriot, conseiller général de Saint-Jean-de-Braye, Jean Poulain, conseiller général, maire de Briare.

La liste communiste comprend MM. Michel Guérin, maire de Saran, Marcel Thomas, adjoint du maire de Saint-Jean-de-Braye, Michel Kister, adjoint du maire de Châteauneuf.

La majorité ne se fait aucune illusion dans le département modéré. Les deux sortants, MM. Malécot et Boyer, qui représentent les zones rurales, sont des notables. Ils la tête des affaires départementales depuis trop longtemps pour être inquiétés. La candidature de l'ancien préfet de la région Centre était attendue. M. Masson avait lésé à Orléans le souvenir d'un préfet énergique et dynamique et n'avait pas complètement quitté la région puisqu'il est maire d'une petite commune de Beauce, Estouy.

NORD : le P.S. n'exclut pas une liste d'union avec le P.C.

(De notre correspondant)

Lille. - La préparation des élections sénatoriales pourrait bien être marquée, dans le Nord, par une surprise de taille d'ici la date limite de dépôt des candidatures aux préfetures, le 16 septembre à minuit. Alors qu'il semblait établi que les deux formations de gauche se présenteraient séparément au suffrage des grands électeurs, les responsables socialistes n'excluent pas, aujourd'hui, la possibilité de constituer une liste d'union avec les communistes.

Ce n'est pour l'instant qu'une hypothèse de travail, mais celle-ci est très sérieusement étudiée par les élus-majors des deux formations. La gauche, qui s'estime majoritaire en voix parmi les grands électeurs, ne voudrait pas courir le risque d'être minoritaire en sièges. Assurée d'obtenir cinq postes de sénateurs sur onze (trois P.S. et deux P.C.), elle cherche à gagner le sixième siège. Or, dans ce scrutin à la proportionnelle, elle aurait plus de chance de l'obtenir si elle se présentait unie face à l'opposition qui a depuis plusieurs semaines déjà sa propre liste d'union. - J.-R. L.

OISE : le R.P.R. et l'U.D.F. s'éparpillent sur deux listes

Beauvais. - Pour nous, il n'y a pas de gros risques, mais cela permettra aux gens de se déterminer. - Conseiller général du canton d'Estrees-Saint-Denis, M. Charles Dotin (mod.) juge sereinement l'affrontement de deux listes de l'opposition aux prochaines sénatoriales. D'un côté, la liste « républicaine d'union de l'opposition nationale » placée sous la houlette des

deux sénateurs sortants R.P.R. : MM. Amédée Bouquerel (sénateur depuis 1948, réélu à chaque fois dès le premier tour) et Jean Natali ; de l'autre, la liste d'« union républicaine d'action départementale », conduite par M. Michel Dupuy (U.D.F.), maire de Crépy-en-Valois, ancien président du conseil général et actuel suppléant de M. Natali au Sénat.

Seul des trois sénateurs sortants à ne pas se représenter, M. Hector (C.N.I.P.), a lui-même, M. Michel Souplet, placé en troisième position sur la liste de M. Bouquerel. Les listes départementales et régionales d'agriculture, conseiller économique et social, adjoint du maire de Chevières, il a investi les instances nationales de l'U.D.F. après avoir adhéré - à l'extrême, disant ses adversaires, au C.D.S. - J'ai, pendant vingt-cinq ans, été responsable socio-professionnel, dit M. Souplet, et je n'ai jamais voulu mélanger mes activités avec la politique.

Ainsi mis devant le fait accompli, les élus-majors départementaux de l'opposition reportent les négociations de désignation des suppléants. « Mais une fois de plus, explique le député départemental de l'U.D.F., M. Michel Gorin, il n'y a pas eu possibilité de négocier. »

M. Gorin aurait souhaité être le suppléant de Jean Natali, explique-t-on du côté de la liste des sortants, et, n'ayant pas réussi, il a suscité la liste dissidente.

Médecin personnel de M. Souplet, député de la première circonscription, M. Natali, qui, 17 ans, est le doyen des candidats, a choisi pour le suppléer M. Alain Vaele, conseiller général du canton de Froisy, porte-parole de l'opposition à l'Assemblée départementale.

Le suppléant actuel, M. Dupuy, par conséquent, ne sera pas élu, mais non, il a préféré tenter sa chance en soutenant l'autre liste d'opposition. La présence sur cette

De notre correspondant

seconde liste de M. Guy Desessart a surpris. Conseiller général du canton de Ressons-sur-Matz, président du syndicat départemental des boulangers-pâtisseries, M. Desessart est aussi le suppléant de M. Marcel Dassault à l'Assemblée nationale. Il a choisi comme suppléant M. Jean-Paul Collin, conseiller général R.P.R. du canton de Marais-en-Bouvaisis.

Importunément, l'hebdomadaire local de M. Marcel Dassault, « Le Dimanche », soutient les listes en leur accordant respectivement la première et la dernière page. L'une des personnalités marquantes de l'opposition dans le département, M. Jean Legendre (C.N.I.P.), maire de Compiègne, a pris position en faveur des sortants, ce qui a choqué les partisans de la seconde liste, qui rappellent que l'antigaulisme viscéral du maire de Compiègne lui avait valu une rupture avec ceux qu'il soutient aujourd'hui, et notamment avec le sénateur Bouquerel. « Ce sont de vieilles histoires, qui remontent à plus de vingt ans, déclare ce dernier, mais M. Legendre et moi sommes des gens raisonnables qui voulons l'unité de l'opposition. Nous sommes de très grands amis. Si je suis à nouveau candidat, c'est dans un souci d'unité, car, autrement, ce ne sont pas deux listes qu'il y aurait eu mais quatre. »

Dans la majorité, la sérénité prévaut. « Les membres du parti socialiste ont pu très démocratiquement choisir dans leur section leurs candi-

dates », souligne François, conseiller général du président de la République pour les questions régionales. C'est Henri Bonan, conseiller général du canton de Compiègne, qui a été élu du parti communiste, lequel figurait MM. Jean-Pierre Hanniet, vice-président du conseil général départemental, Jean-Luc Pingrenon, conseiller général R.P.R. de Compiègne, et Jean-Pierre Braine, député socialiste de la troisième circonscription.

« Il est bon qu'on puisse constater que la gauche ne se divise pas », estime pour sa part M. Bamber, maire, conseiller général de Montataire, qui a été élu du parti communiste (1). « L'expérience nous fait toujours plus voir le bon sens qu'on pouvait croire », ajoute-t-il. Et il précise qu'il n'y a pas de liste d'union dans le département.

Certes, la gauche ne s'est pas réunie au scrutin, mais elle espère enlever un siège à l'opposition en profitant d'une part, de la liste d'opposition, et, d'autre part, de la liste municipale du département.

MAURICE LUBATTL

(1) MM. Sylle, vice-président du conseil général, et Ray-Millet, ancien député, président du conseil régional de l'Oise, lui vice-président du conseil général.

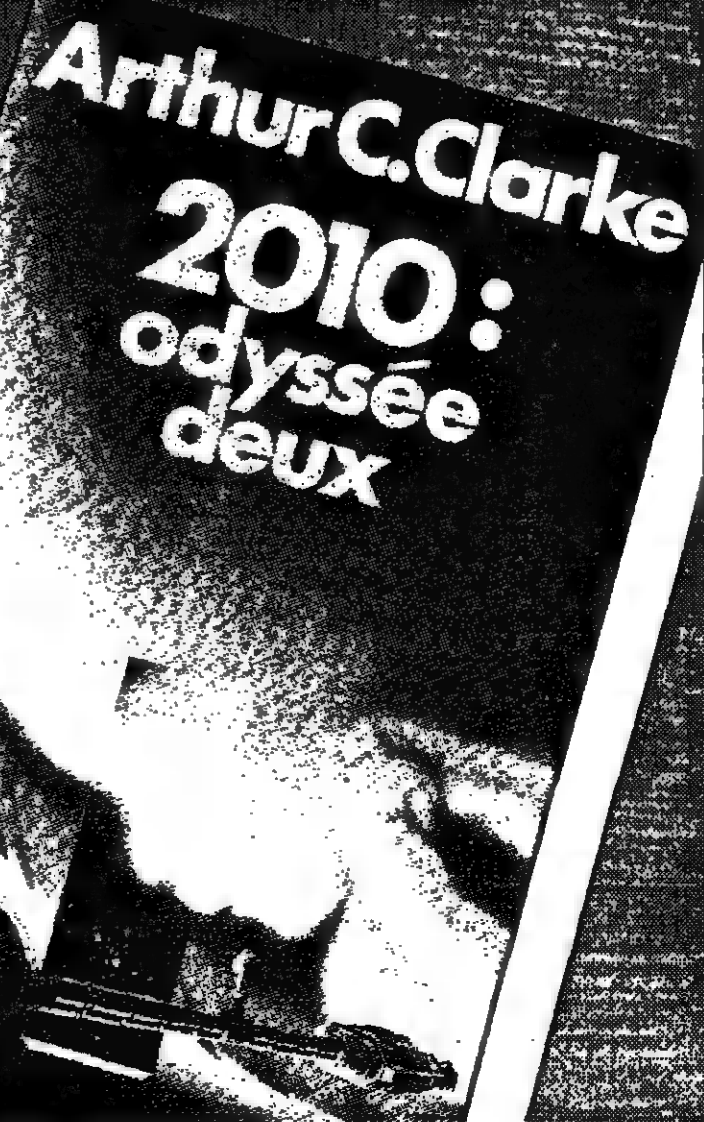
LE GRAND ROMAN D'AVENTURES DES TEMPS MODERNES

2010: odyssée deux

Quinze ans après le choc de 2001 L'ODYSSÉE DE L'ESPACE le nouveau chef d'œuvre d'ARTHUR C. CLARKE

Un événement dans l'édition mondiale

Albin Michel



ARTIREC MOQUETTES

44,50F/m²

Moquette en laine et acrylique mélangées, largeur 1 m.

77,50F/m²

Moquette 100% pure laine.

169F/m²

Blanche laine, fabuleuse moquette griffée Woolmark 100% pure laine.

38,50F/m²

Moquette imprimée cannage, boudée serrée, polyamide.

29,50F/m²

Revêtement plastique, largeur 4 m.

ARTIREC TISSUS

49,50F/m²

Tissu pur lin, largeur 2,90 m.

8,50F/m²

Tissu contrecollé sur papier.

14,50F/m²

Paille japonaise véritable.

ARTIREC, c'est 30000 m² de stock d'articles soigneusement sélectionnés et démarqués. C'est le choix grandeur nature. ARTIREC, c'est le circuit intermédiaire qui assure le meilleur rapport qualité/prix !

Pose et livraison assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

ARTIREC Payez moins cher la qualité

ARTIREC : 4, rue de la Bastille 75012 PARIS - Tél. : 340.72.72
ARTIREC : 8/10 imp. St-Sébastien (niveau III) rue St-Sébastien 75011 PARIS - Tél. : 355.66.50
ARTIREC : 11, rue du Soleil (au 120, rue Cal Groul) SAINT-MAUR-TEL. 883.19.97
REUPARIS : 5/8, rue Solengro (Pré d'Hebe) 94270 KREMLIN-BICETRE Tél. : 340.72.72
BINEAU MOQUETTES : 11 bd Bineau (100 m) Champigny 92300 LEVALLOIS - Tél. : 757.19.19
MOQUETTE DE LA REINE : 109 rue de la Reine 92100 BOULOGNE-TEL. 603.02.30

* spécialiste tissus revêtements muraux

Fermeture exceptionnelle Samedi 17 Septembre

ARTIREC Payez moins cher la qualité

- 5% sur présentation de cette annonce.

هكذا من الاعمال

Faits et jugements

Un arsenal découvert près de la frontière franco-espagnole

Perpignan. Des explosifs, des matériels de munitions ont été découverts, le 12 septembre, près d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), dans les ruines d'un mas abandonné situé sur un chemin de contrebande, à une vingtaine de kilomètres de la frontière espagnole.

Le stock, découvert par les gendarmes grâce aux renseignements fournis par un promeneur, se compose de 70 kilos de dynamite, 250 mètres de corde à sautoir, une bouteille de nitroglycérine, 80 détonateurs électriques, des chevrotines, la machine à coudre. Des explosifs agricoles étaient enfouis dans la terre, soigneusement emballés dans des bidons vides d'Espagne et dans des boîtes de plastique.

L'enquête a été confiée au S.R.P.J. de Montpellier, qui dirige le commissariat Bertrand. La discrétion observée par les enquêteurs n'a pas permis de savoir si l'opération, en dehors de ce qui a été révélé, d'autres objets ou indices utiles aux policiers dans une affaire importante.

Le recours à un détournement par la frontière catalane d'autonomistes basques de l'E.T.A. a été évoqué par la police de l'air et des frontières. (Correspondant.)

Drogue : vingt-deux personnes écrouées en Meurthe-et-Moselle

Vingt-deux trafiquants de drogue, âgés de vingt à vingt-cinq ans, ont été écroués par les policiers de Nancy entre le 8 et le 14 septembre et écroués, mercredi 14 septembre, à Nancy et à Briey (Meurthe-et-Moselle). Vingt jeunes gens également inculpés pour infraction à la législation sur les stupéfiants ont été libérés. Le trafic, qui portait sur de petites quantités d'héroïne, desservait le pays haut de la région de Briey. Une dizaine de pourvoyeurs se chargeaient de faire passer l'héroïne à Paris ou à Amsterdam pour fournir les consommateurs de la région. La plupart des jeunes gens inculpés sont originaires de Meurthe-et-Moselle et ont une profession.

Le parquet de Paris a fait appel de l'ordonnance de non-lieu en faveur de Christian Gauzeau, inculpé et écroué après le saccage, le 22 avril, du musée de la Légion d'honneur à Paris. Pris par M. Yves Corneloup, juge d'instruction à Paris, l'ordonnance devait être annulée par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'ici deux semaines. Le magistrat qui a investi le musée de la Légion d'honneur demandait la condamnation de Christian Gauzeau à l'incarcération. (Correspondant.)

EXCEPTIONNEL

WEEK-END SUPERSONIQUE EN IRLANDE VOL SPÉCIAL EN CONCORDE le 1.10.83

3 950 F Vol Paris-Dublin Air nuit hôtel luxe petits-déjeuners AIRCOM SETI 25, rue de la République 75006 Paris Tél. 295.15.70 LCA 1983

A PARIS

Les « jeûneurs pour la vie » cessent leur grève de la faim

Les quatre jeûneurs qui observent à Paris, depuis le 11 août, un « jeûne pour la vie » ont interrompu le jeudi 15 septembre.

Il est difficile, admettent-ils aujourd'hui, d'établir le bilan de leur action, suivie également par des étrangers par neuf autres militants pacifistes. En un mois, ils ont en effet atteint aucun de leurs objectifs, qu'il s'agisse du non-déploiement des missiles américains, du démantèlement des bases soviétiques ou d'éviter l'holocauste à l'humanité. Mais l'écho que leur jeûne a suscité, les initiatives qui tentent aujourd'hui d'en prendre le relais, leur font penser que leur action n'est pas vaine.

Pris de quatre-vingts manifestants de la rue de la Harpe, en effet, les quatre jeûneurs ont été libérés. Les militants pacifistes masqués et vêtus de blanc s'enchaînaient, mardi, à la suite de Jeanne d'Arc, à Toulouse et, le même jour, à Villeurbanne, des réfractaires, symbolisant le gel nucléaire, déposés devant la mairie, à Paris. M. Charles Hernu, ministre de la Défense, est le premier magistrat. Une journée d'action sera organisée pour le dimanche 18 septembre.

De nombreux messages de soutien ont été envoyés par des personnalités de la Fédération protestante de France, au Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris. Le premier à se manifester, une « préoccupation plus d'une fois exprimée par les Eglises protestantes », le jeûne a été bien accueilli par les consciences sensibles à cet appel pour la vie.

De tels encouragements ont significativement pour ces trois hommes une femme qui, à titre individuel, décidait, le 11 août, d'entreprendre ce jeûne, à l'appel de deux

Américains, Francisco, Dorothy et Charles Gray. « Nous pourrions représenter à l'avenir une énorme population. Il existe de très nombreux militants potentiels », affirmait, il y a quelques jours, l'un des jeûneurs, Solange Fernex, une écologiste alsacienne qui conduisait, aux élections européennes de 1979, la liste Europe-écologie. « Ici, par un jeûne, nous exprimons une vie ; c'est plus sérieux que la marche dans la rue. L'Etat s'accommode très bien. Un manifestant fort qui le nôtre peut éveiller les consciences, ce n'est pas la fin, mais une poudre.

A trente-septième jour de grève de la faim, la voix de cette affaiblie, le visage très amaigri et le bras transpercé par un système de transfusion, était un peu plus qu'une voix ordinaire.

NICOLAS BEAU.

USA LANGUAGE

Apprenez l'accent américain Cours semestriels tous niveaux à partir du 19 septembre matin, midi et soir Stages intensifs Cours sur les médias et la littérature Cours pour les enfants Professeurs américains expérimentés Rencontres Ambiance américaine Open house COUNCIL CENTRE FRANCO-AMÉRICAIN 1 Place de l'Odéon 75006 Paris Tél. (1) 634.16.10

ACHAT D'UNE ENTREPRISE DE VENTE AUX ENCHÈRES

Un financier américain s'empare de Sotheby's pour 1 milliard de francs

Sotheby's, la plus grande entreprise mondiale de vente aux enchères, vient d'accepter l'offre d'achat de 83 millions de livres (1 milliard de francs) d'un homme d'affaires américain, M. Alfred Taubman. Cet industriel richissime, cinquante-neuf ans, fortune de 1,2 milliard de dollars, le contrôle de la banque de Detroit et dirige de nombreuses affaires industrielles et financières. Il joue, en plus, les mêmes cartes diverses humanitaires, artistiques et culturelles.

A la suite d'une expansion effrénée, d'une inflation du personnel et des dépenses pour mettre en place des ordinateurs, la firme britannique s'était brusquement trouvée en difficulté, en 1979. La vente avait aggravé la dégradation financière et, en janvier dernier, Sotheby's avait subi une perte de 3 millions de livres. Les dirigeants draconiens furent alors pris pour limiter les dégâts : fermeture de bureaux à Londres, New-York et Los Angeles, réduction de 30 % du personnel. Cet effort de restructuration et de réduction, annoncé par un « conseil d'urgence », annonçait un redressement, quand, brusquement, en avril dernier, un groupe financier américain, le Knoll International Holding, tentait de reprendre la main sur Sotheby's par une offre publique d'achat qui fixait le prix de l'action à 520 pence (au lieu de 410 au Stock Exchange).

Les directeurs de Sotheby's, qui ne possèdent que 17 % des parts, réagissaient vivement par une lettre collective aux actionnaires, en leur demandant de voter contre l'achat par la firme américaine, qui leur paraissait plus susceptible de promouvoir l'ameublement britannique que de développer les ventes d'objets d'art et d'antiquités.

Poursuivant son effort, Sotheby's affichait bientôt des records d'enchères spectaculaires, vendait de grandes collections et publiait, au fin d'exercice, le 31 août dernier, un bulletin de victoire avec un bilan de

272 millions de livres (plus de 1 milliard de francs).

Les résultats positifs des étrangers à l'entrée en lice de M. Taubman, qui s'est engagé à maintenir en place la direction actuelle en l'assurant qu'elle pourrait poursuivre sa politique traditionnelle.

Le « chevalier blanc »

Sotheby's a trouvé son « white knight » (« chevalier blanc ») comme l'a appelé l'Anglais, c'est-à-dire un bailleur de fonds à la fois britannique et américain. Encore fallait-il obtenir l'accord de la firme britannique antimonopole. C'est fait depuis le 14 septembre. Après enquête, le ministère du commerce a donné le feu vert à M. Taubman.

En proposant d'acheter à 500 pence les titres disponibles sur le marché, le financier américain, qui détient 48,2 % des titres, obtiendra facilement la majorité qui lui donnera le pouvoir. Quant à ceux qui avaient provoqué l'O.P.A., ils empochèrent, en revendiquant au prix de 400 pence qu'ils détenaient, une « consolation » de 7 millions de livres.

Reste maintenant à savoir si Sotheby's saura résister à l'américanisation qui paraît inéluctable. D'ores et déjà, les tiers actions américains. Déjà, le chiffre d'affaires de New-York a dépassé celui de Londres, les ventes de livres de son côté, Christie's, qui se rivalise avec Sotheby's, a également progressé grâce à ses ventes américaines.

Comme Londres s'était substituée à Paris dans le rôle de capitale internationale, New-York prend aujourd'hui le relais de la capitale britannique. Les dollars dominent la loi sur le marché de l'art international.

F. GERSAINT.

LOGABAX LANCE HYPER 32 LE MEGAMINI REDONDANT.

Au Sicob stand 3265, niveau 3, zone B-C.

IL NE PEUT PAS TOMBER EN PANNE...

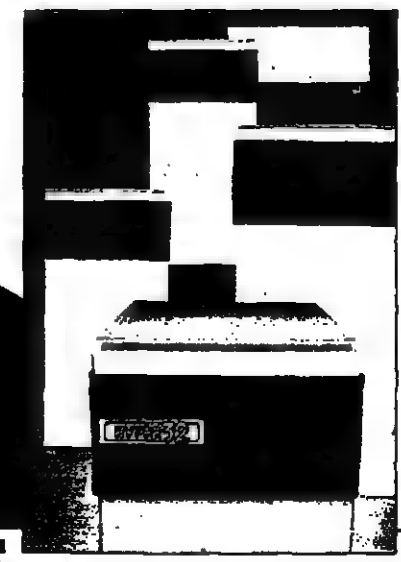
JE DIRAIS MEME PLUS, IL NE PEUT PAS TOMBER EN PANNE!!

L'ordinateur Hyper 32 de Logabax assure un fonctionnement sans défaillance, parce que chaque élément matériel du système, est doublé. Ainsi, au lieu d'un système, Hyper 32 possède deux systèmes. Si l'un tombe en panne, l'autre prend le relais automatiquement, sans interruption. Dans une période où le prix des composants ne fait que baisser alors que les coûts des services de la maintenance ne font qu'augmenter, Hyper 32 de Logabax devient l'ordinateur infailible à un prix tout à fait accessible.

L'ordinateur Hyper 32 de Logabax croît avec l'entreprise. Changer de matériel informatique pour une entreprise un problème long et coûteux.



Hyper 32 est conçu pour être complètement modulaire, il suffit d'ajouter les éléments nécessaires à la nouvelle puissance souhaitée sans modifier les programmes existants. Hyper 32, un mégamini permettant la liaison de 32 modules de traitement qui apparaissent comme un seul système. L'ordinateur Hyper 32 de Logabax, le mégamini redondant, infailible.



Société Nouvelle Logabax

سكزا من الاجل

SCIENCES

La France a conçu des plates-formes de forage permanent pour des mers difficiles

De notre envoyée spéciale

Dunkerque. — La plate-forme de forage pétrolier, *Glomar Moray Firth*, conçue et construite par la Compagnie française d'entreprises métalliques (C.F.E.M.) pour la société américaine Global Marine, partira dans quelques jours pour le Canada elle sera un puits de l'Atlantique, non loin de l'île de Sable (à quelque 300 kilomètres au sud-est d'Halifax, Nouvelle-Écosse, une province canadienne) pour la compagnie canadienne Home Oil.

Glomar Labrador 1 est une plate-forme auto-élevatrice, c'est-à-dire que son tablier monte et descend le long de trois jambes hautes de 133,5 mètres. Lorsque la plate-forme « travaille », ses trois pieds sont posés sur le fond et le tablier est suffisamment haut au-dessus de la mer pour que les très grosses vagues passent au-dessous. Les jambes de la plate-forme sont faites de tubes d'acier fabriqués à Pont-A-Mousson, selon une technique très nouvelle qui leur permet de résister aux efforts de flexion et de supporter des vagues de 25 mètres, ce qui est exceptionnel pour une plate-forme auto-élevatrice.

Une plate-forme *Glomar Moray Firth*, construite aussi par la C.F.E.M. pour l'Armée de l'Air, est prête à Dunkerque. Les deux plates-formes ont fait l'objet d'un contrat de 165 millions de dollars (1 320 millions de francs environ). Les jambes de *Glomar Moray Firth*, longues de 150,4 mètres sont plus imposantes que celles de *Glomar Labrador 1*, si bien qu'elle pourra aller à des vagues de 30 mètres. L'une et l'autre plates-formes sont donc capables de forer toute l'année dans des mers difficiles — tels la mer du Nord, ou les parages de l'île de Sable — profondes de 90 mètres au maximum. Cette permanence du « travail » représente un progrès considérable car les plates-formes auto-élevatrices classiques ne peuvent « travailler » dans ce genre de mer que cinq à six mois par an.

Les deux plates-formes, qui ont, grâce à leur architecture un polygone de sustentation exceptionnellement grand, ont un nouveau système antiroulis dans lequel de l'air comprimé, comprimé, est en permanence

par les vagues elles-mêmes, diminue notablement l'effet de celles-ci. Au début de sa mise en place, une plate-forme auto-élevatrice flotte sur l'eau, le tablier faisant office de coque. Les jambes peuvent être ainsi descendues et posées sur le fond, avant que le tablier soit remonté à la hauteur convenable. Habituellement, on ne peut procéder à la mise en place d'une plate-forme auto-élevatrice lorsque les vagues dépassent 1,50 mètre ou 2 mètres. Avec le système antiroulis, la mise en place pourra se faire avec des vagues de mètres à 4,50 mètres.

YVONNE REBEYROL

Le satellite indien de télécommunication *INSAT-2*, lancé à la fin de l'été par la navette spatiale américaine, est enfin prêt à fonctionner. Après un voyage d'essai infructueux, les contrôleurs au sol sont parvenus à déployer l'ensemble des panneaux solaires qui fournissent l'énergie nécessaire au fonctionnement du satellite. Rien ne s'oppose plus à la mise en service de *INSAT-2* le 15 octobre.

SPORTS

FOOTBALL

Malheur des clubs bonheur de l'équipe de France

A la veille de la rencontre Danemark-France et du premier tour des Coupes européennes de football, Guy Roux, entraîneur de l'équipe d'Auxerre, s'attend, le 5 septembre, à Joy-en-Josas (Yvelines), les cadres techniques de l'équipe de France, Michel Hidalgo, Henri Michel et Henri Guérin, et les cinq entraîneurs des clubs concernés, Jean-Claude Baudou (Nantes), Louis Laval (Paris-S-G.), Jean-Jacques Laval (Bordeaux), Michel Le Minier (Laval) et Gérard Houllier (Lens).

Il s'agit pour ces derniers, dont un abordait pour la première fois une épreuve européenne au titre d'entraîneur, d'approfondir leur expérience et de bénéficier de celle de Michel Hidalgo dans quatre secteurs-clés des rencontres internationales : la préparation physique, psychologique, tactique et les problèmes d'entraînement.

Physiquement, les joueurs doivent être préparés à subir les efforts répétés de trois matches de championnat et de deux rencontres européennes à disputer sur des périodes de deux semaines. Les discussions ont mis en évidence l'importance de la récupération et des soins. Le problème est d'autant plus crucial cette fois que, parallèlement, l'équipe de France préparera le championnat d'Europe des nations (13 au 17 juin 1984) avec huit matches internationaux et deux stages en altitude, à Font-Romeu, pendant les vacances de fin d'année, puis du 13 mai au 17 juin. Or plus de la moitié des trente-cinq joueurs appelés en sélection nationale la saison dernière opèrent dans quatre des clubs qualifiés pour les Coupes européennes : sept à Bordeaux, cinq à Paris-S-G. et trois à Nantes et à Lens.

« Jouez au football »

L'environnement et la formule des Coupes d'Europe, où les équipes jouent leur qualification sur deux matches, offrent une possibilité d'appel, font peser sur les joueurs une pression particulière. Pour l'entraîneur, la préparation psychologique doit donc être un juste décalage avec la motivation de ses joueurs et la dédramatisation de l'événement.

Au plus tactique, il s'agit de ne pas se laisser désorienter par une opposition au style parfois

tuel. L'observation préalable de l'équipe adverse peut permettre d'introduire à l'entraînement des situations de jeu que l'on peut être amené à rencontrer. Mais Michel Hidalgo a surtout insisté sur la nécessité de s'exprimer totalement, sans complexes, de miser sur l'action et non sur l'attentisme. Il a répété sa formule préférée : « Jouez au football ! »

Le moindre détail pouvant prendre des proportions inattendues, les clubs ne doivent négliger aucun problème d'entraînement. Surtout pour un voyage lointain ou dans un pays au mode de vie différent. Les clubs les plus aisés ont, par exemple, pris l'habitude de se faire accompagner, voire précéder, par un cuisinier.

Les équipes françaises ont-elles tiré le meilleur profit de cette réunion au sommet de leurs entraîneurs ? En Coupe des clubs vainqueurs de coupe, Paris-S-G., vainqueur à Belfast de Glenrath (2 à 1), a eu à se qualifier pour le deuxième tour. En Coupe de l'U.E.F.A., Lens et Laval aborderont les matches retour, mercredi 21 septembre, en ballottage favorable après leurs méritoires matches en déplacement contre les Belges de La Gantoise (1 à 1) et surtout les Soviétiques du Dynamo de Kiev (1 à 0). La situation paraît, en revanche, désespérée pour Nantes, battu à domicile par le Rapid (3 à 0) en Coupe des champions, et pour Bordeaux, qui s'est incliné à domicile au Locomotiv de Leipzig (3 à 2) en Coupe de l'U.E.F.A.

Si le bilan devait être décevant au soir des matches retour, il s'agit de ne pas oublier que l'équipe de France a accédé aux demi-finales de la Coupe du monde l'année où les clubs français ont obtenu leurs plus mauvais résultats de ces dernières saisons dans les Coupes européennes. Ils représentent au troisième tour. Le calendrier des matches retour est chargé que les malheurs pourraient même être le bonheur de l'équipe de France dans la perspective du championnat d'Europe.

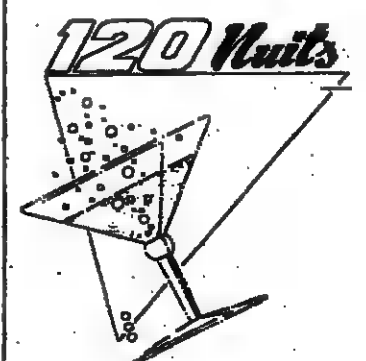
GÉRARD ALBOUY.

D'un sport à l'autre

TENNIS. — Catherine Tanvier et Pascale Paradis se sont qualifiées, le 14 septembre à La Baule, pour les demi-finales du National en battant respectivement Christine Calleja, 6-4, 6-1 et Florella Duxin, 6-3, 6-0. Elles rencontreront Nathalie Herrenan et Catherine Sire, qui ont éliminé Nathalie Phan-Tham, 6-3, 4-6, 6-4 et Florence Martin, 6-1, 6-2. Dans le tournoi masculin auquel ne participent pas Yannick Noah, Henri Leconte, Christophe Roger-Yassel et Gilles Moretton, qui préparent leur demi-finale de Coupe Davis, on retrouve en quart de finale Thierry Tulasne, Jérôme Vanier, Eric Debricker, Bruno Dadillon, Bernard Fritz, Tarik Benhabiles, Pascal Portes et Christophe Freys.

VOILE. — Le 12 mètres américain Liberty a devancé Australia II de 1 m 10 s, mercredi 14 septembre à Newport (Rhode Island), dans la première régata de la finale de la Coupe de l'America. Cette régata, l'équipage d'Australia II a toutefois été handicapé par la rupture du hale-bas du tangon de spinnaker qui a endommagé le système de commandes du gouvernail. La Coupe de l'America reviendra au bateau qui remportera le premier quatre régates.

(Publicité)



8, boulevard Sébastopol
Paris les mercredi - jeudi -
vendredi dès 20 heures avec
Ciné 96, un lieu pour la musique,
la danse, la vidéo, la peinture...
(Inauguration le 21 septembre 1983).

allez au plus rapide!

Le meilleur moyen de transport, c'est celui qui vous fait gagner du temps. Et pour cela, on n'a pas encore trouvé mieux que l'avion. Avec AIR INTER, une heure de vol environ suffit pour rejoindre les principales villes de France. Trouvez plus rapide! Et pour faciliter l'organisation de votre travail, vous avez un choix d'horaires permettant d'arriver à l'heure, le jour même. Trouvez plus pratique! Pour vous, l'efficacité est essentielle? Allez au plus rapide. Allez au plus pratique. Allez-y en AIR INTER.

PARIS-MARSEILLE

11 LIAISONS PAR JOUR

65 mn de vol

PARIS-LYON

10 LIAISONS PAR JOUR

55 mn de vol

PARIS-NIMES

4 LIAISONS PAR JOUR

65 mn de vol

PARIS-MONTPELLIER

4 LIAISONS PAR JOUR

65 mn de vol

PARIS-PERPIGNAN

3 LIAISONS PAR JOUR

70 mn de vol

PARIS-TOULOUSE

11 LIAISONS PAR JOUR

65 mn de vol

PARIS-BORDEAUX

11 LIAISONS PAR JOUR

60 mn de vol

PARIS-BREST

4 LIAISONS PAR JOUR

55 mn de vol

Pour plus renseignements
appelez AIR INTER PARIS
Tél. : (1) 539.25.25
ou votre Agence de voyages.

AIR INTER
DONNEZ DES AILES A VOS AFFAIRES

Allez au plus économique, abonnez-vous à AIR INTER

30 % DE RÉDUCTION DES LE PREMIER VOL

DEUX FORMULES DE CARTES D'ABONNEMENT :

« accès à tous les vols rouges, blancs, bleus, carte amorce entre 5 et 7 aller-retour ;
« accès aux seuls vols blancs et bleus (sur certaines lignes), carte amorce entre 3 et 5 aller-retour. Le prix de souscription varie selon la ou les lignes choisies.
Renseignez-vous auprès d'AIR INTER ou de votre Agence de voyages.

Appel 101 520

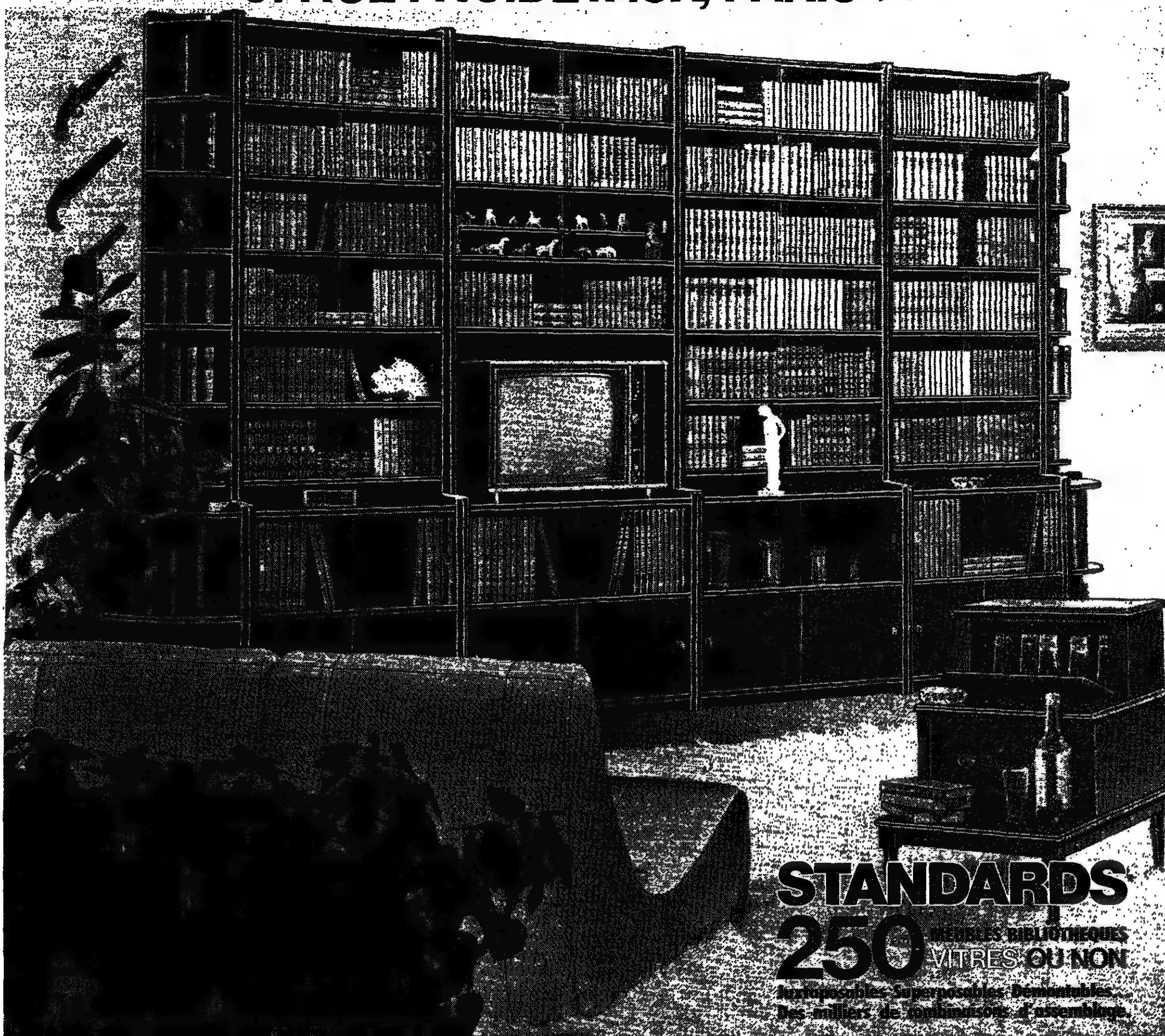
DU MEUBLE
INDIVIDUEL...
... AUX GRANDS
ENSEMBLES

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Vienne

61 RUE FROIDEVAUX, PARIS 14^e

DANS
LES CATALOGUES
GRATUITS
400 MODÈLES
Rustiques, Contemporains
Anglais...
Des milliers de combinaisons
d'assemblage

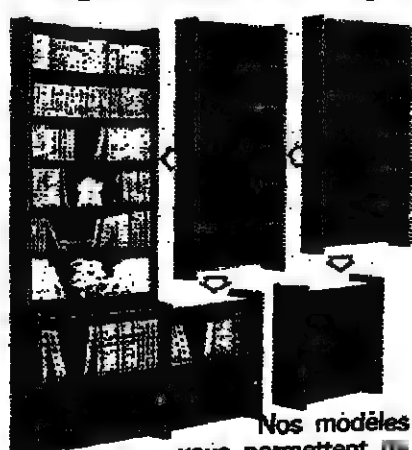


STANDARDS
250 MODÈLES BIBLIOTHEQUES
VITRÉS OU NON
Inextinguibles - Supersposables - Démontables
Des milliers de combinaisons d'assemblage

Description générale Vitrées ou non. 12 hauteurs - 4 profondeurs - 4 largeurs.
Étagères en multiplex, cotées en aggloméré (panneaux particules).
Placage acajou, ébéniste, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisent tous styles.
contre-plaqué Vitres avec onglets, bords doux.
4 hauteurs : 64 à 224 cm, modèles de 2 à 8 rayons pour formats différents.
4 profondeurs : 20 cm, 30 cm, 38 cm, nombreuses possibilités par superposition.
4 largeurs : 11 cm, 18 cm, 24 cm, 30 cm; extension par juxtaposition, utilisation angles.
12 tentes en option.

Ensemble standard constitué par : la juxtaposition de 2 modèles 494/2 encadrés 2 N° 478/2 équipés
portes pleines coulissantes au rayon du bas (sur option) de 2 1/4 ronds 2 rayons en profondeur à chaque
extrémité, et - superposition N° 2594/8 (dont 1 équipé d'une niche télévision) encadrés 2 N° 2578/6 et
1/4 ronds 1 rayons en cm profondeur à chaque extrémité. Hauteur l'ensemble : 2,54 m, largeur : N° 478/2 -
78 cm - N° 494/2 - cm, 1/4 ronds - cm, largeur l'ensemble : 4,20 m. Profondeur utile :
34 cm, haut : cm, totale : environ 700 cm club + 160 gros volumes. Le même ensemble peut être
en plusieurs hauteurs, largeurs, profondeurs.
Sur option, ces modèles peuvent livres non vitrés.

Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement A DES PRIX IMBATTABLES



Nos modèles
vous permettent de
constituer et d'agrandir votre biblio-
thèque au fur et à mesure de vos
besoins.

Pour ranger et protéger vos livres... Intégrer votre télévision... votre chaîne HI-FI... décorer votre intérieur.
Quels que soient la place dont vous disposez, la hauteur, la largeur, la profondeur... le format de vos livres et le style de votre intérieur.
La Maison des Bibliothèques répond à tous vos problèmes. D'innombrables combinaisons d'assemblage par juxtaposition ou superposition
partir de plus de 400 modèles ainsi que nombreux accessoires options possibles, permettent de réaliser la bibliothèque de votre goût
tément adaptée à vos problèmes.
Avec catalogues gratuits de la MAISON DES BIBLIOTHEQUES, vous recevrez le tout qui vous permettra de chiffrer votre installation et nos
spécialistes pourront, en plus, vous conseiller utilement dans nos magasins.

Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e.

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption
Métro : Denfert-Rochereau - Galle - Edgar-Quirès, Aubusson - 28 - 38 - 58 - 68

MAGASINS REGIONAUX

BORDEAUX, 10, r. Bouffard, (56) 44.39.42

CLERMONT-FERRAND, 22, r. G.-Clémenceau, (73) 93.97.06

DIJON, 100, rue Monge, (80) 45.02.45

GRENOBLE, 59, r. St-Laurent, (76) 42.55.75

LILLE, 88, r. Esquermoise, (20) 55.69.39

LYONS, 57, r. Jules-Norac, (55) 79.15.42

LYONS, 9, r. de la République, (mémo Hôtel-de-Ville/Louis-Pradel), (7) 828.38.51

MARSEILLE, 109, r. Paradis (mémo Estrangin), (91) 37.60.54

MONTPELLIER, 8, r. Séranne (près Gare), (67) 58.19.32

NANCY, 8, r. St-Michel (rue piétonne près du Palais Ducal), (8) 332.84.84

NANTES, 16, r. Gambetta (près r. Coulmiers), (40) 74.59.35

NICE, 8, r. de la Boucherie (Vieille Ville), (93) 80.14.89

RENNES, 18, quai E. Zola (près du Musée), (99) 30.26.77

ROUEN, 43, r. Charrennes, (71) 71.96.22

STRASBOURG, 11, r. des Bouchers, (89) 36.73.78

TOULOUSE, 1, r. des Trois Renards (près place St-Sémin), (61) 22.92.40

TOULOUSE, 5, H. Barbusse (près des Halles), (47) 61.03.28

Ouverts du mardi au samedi inclus

BON à retourner à GRATUIT

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 14
Veuillez m'envoyer, sans engagement, vos catalogues en couleur
tenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, ten-
tes, contenances, prix, etc...) sur vos meubles : STANDARDS, RUSTI-
QUES, STYLES, CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE, etc...

N° _____ MO38

Code Postal _____

CATALOGUES PAR TELEPHONE
REPOUSSEUR AUTOMATIQUE
DE RETENIR SUR 74

(1) 320.73.33

A.T.P. s.a. au capital de 1 190 000 F

مكتبة الامم المتحدة

Le nouvel album de
LUCKY LUKE



FINGERS

DARGAUD
CHEZ VOTRE LIBRAIRE

SAMOURAÏS

Bordas

PRIX 1983 DU PREMIER LIVRE-PHOTO

FONDATION

**FONDATION
KODAK-ESTEE**

s'agit de *Freshwater*, la pièce écrite par Virginia Woolf pour être jouée devant des amis et par des amis, et que Simone Benmussa avait

vient de paraître

spécialistes italo-français font le point sur le rôle capital que jouent les dramaturges italiens dans le développement de toutes les voies théâtrales. (PUF, 198 pages, 18 francs).

la vie littéraire

Mecquort. Le Livre de poche n° 5779.

Yves Bonnefoy à Cerisy

★ LE FOU PARLE, 10, rue de la Félicité,
75017 Paris. 24 F.

en bref

mandés à l'Association, 6, rue Huyghens, 75014 Paris. Jusqu'au 15 octobre.

en poche

Les figures du Bal

314 p.)

Critique littéraire

le développement de toutes les
voies théâtrales. (PUF., ■ pages,
18 francs).

1000

VOYAGE A TRAVERS LES ROMANS

La musique mauve de Catherine Lépront

Josyane Savigneau « rencontrée », cette semaine, deux écrivains très singuliers : Catherine Lépront et Manz'ie.

POUR vraiment Catherine Lépront, il faut d'abord sa musique mauve, être fasciné par la « voix parme » de Kila, les personnages mystérieux de son étrange roman, *Tour au do-moine*.

Ce livre, on l'aime on le jette, on ne peut certainement pas le jeter, la bienveillance indiffé-

rente qu'on porte parfois aux premiers romans. Ceux qui le détestent disent qu'il ne s'y passe rien et lui reprochent de ne jamais « décoller ».

brassé, explique la jeune Quentin biographe, tu ne peux pas faire de différence entre ce qu'on imagine et ce qu'on vit... Tu ne peux pas, toute la vie, ranger par cases, thoirs... »

Il faut s'être laissé aller à l'envoûtement de cette construction singulière, de ce livre hermétique, pour avoir raison de la timidité de Catherine Lépront, briser le masque de la gêne rétrograde. C'est cette petite taille, brune, mince jusqu'à être fragile, qui impose l'impression que la longue Kila, cause d'un discours très élaboré dont on a perdu l'habitude, à une époque où le langage oral est devenu jours parasité par de multiples « tâtouements », par « je » « dire », « enfin », « si » « voulez », etc.

Catherine Lépront, elle, parle avec des phrases achevées. Elle décrit tout avec la même précision, se refusant à tout déformisme, à toute impulsion ou indolence, se tenant

suis arrivé à l'écriture par une... de ratages, raconte-t-elle. J'ai... j'ai chanté. Je suis un aqua-... relliste raté qui écrit sur une phrase... mouillée - quand c'est... je ne... touche plus - ou bien, j'essaie... chanteur, j'essaie... mélanger... conjuguer... »

Le blues, pour lui, c'est plus qu'une nostalgie. Il a failli mourir, il ne pas avoir la voix, la voix qui se casse, se voile, la voix sans laquelle ne peut rien la blessure... blues. Il a tout essayé pour oublier cela : l'usine, l'armée, la nuit, la bière ; il a fait, il a bédé, le voleur peut-être. Puis il s'est trouvé avec les mots, l'écriture, qui l'ont pas s'engloier dans le si-... musique.

Manz'ie sur blues

ses premiers livres, *Warrant* et *Arachné* (Jean-Jacques Pauvert, 1979), la critique a été plus qu'élogieuse à l'égard de Manz'ie. Elle a évoqué, à propos de ce jeune écrivain, les plus grands : Céline, Kafka, Brecht. Mais Manz'ie s'est fait, que Manz'ie continuait à publier régulièrement. Il y a des gens qui me disent : « n'as qu'à écrire... le monde. C'est un que je fais, mais je suis un peu... j'ai... » juste qu'on... quelques lignes... le... facile, le... ordonné, pour partir on... folie.

En cette Paris, ville diurne ou... peut facilement... parades de... le... dans son livre, « ro-... man (ce) », *Répertoire pour un PIAF masculin*.

Textes ? poèmes ? chansons ? il fait exploser le langage pour conjurer « le désert qui s'est produit... des... mauvaise vie ».

Son « vieux compte à régler... chanson », Manz'ie en fait un dialogue de... des... qui s'as-... semblent pour le plaisir... des... formes, se télescopent, se déchirent-ruptures, se réunissent-amours.

La musique, c'est le blues - « laisse pas blanchir le blues » - c'est Paris. Paris traversé... traversé, l'air... nuit, qui s'éveille androgyne, travesti, pédé, l'air... géographie-métro - « mon père... tion étoile, ma mère à la Galté - Paris Manz'ie, Manz'ie sur blues.

Né en Algérie en 1940, Manz'ie eut... rythmes par les voix d'Oulm... et de Farid El Atrache, avant d'être un chanteur... qui ne s'en... pas. Je

Avec la quarantaine, lui est venue... pour le blues. Trop... il est... chanteur... papier », comme il l'écrit dans... pour un PIAF masculin, dont on publie « seulement la... partie » : « un... j'appelle le show, qui faisait suite... chanteur sur pa-

Le grand-mère pourtant... Malgré... pudeur extrême... l'union... d'un portrait : « Elle tricote... chaussettes, une aiguille... les cheveux, celle qui se... chaque fois. Elle lui pointait... le livre à l'enfant qui elle apprend... lire. Lorsqu'il commençait... faute. L'aiguille pointée, je... viens... Je lui ai photographiés, les... Dévorés, plutôt... »

Le grand-mère pourtant... Malgré... pudeur extrême... l'union... d'un portrait : « Elle tricote... chaussettes, une aiguille... les cheveux, celle qui se... chaque fois. Elle lui pointait... le livre à l'enfant qui elle apprend... lire. Lorsqu'il commençait... faute. L'aiguille pointée, je... viens... Je lui ai photographiés, les... Dévorés, plutôt... »

Le grand-mère pourtant... Malgré... pudeur extrême... l'union... d'un portrait : « Elle tricote... chaussettes, une aiguille... les cheveux, celle qui se... chaque fois. Elle lui pointait... le livre à l'enfant qui elle apprend... lire. Lorsqu'il commençait... faute. L'aiguille pointée, je... viens... Je lui ai photographiés, les... Dévorés, plutôt... »

Le grand-mère pourtant... Malgré... pudeur extrême... l'union... d'un portrait : « Elle tricote... chaussettes, une aiguille... les cheveux, celle qui se... chaque fois. Elle lui pointait... le livre à l'enfant qui elle apprend... lire. Lorsqu'il commençait... faute. L'aiguille pointée, je... viens... Je lui ai photographiés, les... Dévorés, plutôt... »

Le grand-mère pourtant... Malgré... pudeur extrême... l'union... d'un portrait : « Elle tricote... chaussettes, une aiguille... les cheveux, celle qui se... chaque fois. Elle lui pointait... le livre à l'enfant qui elle apprend... lire. Lorsqu'il commençait... faute. L'aiguille pointée, je... viens... Je lui ai photographiés, les... Dévorés, plutôt... »

Le grand-mère pourtant... Malgré... pudeur extrême... l'union... d'un portrait : « Elle tricote... chaussettes, une aiguille... les cheveux, celle qui se... chaque fois. Elle lui pointait... le livre à l'enfant qui elle apprend... lire. Lorsqu'il commençait... faute. L'aiguille pointée, je... viens... Je lui ai photographiés, les... Dévorés, plutôt... »

Le grand-mère pourtant... Malgré... pudeur extrême... l'union... d'un portrait : « Elle tricote... chaussettes, une aiguille... les cheveux, celle qui se... chaque fois. Elle lui pointait... le livre à l'enfant qui elle apprend... lire. Lorsqu'il commençait... faute. L'aiguille pointée, je... viens... Je lui ai photographiés, les... Dévorés, plutôt... »

JEAN-PIERRE CHABROL

PORTES D'EMBARQUEMENT

« Cela sent la brume et le petit matin, le blé fraîchement récolté, le gros rouge et le tabac... bistrots du... »

JEAN BAUMIER
« LE NOUVEAU OBSERVATEUR »

« Un livre bruyant de pitié, de générosité, d'humanité. L'œil sait voir, le cœur parle à haute voix. »

ANDRÉ WURMSER « L'HUMANITE »

« Il y a du Morand dans ce livre : le tout-vif, le style flash, mais il y a aussi du Valéry Larbaud, côté de gustation. »

HENRY-FRANÇOIS REY
« LE MAGAZINE LITTERAIRE »

« Bien plus que des décors, Chabrol nous livre des portraits, tend la main à des amis. »

PATRICK GRAINVILLE « V.S.D. »

« Romancier prolifique, conteur génial, Chabrol excelle à dépasser la réalité et à nous entraîner très loin et pourtant en plein quotidien. »

« LA VOIX DU NORD »

PLON

au fil des lectures

Romans

Elle est jolie, cette histoire...

Il y a le monde dans l'escalier C. Reçu bruit. Les bruyères débordent, les portes claquent, les uns écoutent le Sacre du printemps, les autres se font des scènes. On s'infir, on s'engueule... Une bobine d'ami-lux, très ressemblante à la seule vraie solitude, c'est celle de la vieille Mme Bernhardt, qui aurait voulu mourir à Jérusalem et qui se pend dans l'escalier.

Aupar, de Forster Tuncurry, critique d'art spécialiste de Jérôme Bosch, héros et narrateur de cette histoire, il y a Bruce Conway, un sournois de travail, Virgil Sparks et Beverly Holt, les futurs mariés, et Coleman Shepherd, peintre, homo-sexuel dont le visage ressemble à ceux des petites filles de Fragonard. Dehors, les galeries, les cocktails où l'on peut se tenir mal avec brio, une belle arachnée de presse, un autre inconnu au vrai talent et un autre huchard : le marquis. On y laisse facilement prendre un chapitre de ces personnages un peu volutés, très gentils. C'est Manabata, à peine de l'existence.

Et puis elle est jolie, cette histoire d'amour qui se noue entre Tuncurry et son voisin du dessus, Coleman Shepherd. Avec les filles, les messieurs ne perdent pas de temps, on est libéré. Entre garçons, c'est la carte du Tendre, qui a des vertus romanesques certaines.

Elvire Morel a dépeint un mariage réel, ou rêvé, qui font de son roman un livre très moderne, et un livre très vrai.

Elle trébuche quand elle philosophe, et l'on éprouve, devant certains dialogues, l'impression bizarre que suscitent les romans mal traduits ; on se dit que c'est presque ça, mais cela sonne faux. On se dit qu'on est injuste, puisque on a tourné la page pour connaître la suite. On aime bien, Tuncurry, Shepherd et les autres.

G. B.

★ ESCALIER C. d'Elvire Morel. Editions Syllepse. Montesson, 240 pages, 50 F.

Cinq mômes dans le western de l'histoire

Popol, épauls carrées, cheveux en brosse, des yeux noirs, qui nous piquent un bonhomme comme un papillon sur un bouquet, c'est le chef. A côté de lui : Robinson, dit la Perrache, Laurent, dit la Fontaine, et Jacques, le narrateur, dit le Poète, parce qu'un jour il a fait une réclame en alexandrine, ou encore la Moutarde, parce qu'il arrive de Dijon. Quatre copains à la vie à la mort de la quinzaine A.2 de l'ère du Tout. Et puis, un beau jour, les quatre deviennent cinq, avec l'arrivée on ne sait d'où d'un bien singulier citoyen : David Ribera-Wingles. Avec ses fringues de milliard, ses airs mystérieux, la façon dont il râle les meilleures notes et dont il flaque une démolition au plus costard de la classe, il a été fait de l'impression.

Il faut préciser que l'époque se situe à la gamba : 1940, la guerre qui déferle, le monde qui bat la breloque, le Prédicteur qui s'attend d'un jour à l'heure à voir déboucher les gorges d'Yolande, où on était la dimanche avec les louveteaux. Alors il ne sera pas dit que les quatre - puis les cinq - brags regarderont tout ce gâchis les bras croisés. C'est juré : ils passent à l'action, ils font. Si les vœux se défont, les jeunes vont prendre les choses en main. Et les voilà passés d'un coup des mimeries de l'enfance au grand jeu pour adultes de l'Action secrète.

Enfin, « passé », c'est beaucoup dire... car on ne sait pas toujours très bien à quel jeu on joue. Si le mystérieux David qui entraîne ses copains dans le réseau, David le cadet aux allures de gentleman, qui sait tout et comprend tout, est peut-être finalement le plus gamin des cinq...

Pour cette rentrée littéraire, qui est aussi la rentrée des classes, Jean Rambeau fait, avec les *Miroirs d'Archimède*, un beau cadeau aux poches : un roman qui leur parle d'eux avec gentillesse et humour. Une histoire de mœurs familiales par le western de l'histoire et qui cavale dans le monde décapé des adultes comme dans un merveilleux terrain d'aventures.

F. G.

★ LES MIROIRS D'ARCHIMEDE, de Jean Rambeau, Belfond, 206 p., 49 F. Signalez la réédition d'un autre récit de Jean Rambeau : *Écriture Annuel* et l'insurrection provinciale de 1851, aux Editions d'aujourd'hui (83120 Plan-de-la-Tour, Var).

A l'écoute des derniers nomades

Dans la langue des tribus Regs, le mot mort se dit errance, le désert est synonyme de nomadisme et de solitude dangereuse. L'amour, brutal, voilé, se dit assouvissement. Forcé dans la persistance et la révolte, les Regs se veulent symbole de résistance : « ce qui ne pille pas, ce qui ne peut briser ». Mais leur histoire est celle de tous ces nomades du Sahel que l'histoire abandonne et condamne à l'extinction après de nouvelles formes d'asservissement.

Dans le premier roman d'Alban Eghbal, le narrateur, une Iranaïenne, se rend dans le désert pour éclaircir le mystère d'Alison, sa sœur jumelle, qui avait rejoint les Regs, possédée par le désespoir. Ce livre se donne comme un journal où les notions ethnologiques se mêlent aux confidences intimes et aux rêves étranges de personnages quasi mythiques.

La tribu est en proie à la tradition, laquelle comporte beaucoup de violence - et au démantèlement imposé par l'Etat néo-colonial, sous-produit d'un certain Occident. Mais les Regs sont aussi menacés par le « Parti de Dieu », qui instaure la terreur, et instaure la délation dans le pays.

Auparavant de son enfance et de sa langue iraniennes, avouées par le beau des sables, la narratrice voudrait se trouver une identité d'adoption, parmi les gens de la tribu. Elle aura une complicité ambiguë avec Zahou, l'ancienne prostituée, vivra un amour fou avec son frère Khalil, l'homme voilé, défenseur de la tradition. Elle écoutera, ainsi, les commentaires de visionnaires et de philosophes, les deux pilliers qui soutiennent debout la tribu malgré la trahison de certains et la terreur dominante. Ils sont la ruse et la mémoire, les dernières figures de la résistance dans la dignité.

Coupée, à l'âge de cinq ans, de sa langue maternelle pour être exilée en France par un père autoritaire, loin de l'Iran et de l'enfance, Alsanah Eghbal cherche ses mots dans les paroles des derniers nomades.

★ La langue française ? Je ne la sais pas, dit-elle, comme une langue étrangère... Mais elle n'a dit l'impossible, et je n'ai pas eu le temps de le lui dire. Et c'est dans cette langue que j'écris pour régler mes comptes.

Ce roman étrange, toulé, riche, est à l'image de cette jeune femme prise de vertige parce qu'elle s'est mise à la recherche de son double, elle-même et quelqu'un d'autre - entrée par le désert, et ramène enfin à la réalité, triste et écorchée, où l'errance est intérieure, dans un appartement parisien.

TAHAR BEN JELLOUN.
★ L'ESPÈCE ERRANTE, d'Alsanah Eghbal. Grasset, 286 p., 75 F.

Récits

Les fantômes de Gilbert Lascoult

La parution simultanée de deux ouvrages de Gilbert Lascoult nous permet de mieux appréhender l'univers fantastique de ce conteur.

Encyclopédie des *Épaves* est un recueil de récits de la vie et de coutumes d'une civilisation en pleine décadence. Dans un mystérieux pays qui, depuis près de quatre mille ans, se désagrége comme la toile pourrie d'une tarantule, des juristes proposent des plans pour « développer la médecine » et la lutte entre les indigènes. On s'efforce de servir de l'empereur obéissant docilement aux ordres d'un « ministre des postes et catéchismes ». Quant au chef des policiers, un cœur tendre, il se fait appeler dans l'intimité : « bonhomme sympathique » et « tarantule raffiné ».

L'auteur nous laisse libre de reconnaître le ou les dieux qui ont servi de modèles à cette aimable allégorie sur les plaisirs du pouvoir.

Dans *Marmottes à l'impair*, Gilbert Lascoult ambitionne de nous révéler « la délectation des mensonges, l'espérance des ruses, la volupté des trahisons, fautes et complots ». Pour ce faire, il met en scène des marmottes, des vampires, des brigands et des prophètes qui s'entassent à la crèche.

PIERRE DRACHLINE.
★ ENCYCLOPÉDIE AÉRÉE, de Gilbert Lascoult. Ed. M. Nadeau-Puyrre, 134 p., 67 F.

★ MARMOTTES À L'IMPAIR, de Gilbert Lascoult. Ed. M. Nadeau-Puyrre, 134 p., 67 F.



Portrait de Catherine Lépront par Bénédicte CLEVER.

L'action, l'intrigue, le mystère, tout est censé servir le souci de l'auteur, qui a voulu construire, comme un opéra, une œuvre où tout est post des le prologue. Plus c'est construit, plus c'est serré, plus on est libre, dit-elle. Dans sa écriture de phrases courtes, de rigueur, d'économie de mots et d'effets, elle marque sa préférence pour l'art de la suggestion.

Il n'y a sans objet de s'évertuer à résumer l'œuvre de Gilbert Lascoult, de sa fille qui ne peut dire rien de son père, du neveu musicien, de l'idiot, du biographe, de ceux du village de Nozao et des autres. Mais de la hiérarchie Sarah Kila, qu'on voit peu mais qui est toujours là, tant elle se déplace, tant elle intrigue, par son maquillage et son attirail de comédie. Il serait vain de vouloir masquer la vaine Louise, « clé » de ce où l'on demande sans qui existe, qui est rêvé, qui parle, qui raconte, qui...

Les réponses multiples, équivoques : « C'est tout mélangé ».

tenue - à un... réserve - tantum envers un... Son enfance, c'est - une image qui... mystérieuse, celle de l'enfant qui lit - elle évoque... de lecture, les milliers de... du grand-père, à l'insatiable - et... mis sur certains d'entre eux - provocation à la délinquance - « Bien sûr, à quatorze ans, on ne comprend pas Kafka, Faulkner, cela imprègne, de manière plus importante que le visage d'un père, d'une mère. »

La passion pour la... l'a pas éloigné de... mathématiques, au contraire, surtout les thématiques modernes, introduites... l'enseignement en 1966, extraordinaire système analogique et métaphorique. Autant le triangle... était une figure formelle, autant les ensembles et sous-ensembles ouvrent quelque chose, des perspectives relationnelles qui paraissent chargées d'espoir, bien que je sois profondément désespérée.

« Programmée » pour être médecin, Catherine décide, à dix-neuf ans, de gagner sa vie et sera infirmière. Elle fera ce métier, pendant treize ans. Elle y a renoncé voilà sept ans d'avoir - tout le temps pour écrire - et par une de ces coïncidences qui contredisent les désirs de rationalité, elle a appris, le jour même de cette résolution, que le *Tour du domaine* était accepté par l'éditeur.

Pour évoquer son nouveau métier, elle garde sa simplicité : « Je ne sais que ce que c'est un boulot. J'en envoie un manuscrit... on envoie un curriculum vitae. C'est dé-dramatisé. Quand on est trop jeune, on ne finit pas ses livres. On n'a pas... d'esprit de synthèse, on n'est pas assez rigoureux. Un n'a rien de la modestie de finir un livre, on ne sait pas qu'écrire est une conduite ordinaire et recherche du plaisir et du... inconfort. »

Catherine Lépront dit, en relisant, que l'on n'entend plus

MAISON DE L'IRAN
DERNIERS JOURS
55,5% SUR
ARTISANAT ET
TAPIS
IRAN-ORIENT
241.44.90
43, Champs-Élysées, 8°
ouvert même dimanche

VILLE DE PARIS
Ouverture le 13 septembre
bibliothèque de la fontaine
spéciale pour la jeunesse
91, rue... (7°) - les Halles
PRÉT GRATUIT

مكتبة الأمل

Le fantôme de Tatiana

GENEVIÈVE BRISAC.

(1) Jacques Baynac a publié notamment *La Terreur sous Louis* (Ed. du Sagittaire, 1975), et *Alger* (Laffont, 1978).

la pensée universelle

Le Monde de la MUSIQUE

Recherche
manuscripts
tous genres
pour édition sérieuse
(pas de poésie)
Écrire : M. MERLIN
rue Charles-Gérôme
92877 DOMPAIRE

الحمد لله

INFORMATIONS « SERVICES »

eh
L'E.F.T. prépare B.T.S. TOURISME
(Accueil - Production - Distribution) Bac au Niveau Terminale
ENSEIGNEMENT : **FRANÇAIS** et **TOURISME**
Enseignement technique supérieur privé
4-6, rue Michel-de-Bourges - 75020 Paris
Tél. 370.38.32

L'astrolabe
menu à 130 F (sc)
et "Grand Trian" dîner au "mandellés" • piano •
Chef de cuisine : Serge Bonis
40, rue La Perouse - 75116 Paris
500.83.47
fermé samedi, dimanche et jours fériés
Salons jusqu'à 20 personnes
Parking facile

willy hairline
Service Coiffure
Les lève-tôt Les couche-tard
Mardi Mercredi 8 h à 20 h
Jeudi Vendredi
Lundi Samedi 9 h 30 à 18 h
10, rue des Pyramides 75001 PARIS
260-63-68 260-45-59

VIVRE A PARIS Tous en survêtement

La mairie de Paris offre aux habitants de la capitale la possibilité de faire gratuitement du sport. A partir du 18 septembre, les Parisiens, quelque soient leur âge et leur degré d'entraînement, pourront entretenir leur forme en participant aux séances de « sport-nature » qui auront lieu dans les parcs, jardins et bois, chaque dimanche, à 9 h 30, 10 h 15 et 11 heures, sous le contrôle d'un moniteur.

Jeunes, adultes et personnes âgées peuvent suivre un cycle trimestriel de yoga, à raison d'une séance d'une heure par semaine, dans les gymnases de treize arrondissements de la capitale.

Les jeunes de dix à quinze ans pourront, tous les mercredis à partir du 14 septembre, s'initier à des disciplines sportives très diverses : athlétisme, badminton, escrime, gymnastique, handball, hockey, hockey sur patins, natation, rugby, tennis, tennis de table, tir à l'arc et volley-ball. Chaque mercredi après-midi, des séances d'initiation à

voile et au canot-kayak est ouvert, à Choisy-le-Roi, aux jeunes titulaires du diplôme de natation Trifon-2. Enfin, le centre d'initiation sportive golf poursuit ses activités chaque mercredi après-midi.

Pour les jeunes moins de douze ans, qui ne sont pas déjà inscrits dans une association, des centres de perfectionnement sportif s'ouvrent. Ils pourront s'y former à la pratique d'une spécialité de leur choix avant de songer à la compétition. Dès le 21 septembre, le mercredi, de 9 heures à 10 heures, les quatre types de nage dans six piscines de la capitale.

Tous l'année, sport et la carte à titre individuel : une redonne 8 F par mois donne accès aux saunas en plein air des horaires réservés aux associations sportives et aux écoles.

Pour toutes ces possibilités, renseignements à Allô-sports, mairie de Paris, 276-54-54, ou 10 h 30 à 17 h du lundi au jeudi, et de 10 h 30 à 18 h le vendredi.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3538
1 2 3 4 5 6 7 8 9

I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Des gars des eaux. - II. Point stratégique. - III. une botte. - IV. Vaurien. Symbole chimique. - V. Réclamé par un chanteur. - VI. Ne sont donc pas près d'être leur fonction. - VII. Beaucoup gratter pour en retirer peu d'argent. - VIII. Fait passer la main entre la Chine et l'U.R.S.S. Encre à titre et à l'usage. Partisan de la limitation de vitesse. - IX. Sujet du philo. Se prend par besoin. - X. une poule. - XI. jours de la semaine. Couche de glace. - XII. Avoir d'une femme. - XIII. Se trouve donc au plus bas ou au plus haut. - XIV. Asteint le monde. L'argent de l'amour ou l'amour de l'argent.

VERTICALEMENT
1. Travailleuse de forces. - 2. Mit en relation. - 3. Stoppe la progression. - 4. « Moitié » de lapin. Cité provençale. - 5. Est donc incapable du moindre geste. - 6. Code postal. Ligne en dérangement. - 7. Fouillée par des mains expertes. - 8. Coup de main qui n'est plus un coup dur. - 9. Les font donc aucun progrès. Mauvaise mère. - 10. Séparation qui ne se passe généralement pas sans heurts.

Solution du problème n° 3537
Horizontalement
I. Narcisses. - II. Etiologie. - III. Clé. Lias. - IV. Raconner. - V. Os. Ag. Ana. - VI. Eviers. - VII. Op. Arché. - VIII. Gel. Mulet. - IX. Ur. Mutila. - X. Mutila. - XI. Serré.

Verticalement
1. Nécrologues. - 2. Atlas. Perte. - 3. R. Av. - 4. Co. Cava. Min. - 5. Hlogisme. - 6. Sol. Ecurie. - 7. Sganarelle. - 8. Blavet. - 9. Se. R. Etna. - GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 17 SEPTEMBRE
- Musée du Louvre. 10 h 30 et 15 heures.
- Musée national du Jeu de paume. 15 heures (Caisse nationale des monuments historiques).
- Le château de Vaux-le-Vicomte. 13 heures, place de la Concorde, grille des Tuileries.
- La Salpêtrière. 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital (Arcus).
- La Place Dauphine et l'Île de la Cité. 10 h 30, Pont-Neuf, statue Henri IV (M. Bouchard).
- Aquarelles françaises. 10 h 30, musée du Louvre (M. Canen).
- Palais-Royal et abords. 15 heures, 1, rue de Richelieu (M. Carayon).
- Hôtels de la rue du Bac. 15 heures, devant Saint-Thomass-d'Aquin (M. Ferrand).
- Thermes romains et gothiques. 15 heures, métro Saint-Sulpice (Histoire et archéologie).
- L'Opéra. 13 h 30, entrée (P. Y. Jaisot).
- Palais-Dauphine. 10 h 30, entrée Nord-Dauphine (Paris autrefois).
- Les arènes de Lutèce. 15 heures, métro Jussieu (Paris et son histoire).
- Couvent des carmes et son jardin. 15 heures, métro Saint-Sulpice (Réserve de la ville).
- Hôtel de La Haye. 15 heures, 2, place du Palais-Bourbon (Tourisme culturel).
- Le Marais. 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux-Paris).

DIMANCHE 18 SEPTEMBRE
- Château de Versailles. 9 h 45, château (Caisse nationale des monuments historiques).
- Égypte ancienne. 11 heures, musée du Louvre (Approche de l'art).
- Saint-Julien-le-Pauvre et Saint-Séverin. 13 heures, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre (Arcus).
- Jardins du Palais-Royal. 15 h 15, 6, rue de Valois (M. Barbier).
- L'Opéra. 13 h 30, hall (M. Bouchard).
- Port-Royal de Paris. 15 h 30, 123, boulevard Port-Royal (M. Canen).
- L'Île de la Cité. 10 h 40, 2, place Dauphine (M. Carayon).
- Rue d'Anjou. 15 heures, avenue Deslert-Rocheval (M. Ferrand).
- Les salons du Palais-Royal. 10 h 30, place du Palais-Royal (Paris et son histoire).
- Le Marais. 15 heures, métro Saint-Paul (Réserve de la ville).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 18 SEPTEMBRE
60, boulevard Lator-Maubourg, M. Brunfeld, 14 h 30 : « Le Pakistan inconnu » ; 16 h 30 : « Israël connu et inconnu ».

Cerruti habille l'exploit.



J. Connors : 5 fois vainqueur à Flushing Meadow.



CERRUTI 1881 SPORT

La ligne Cerruti 1881 Sport est en vente dans 150 points de vente à la boutique Cerruti, 27 rue Royale, Paris.

EN BREF

BIENFAISANCE

DEUX CENTS ENFANTS HANDICAPÉS VOUS ATTENDENT. - Pourquoi ne pas consacrer quelques heures disponibles pendant le samedi ou le week-end à garder un handicapé au domicile familial ou à l'accompagner dans un centre spécialisé ?

Ces interventions peuvent se faire régulièrement ou en dépannage. Auparavant, les volontaires suivent une courte session de formation, comprenant six conférences (l'après-midi ou en soirée), réparties sur un mois. La prochaine aura lieu au début d'octobre.

Près d'un millier de personnes interviennent à Paris, mais plus de deux cents familles sont en attente d'un volontaire.

Les volontaires pour enfants handicapés (VEH), fondation Claude Pompidou, 42, rue de Valenciennes, 75001 Paris. Tél. : 508-45-15.

COURS DE LANGUE

L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE LANGUE ÉTRANGÈRE (A.P.L.E.) propose deux stages intensifs destinés à des débutants. En trois week-end consécutifs, ils permettent aux participants de passer, en fin de stage, en deuxième année l'un des points d'enseignement du baccalauréat dans la région parisienne.

A.P.L.E., 24, avenue Saint-Marc, 91300 Massy. Tél. : 011-49-97 ou 605-89-67.

LOISIRS

RALLYE PÉDESTRE A PARIS. - Le Montmartre Animation Jeunesse organise, le samedi 17 septembre, de 10 h à 12 h, dans l'arrondissement de la basilique du Sacré-Cœur, un rallye en dix étapes sur les chemins de Montmartre. Premier prix : une semaine aux Bâilares pour deux personnes.

A. P. L. E., 24, avenue Saint-Marc, 91300 Massy. Tél. : 011-49-97 ou 605-89-67.

LE-DE-FRANCE EN FÊTE

Les foraines, expositions, spectacles de rock et de variétés, tables rondes, concours de tennis et de boxe, un bal, Mergency, dans le Val-d'Oise.

sera, le 17 et dimanche 18 septembre, le théâtre d'une animation dont le but est d'inciter les municipalités à recruter des fêtes locales.

POUR DE MEILLEURES PHOTOS

- Créé par la Ville de Paris, l'Atelier de l'Image du lycée Henri-IV organise pour l'année 1983-1984 un stage de perfectionnement photographique.

Les cours débutent le 17 octobre et comportent une section « laboratoire » et une section « prise de vues » animées par de grands photographes. Les candidats à l'une ou l'autre des sections doivent déposer, avant le 19 septembre à Paris-Audiovisuel, un dossier comprenant une vingtaine de photographies. Le prix du stage est de 700 francs pour l'année.

Paris-Audiovisuel, 44, rue de Clugny, 75006 Paris.

PRESSE

LES STAGES DU C.I.M.

- Le Centre d'information sur les médias (C.I.M.), rattaché au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (C.F.P.J.), organise deux séries de stages pendant l'année scolaire 1983-1984. D'une part, des sessions destinées aux rédacteurs de journaux d'entreprises, d'associations et de municipalités autour de trois thèmes : les techniques rédactionnelles du journalisme, la mise en page et la photographie. Une autre série de stages s'adresse à un public plus large, notamment aux chargés de relations publiques ; ils sont consacrés à la découverte de la presse et à l'apprentissage des techniques de rédaction de communiqués, aux dossiers de presse etc. Un programme spécial est proposé au personnel des imprimeries intégrées, couvrant tous les stades de la fabrication.

Les cours se déroulent sous forme de sessions intensives de trois jours à quatre semaines ou de cours hebdomadaires, ils sont animés par des journalistes. Programme sur demande au C.I.M., 33, rue du Louvre, 75002 Paris, tél. : 508-86-71.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 15 septembre à 0 heure et le vendredi 16 septembre à minuit.

Après un début pluvieux et orageux, le vent va tourner à l'ouest apportant de l'air instable plus frais. Une ligne de grains traversera le pays d'ouest en est.

Vendredi : matinée très nuageuse avec pluies et orages sur le Sud-Est et la Corse. Sur toutes les autres régions le ciel sera très nuageux, le temps humide mais les pluies rares et peu durables.

Au cours de la journée, le mauvais temps du Midi s'éloignera vers la Méditerranée. En revanche, une ligne d'averses bien organisée et assez fortes abordera la Bretagne le matin progressant vers les régions de l'intérieur au cours de la journée pour passer sur Paris à la mi-journée. Elle atteindra le Languedoc, la région lyonnaise, le nord des Alpes et les Vosges en soirée.

L'après-midi, sur la moitié nord-ouest, ciel plus variable avec averses plus espacées et moins violentes.

Les températures du début de matinée seront comprises entre 12 et 15 degrés. L'après-midi le thermomètre s'indiquera pas plus de 17 à 22 degrés du nord au sud.

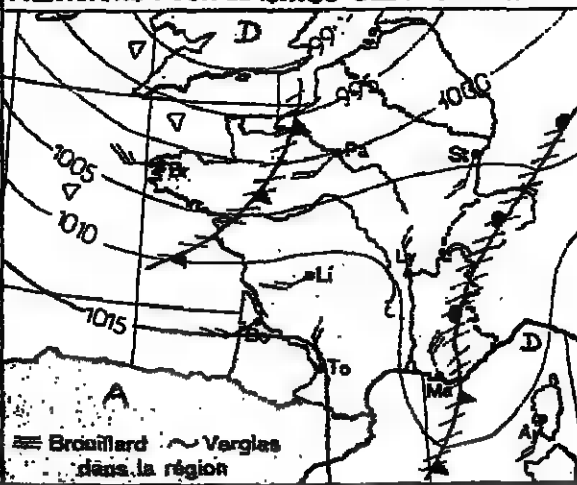
Le vent de sud-ouest puis d'ouest soufflera assez fort. Le matin, vent de nord-ouest sur la vallée du Rhône.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer soit à Paris, le 15 septembre 1983 à 8 heures, de 1 005,1 millibars, soit 753,9 millibars de mercure.

SITUATION LE 15.09.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 16.9.83 DÉBUT DE MATINÉE



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 septembre, le second le minimum de la nuit du 14 septembre au 15 septembre) : Ajaccio, 25 et 13; Biarritz, 23 et 15; Bordeaux, 25 et 13; Bourges, 24 et 14; Brest, 17 et 13; Caen, 21 et 13; Chambour, 24 et 14; Clermont-Ferrand, 27 et 17; Dijon, 22 et 14; Grenoble, 27 et 17; Lille, 17 et 15; Lyon, 25 et 19; Marseille-Marinade, 24 et 20; Nancy, 21 et 12; Nantes, 20 et 16; Nice-Côte d'Azur, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 19 et 12; Pau, 26 et 15; Perpignan, 23 et 17; Rennes, 19 et 13; Strasbourg, 23 et 11; Tours, 23 et 16; Toulouse, 27 et 19; Poitiers-Poitou, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 18 degrés; Amsterdam, 17 et 15; Athènes, 32 et 22; Berlin, 17 et 14; Bonn, 17 et 11; Bruxelles, 19 et 15; Le Caire, 34 et 21; Les Canaries, 26 et 21; Copenhague, 16 et 11; Dakar, 31 et 27; Djibouti, 28 et 20; Genève, 24 et 14; Jérusalem, 31 et 19; Lisbonne, 28 et 17; Londres, 19 et 14; Luxembourg, 19 et 15; Madrid, 31 et 14; Moscou, 21 et 12; Nairobi, 30 et 12; New-York, 19 et 16; Palma-de-Majorque, 27 et 15; Rome, 25 et 12; Stockholm, 17 et 11; Téhéran, 34 et 22; Ténis, 27 et 21.

(Document établi sur le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 15 septembre :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 24 janvier 1981 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires des services actifs de la police nationale.

● Modifiant certaines dispositions du code du service national.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la répartition du prélèvement opéré sur le fonds de garantie des services de l'épargne.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TRANCHE DES CHAMPIGNONS

Tirage N° 56 du 14 septembre 1983

TERMINAIS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMINAIS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	337 1 101 18 591	500 2 000 10 000	6	376 756	600 600
2	332 442 37 102	500 500 10 000	7	67 207 1 437 2 137	200 500 2 000 2 000
3	513 503 9 053	500 500 2 000	8	05 208 368 518 0 148 22 108 37 808 88 818	200 700 500 500 2 000 10 200 10 200 10 000
4	04 13 784 19 094 56 164	200 500 10 000 10 000	9	089 559 0 509 7 139 063 519	500 500 2 000 2 000 1 000 000
5	5 05 125 173 2 305 45 355 158 255	100 200 500 600 2 000 10 000 4 000 100	0	580 6 650 56 030	500 100 2 000 10 000
6	046	100 000			

PROCHAIN TIRAGE LE 21 SEPTEMBRE 1983

TRANCHE DE SEPTEMBRE DES STERES DU ZODIAQUE 8 BAC L'ETAP (Vespas)

7 11 15 27 33 44

NUMERO COMPLEMENTAIRE 32

ARLEQUIN

RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 10

DU 11 SEPTEMBRE 1983

Les numéros à payer sont indiqués pour chaque catégorie par un chiffre entier

40

Tous les billets terminés par 4 gagnent 20 F dans toutes les séries

Tous les billets terminés par 04 gagnent 200 F dans toutes les séries

Tous les billets terminés par 40 gagnent 500 F dans toutes les séries

Numéros gagnants dans toutes les séries

Sommes à payer

178

0178 1178 2178 3178 4178 5178 6178 7178 8178 9178

0287 1287 2287 3287 4287 5287 6287 7287 8287 9287

0718 1718 2718 3718 4718 5718 6718 7718 8718 9718

0781 1781 2781 3781 4781 5781 6781 7781 8781 9781

0817 1817 2817 3817 4817 5817 6817 7817 8817 9817

0871 1871 2871 3871 4871 5871 6871 7871 8871 9871

0899 1899 2899 3899 4899 5899 6899 7899 8899 9899

0909 1909 2909 3909 4909 5909 6909 7909 8909 9909

0950 1950 2950 3950 4950 5950 6950 7950 8950 9950

0960 1960 2960 3960 4960 5960 6960 7960 8960 9960

0990 1990 2990 3990 4990 5990 6990 7990 8990 9990

Sommes à payer

3791

1379 10 000 2 000 7198 10 000 2 000

1387 10 000 2 000 7193 10 000 2 000

1738 10 000 2 000 7218 10 000 2 000

1783 10 000 2 000 7261 10 000 2 000

1837 10 000 2 000 7913 10 000 2 000

1873 10 000 2 000 7937 10 000 2 000

2197 10 000 2 000 9172 10 000 2 000

2719 10 000 2 000 9371 10 000 2 000

2791 10 000 2 000 9371 10 000 2 000

2917 10 000 2 000 9371 10 000 2 000

2971 10 000 2 000 9371 10 000 2 000

PROCHAIN ARLEQUIN LE 28 SEPTEMBRE 1983 - TIRAGE TELEVISE A 19 h 50

PROMOTION

A NEW-YORK

« Fête de France » en fanfare

De notre envoyée spéciale

New-York. — Coup d'envoi officiel, le mardi 13 septembre à New-York, de l'opération « Fête de France », qui, durant deux semaines, verra une gamme importante de produits français être présentée au public américain dans les rayons de la chaîne de magasins Bloomingdale's, qui préside M. Marvin Traub (le Monde du 15 septembre). M^{me} Edith Cresson, ministre du Commerce extérieur et du Tourisme, participait mardi soir au gala organisé au théâtre de la Fondation Claude-Monet, à Giverny, où elle a ainsi sur la scène internationale française, partie à l'assaut de la mode de consommation d'outre-Atlantique.

A l'honneur, la mode couturiers et des créateurs : le vin il Ricci en passant par Christian Dior, Givenchy, Ungaro, Lanvin et Saint-Rémy. En mode masculine, les griffes citadines comprennent notamment Montblanc et Mugler; Yves Saint-Laurent habillant ici les lycéens.

Mais la Fête de France, c'est aussi la France du parfum avec des flacons identifiés par Guerlain, Lanvin, Chanel et Chanel, entre autres, les deux flacons identifiés par Lanvin, dont l'un est un flacon de parfum, l'autre un flacon de lotion. En 1935, deux flacons de Lanvin se retrouvent dans les rayons de la chaîne de magasins Bloomingdale's à New-York.

Le succès de l'ampleur de la manifestation new-yorkaise, l'impact de l'opération « Fête de France » sur le commerce américain, puisque elle se développe dans les quatre-vingt-neuf États-Unis — de Boston à Washington — sont sans doute à Dallas, le 9 septembre prochain. Le créneau de Bloomingdale's est consacré à la mode de la semaine et à la mode de la semaine. Bloomingdale's prévoit un volume de 21 millions de dollars.

NATHALIE MONT-SERVAN.

(Lire page 28 le point de vue de M^{me} Edith Cresson.)

Comment trouver et bien choisir vos collaborateurs directs :

Bernard Krief révèle en séminaire ses secrets de chasseur de têtes.



Venez, vous aussi, tout comme les participants qui l'ont expérimenté profiter de ce séminaire pratique et original : voici ce qu'ils en disent : « Il s'agit d'une journée-formation qui enrichit sur tant de rencontres-bavardage », « recommandable par sa qualité et son pragmatisme », « c'est une bonne remise en ordre du processus de recrutement », « les méthodes sont variées même en dehors de la fonction de chasseur de têtes ». 81 % des participants déclarent en avoir fait une réflexion sur leur façon de travailler, 78 % jugent le séminaire bon, 96 % ont trouvé les aides écrites et audiovisuelles efficaces, 99 % considèrent le programme de la journée bien conçu. Il s'agit d'une journée de travail intensif dans un but réflexif (grâce aux exposés théoriques qui fondent notre méthode) mais surtout de formation pratique : vous recevrez de nombreux conseils concrets et des modes opératoires détaillés. Inscrivez-vous dès aujourd'hui : le nombre de places est limité, la clôture des inscriptions intervenant sans préavis.

PROGRAMME

- 9 h 00
- Les six causes qui font qu'on ne trouve pas le bon candidat.
- Les quatre règles à suivre pour la préparation interne du recrutement.
- Stratégie de recherche :
- Comment identifier et trouver rapidement les « têtes » ?
- Sans publicité
- Avec publicité
- Comment intéresser quelqu'un au poste que vous devez pourvoir.
- Comment analyser un CV et une lettre de candidature.
- L'interview par téléphone (enregistrements)
- L'interview vive voix
- (Lecture d'enregistrements vidéo d'interviews avec commentaires)

- Comment répondre aux questions suivantes :
- La candidature est-elle solide ? (risque de désistement).
- Quelle est la psychologie de l'interviewé ?
- Comment déceler le « bluff » ?
- Réussira-t-il dans le poste ?
- « Compréhension » de psychanalyse et de psychologie appliquée.
- Les trois notions qui aident à comprendre un interlocuteur.
- Comment vérifier les références et obtenir qu'on vous les donne franchement ?
- Critères de la décision finale
- Quatre règles pour faciliter l'intégration du nouveau venu.
- Questions et débat.
- 17 h 30 Entretiens personnalisés.
- 18 h 30 Fin des travaux.

Lyon : 18 Octobre 1983 ■ Paris : 4 Octobre 1983 - 17 Janvier 1984 - 20 Mars 1984 - 14 Juin 1984 ■

Inscrivez-vous auprès de **BERNARD KRIEF CONSULTANTS** 115 rue du Bac 75007 Paris. Tél. : 544 38 29, poste 469 (organisme de formation agréé). Prix 5 150 F HT par personne soit 6 107,90 F TTC.

BULLETIN DE RESERVATION

Nom : _____ Société : _____ Fonction : _____

Adresse : _____ Tél. : _____

Réserve _____ place(s) pour le séminaire « BERNARD KRIEF REVELE SES SECRETS DE CHASSEUR DE TÊTES »

du _____ Je suis intéressé, mais il y a une autre date (de préférence) : _____

Ci-joint un chèque 6 107,90 F TTC

هكذا من الاجل

(1) Le jury est présidé par Manuel Rosenbal, appelé à la suite du décès d'Isor Markevitch.

SPECTACLES

THÉÂTRE

« COMMENT MYRIAM UNE MÈRE JUIVE EN SIX LÉVRES »

Histoire de père

Dix leçons pour devenir une mère juive, c'est beaucoup. L'art de culpabiliser son entourage, de l'insulter par excès d'attention et de soins est l'un des plus répandus. Il n'est pas nécessaire d'être juive ni mère pour être une mère juive, dit Dan Greenberg, auteur du petit livre traduit et adapté pour la scène par Paul Fuchs, où les dessins de Wolinski complètent plus qu'ils n'illustrent le mythe, réduit à un stéréotype : un contour que chacun peut colorier à sa façon.

A la Gaîté-Montparnasse, la mise en scène de Tootie Masson est mille. Tout repose sur les réminiscences personnelles des spectateurs et sur les acteurs : André Valardy mène le jeu avec finesse et vivacité. Marthe Villalonga est la mère. Elle a de l'habileté, mais elle vient d'Afrique du Nord, et la mère en question de Pologne. Question de climat, mentalité, c'est tout. Marthe Villalonga n'est pas assez viscéralement dramatique. Elle s'ennuie de son jeu. Une mère polonaise vit le drame perpétuel. Le mot de sa vie est : elle ne fait pas la malade, elle est malade.

La différence entre une mère juive polonaise et une mère méditerranéenne, une mère marseillaise, avec toute femme fabriquée par une société qui ne lui laisse d'autre responsabilité que celle de la famille, est dans la manière dont cette responsabilité devient pouvoir, la manière dont la mère réduit le père à une présence silencieuse, songeuse, poétique, assurée ici avec une sensibilité étonnante par Dominique Bernard. C'est le père qui fait le « yiddish mama », et c'est votre propre chanson qui vous fera rire, ou non.

COLETTE GODARD
* Gaîté-Montparnasse, 20 h 15.

« Mademoiselle Julie »

de Jean-Paul Rousillon

Jean-Paul Rousillon ne se gêne pas la nuit en scène de « Mademoiselle Julie » au Théâtre Edouard-Vaillant. Il se refuse à faire répéter Niels Arstrop et Isabelle Adjani. Celle-ci l'avait choisi, après avoir joué à Claude Miller, parce qu'elle avait joué Agnès de l'Ecole des femmes sous sa direction, à la Comédie-Française.

Mais le temps passe, et Niels Arstrop travaillait pour la première fois avec Jean-Paul Rousillon. Apparemment, le courant n'est pas passé. Devenu pour l'incompétence d'un auteur, les répétitions commencent sous le regard de la directrice. Claude Benedetti, comédienne Claude Benedetti... On voit des gens qui vont et viennent. On pense reconnaître Jacques Spiesser. Personne, en tout cas, ne signera à la place de Jean-Paul Rousillon.

Comme la location couvre déjà l'ensemble des représentations, donc le nombre est limité à quatre-vingt-dix, tout doit être mis en œuvre pour ne pas reculer la date de la première, prévue le 20 septembre. — C. G.

■ Ester de Mère épouse à Rhénus, ville natale de Fédor, le 25 septembre au 3 octobre, un hommage intitulé « Fédor de la mémoire », où sera projetée toute l'œuvre du classique, en sa présence.

■ Suzanne Fren et André Bolland, membres de la commission des avances sur recettes, viennent de démissionner. Ils sont remplacés par Danielle Heymann et Marc Gracchiani.

■ Une équipe de plongeurs français et égyptiens a récemment retrouvé dans la baie d'Aboukir, à Port d'Alexandrie, le navire-entrepôt l'Orion qu'utilisa Napoléon Bonaparte lors de l'expédition d'Égypte. Ce vaisseau, qui comportait trois ponts où pouvaient tenir mille hommes, avait été construit par Nelson lors de la première bataille d'Aboukir en 1798.

Depuis le mois de juillet

CINEMA INTERDISCIPLINAIRE

THEATRE et VIE

7 films

pour apprendre et vivre le théâtre avec Antoine Vitez et ses élèves, dans une nouvelle forme cinématographique, au Studio Bertrand, (7^e). Début à 14 h, sam, 24 septembre au cinéma.

29, rue du Général-Bertrand, Tél. : 783-64-66, métro Dorcé.

Pour les renseignements concernant l'ensemble des programmes des « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

281-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Judi 15 septembre

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CINQUANTE MINUTES D'ATTENTE - Les Tempeliers (278-91-15), 20 h 30.
THÉÂTRE D'OMER DE PÉRI - Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30.
LE Dîner bourgeois - Théâtre de la Pléiade (842-33-25), 20 h 30.
MEX, ROCKY - René Fallet (256-70-80), 20 h 30.
BALLE DE MATCH - Théâtre Montparnasse (222-08-40), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE - 20 h 30 : La Seconde Surprise de l'Amour ; la Colonne.
BOULEVARD (277-12-33) (Mar.) : Dantes ; 18 h 30 : La redoutable ; à 21 h : Solde minuscule ; 22 h 30 : Maysol. Châlon, Vélizy : 13 h : De far et de plaisir ; 16 h : San Clemente ; 19 h : Le Pays basque et sa liberté ; Préfèces ; 21 h : S. et F. Thémis.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 16 h : l'Archipel sans nom.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ASTIERE-THÉÂTRE (238-35-93), 20 h 30 : le Mélophane.
BASTILLE (374-41-41), 21 h : la Mère.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Paro France.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Fila.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue de la Comédie.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 heures : Mouri à Colosse.
ÉPIERIE (272-23-41), 20 h 30 : le Mono-plais.
ESPACE-GAITE (327-13-34), 20 h 30 : la Bonne Femme aux confins.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : Les Babes cadres ; 22 h : On fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE A. BOURVIL (373-47-84), 21 h : Les Dames de fer ; 22 h : Y'en a mar... et vous ?
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (07-48), 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : le Propriétaire.
THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : Tel et tes images.
THÉÂTRE PRÉSENT (200-45), 20 h 30 : l'Opéra du Quart-Sous.
UNION (770-90-94), 20 h 30 : le D66 géométrique (Mar.).
VARIÉTÉS (223-09-92), 20 h 30 : l'Ébriquette.

Les cafés-théâtres

AU BOC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tobi-Babou ; 22 h : Le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-44), 19 h 30 : Les Dames de fer ; 21 h 30 : Les Dames de fer ; 22 h 30 : Les Dames de fer ; 23 h 30 : Les Dames de fer ; 24 h 30 : Les Dames de fer ; 25 h 30 : Les Dames de fer ; 26 h 30 : Les Dames de fer ; 27 h 30 : Les Dames de fer ; 28 h 30 : Les Dames de fer ; 29 h 30 : Les Dames de fer ; 30 h 30 : Les Dames de fer ; 31 h 30 : Les Dames de fer ; 32 h 30 : Les Dames de fer ; 33 h 30 : Les Dames de fer ; 34 h 30 : Les Dames de fer ; 35 h 30 : Les Dames de fer ; 36 h 30 : Les Dames de fer ; 37 h 30 : Les Dames de fer ; 38 h 30 : Les Dames de fer ; 39 h 30 : Les Dames de fer ; 40 h 30 : Les Dames de fer ; 41 h 30 : Les Dames de fer ; 42 h 30 : Les Dames de fer ; 43 h 30 : Les Dames de fer ; 44 h 30 : Les Dames de fer ; 45 h 30 : Les Dames de fer ; 46 h 30 : Les Dames de fer ; 47 h 30 : Les Dames de fer ; 48 h 30 : Les Dames de fer ; 49 h 30 : Les Dames de fer ; 50 h 30 : Les Dames de fer ; 51 h 30 : Les Dames de fer ; 52 h 30 : Les Dames de fer ; 53 h 30 : Les Dames de fer ; 54 h 30 : Les Dames de fer ; 55 h 30 : Les Dames de fer ; 56 h 30 : Les Dames de fer ; 57 h 30 : Les Dames de fer ; 58 h 30 : Les Dames de fer ; 59 h 30 : Les Dames de fer ; 60 h 30 : Les Dames de fer ; 61 h 30 : Les Dames de fer ; 62 h 30 : Les Dames de fer ; 63 h 30 : Les Dames de fer ; 64 h 30 : Les Dames de fer ; 65 h 30 : Les Dames de fer ; 66 h 30 : Les Dames de fer ; 67 h 30 : Les Dames de fer ; 68 h 30 : Les Dames de fer ; 69 h 30 : Les Dames de fer ; 70 h 30 : Les Dames de fer ; 71 h 30 : Les Dames de fer ; 72 h 30 : Les Dames de fer ; 73 h 30 : Les Dames de fer ; 74 h 30 : Les Dames de fer ; 75 h 30 : Les Dames de fer ; 76 h 30 : Les Dames de fer ; 77 h 30 : Les Dames de fer ; 78 h 30 : Les Dames de fer ; 79 h 30 : Les Dames de fer ; 80 h 30 : Les Dames de fer ; 81 h 30 : Les Dames de fer ; 82 h 30 : Les Dames de fer ; 83 h 30 : Les Dames de fer ; 84 h 30 : Les Dames de fer ; 85 h 30 : Les Dames de fer ; 86 h 30 : Les Dames de fer ; 87 h 30 : Les Dames de fer ; 88 h 30 : Les Dames de fer ; 89 h 30 : Les Dames de fer ; 90 h 30 : Les Dames de fer ; 91 h 30 : Les Dames de fer ; 92 h 30 : Les Dames de fer ; 93 h 30 : Les Dames de fer ; 94 h 30 : Les Dames de fer ; 95 h 30 : Les Dames de fer ; 96 h 30 : Les Dames de fer ; 97 h 30 : Les Dames de fer ; 98 h 30 : Les Dames de fer ; 99 h 30 : Les Dames de fer ; 100 h 30 : Les Dames de fer ; 101 h 30 : Les Dames de fer ; 102 h 30 : Les Dames de fer ; 103 h 30 : Les Dames de fer ; 104 h 30 : Les Dames de fer ; 105 h 30 : Les Dames de fer ; 106 h 30 : Les Dames de fer ; 107 h 30 : Les Dames de fer ; 108 h 30 : Les Dames de fer ; 109 h 30 : Les Dames de fer ; 110 h 30 : Les Dames de fer ; 111 h 30 : Les Dames de fer ; 112 h 30 : Les Dames de fer ; 113 h 30 : Les Dames de fer ; 114 h 30 : Les Dames de fer ; 115 h 30 : Les Dames de fer ; 116 h 30 : Les Dames de fer ; 117 h 30 : Les Dames de fer ; 118 h 30 : Les Dames de fer ; 119 h 30 : Les Dames de fer ; 120 h 30 : Les Dames de fer ; 121 h 30 : Les Dames de fer ; 122 h 30 : Les Dames de fer ; 123 h 30 : Les Dames de fer ; 124 h 30 : Les Dames de fer ; 125 h 30 : Les Dames de fer ; 126 h 30 : Les Dames de fer ; 127 h 30 : Les Dames de fer ; 128 h 30 : Les Dames de fer ; 129 h 30 : Les Dames de fer ; 130 h 30 : Les Dames de fer ; 131 h 30 : Les Dames de fer ; 132 h 30 : Les Dames de fer ; 133 h 30 : Les Dames de fer ; 134 h 30 : Les Dames de fer ; 135 h 30 : Les Dames de fer ; 136 h 30 : Les Dames de fer ; 137 h 30 : Les Dames de fer ; 138 h 30 : Les Dames de fer ; 139 h 30 : Les Dames de fer ; 140 h 30 : Les Dames de fer ; 141 h 30 : Les Dames de fer ; 142 h 30 : Les Dames de fer ; 143 h 30 : Les Dames de fer ; 144 h 30 : Les Dames de fer ; 145 h 30 : Les Dames de fer ; 146 h 30 : Les Dames de fer ; 147 h 30 : Les Dames de fer ; 148 h 30 : Les Dames de fer ; 149 h 30 : Les Dames de fer ; 150 h 30 : Les Dames de fer ; 151 h 30 : Les Dames de fer ; 152 h 30 : Les Dames de fer ; 153 h 30 : Les Dames de fer ; 154 h 30 : Les Dames de fer ; 155 h 30 : Les Dames de fer ; 156 h 30 : Les Dames de fer ; 157 h 30 : Les Dames de fer ; 158 h 30 : Les Dames de fer ; 159 h 30 : Les Dames de fer ; 160 h 30 : Les Dames de fer ; 161 h 30 : Les Dames de fer ; 162 h 30 : Les Dames de fer ; 163 h 30 : Les Dames de fer ; 164 h 30 : Les Dames de fer ; 165 h 30 : Les Dames de fer ; 166 h 30 : Les Dames de fer ; 167 h 30 : Les Dames de fer ; 168 h 30 : Les Dames de fer ; 169 h 30 : Les Dames de fer ; 170 h 30 : Les Dames de fer ; 171 h 30 : Les Dames de fer ; 172 h 30 : Les Dames de fer ; 173 h 30 : Les Dames de fer ; 174 h 30 : Les Dames de fer ; 175 h 30 : Les Dames de fer ; 176 h 30 : Les Dames de fer ; 177 h 30 : Les Dames de fer ; 178 h 30 : Les Dames de fer ; 179 h 30 : Les Dames de fer ; 180 h 30 : Les Dames de fer ; 181 h 30 : Les Dames de fer ; 182 h 30 : Les Dames de fer ; 183 h 30 : Les Dames de fer ; 184 h 30 : Les Dames de fer ; 185 h 30 : Les Dames de fer ; 186 h 30 : Les Dames de fer ; 187 h 30 : Les Dames de fer ; 188 h 30 : Les Dames de fer ; 189 h 30 : Les Dames de fer ; 190 h 30 : Les Dames de fer ; 191 h 30 : Les Dames de fer ; 192 h 30 : Les Dames de fer ; 193 h 30 : Les Dames de fer ; 194 h 30 : Les Dames de fer ; 195 h 30 : Les Dames de fer ; 196 h 30 : Les Dames de fer ; 197 h 30 : Les Dames de fer ; 198 h 30 : Les Dames de fer ; 199 h 30 : Les Dames de fer ; 200 h 30 : Les Dames de fer ; 201 h 30 : Les Dames de fer ; 202 h 30 : Les Dames de fer ; 203 h 30 : Les Dames de fer ; 204 h 30 : Les Dames de fer ; 205 h 30 : Les Dames de fer ; 206 h 30 : Les Dames de fer ; 207 h 30 : Les Dames de fer ; 208 h 30 : Les Dames de fer ; 209 h 30 : Les Dames de fer ; 210 h 30 : Les Dames de fer ; 211 h 30 : Les Dames de fer ; 212 h 30 : Les Dames de fer ; 213 h 30 : Les Dames de fer ; 214 h 30 : Les Dames de fer ; 215 h 30 : Les Dames de fer ; 216 h 30 : Les Dames de fer ; 217 h 30 : Les Dames de fer ; 218 h 30 : Les Dames de fer ; 219 h 30 : Les Dames de fer ; 220 h 30 : Les Dames de fer ; 221 h 30 : Les Dames de fer ; 222 h 30 : Les Dames de fer ; 223 h 30 : Les Dames de fer ; 224 h 30 : Les Dames de fer ; 225 h 30 : Les Dames de fer ; 226 h 30 : Les Dames de fer ; 227 h 30 : Les Dames de fer ; 228 h 30 : Les Dames de fer ; 229 h 30 : Les Dames de fer ; 230 h 30 : Les Dames de fer ; 231 h 30 : Les Dames de fer ; 232 h 30 : Les Dames de fer ; 233 h 30 : Les Dames de fer ; 234 h 30 : Les Dames de fer ; 235 h 30 : Les Dames de fer ; 236 h 30 : Les Dames de fer ; 237 h 30 : Les Dames de fer ; 238 h 30 : Les Dames de fer ; 239 h 30 : Les Dames de fer ; 240 h 30 : Les Dames de fer ; 241 h 30 : Les Dames de fer ; 242 h 30 : Les Dames de fer ; 243 h 30 : Les Dames de fer ; 244 h 30 : Les Dames de fer ; 245 h 30 : Les Dames de fer ; 246 h 30 : Les Dames de fer ; 247 h 30 : Les Dames de fer ; 248 h 30 : Les Dames de fer ; 249 h 30 : Les Dames de fer ; 250 h 30 : Les Dames de fer ; 251 h 30 : Les Dames de fer ; 252 h 30 : Les Dames de fer ; 253 h 30 : Les Dames de fer ; 254 h 30 : Les Dames de fer ; 255 h 30 : Les Dames de fer ; 256 h 30 : Les Dames de fer ; 257 h 30 : Les Dames de fer ; 258 h 30 : Les Dames de fer ; 259 h 30 : Les Dames de fer ; 260 h 30 : Les Dames de fer ; 261 h 30 : Les Dames de fer ; 262 h 30 : Les Dames de fer ; 263 h 30 : Les Dames de fer ; 264 h 30 : Les Dames de fer ; 265 h 30 : Les Dames de fer ; 266 h 30 : Les Dames de fer ; 267 h 30 : Les Dames de fer ; 268 h 30 : Les Dames de fer ; 269 h 30 : Les Dames de fer ; 270 h 30 : Les Dames de fer ; 271 h 30 : Les Dames de fer ; 272 h 30 : Les Dames de fer ; 273 h 30 : Les Dames de fer ; 274 h 30 : Les Dames de fer ; 275 h 30 : Les Dames de fer ; 276 h 30 : Les Dames de fer ; 277 h 30 : Les Dames de fer ; 278 h 30 : Les Dames de fer ; 279 h 30 : Les Dames de fer ; 280 h 30 : Les Dames de fer ; 281 h 30 : Les Dames de fer ; 282 h 30 : Les Dames de fer ; 283 h 30 : Les Dames de fer ; 284 h 30 : Les Dames de fer ; 285 h 30 : Les Dames de fer ; 286 h 30 : Les Dames de fer ; 287 h 30 : Les Dames de fer ; 288 h 30 : Les Dames de fer ; 289 h 30 : Les Dames de fer ; 290 h 30 : Les Dames de fer ; 291 h 30 : Les Dames de fer ; 292 h 30 : Les Dames de fer ; 293 h 30 : Les Dames de fer ; 294 h 30 : Les Dames de fer ; 295 h 30 : Les Dames de fer ; 296 h 30 : Les Dames de fer ; 297 h 30 : Les Dames de fer ; 298 h 30 : Les Dames de fer ; 299 h 30 : Les Dames de fer ; 300 h 30 : Les Dames de fer ; 301 h 30 : Les Dames de fer ; 302 h 30 : Les Dames de fer ; 303 h 30 : Les Dames de fer ; 304 h 30 : Les Dames de fer ; 305 h 30 : Les Dames de fer ; 306 h 30 : Les Dames de fer ; 307 h 30 : Les Dames de fer ; 308 h 30 : Les Dames de fer ; 309 h 30 : Les Dames de fer ; 310 h 30 : Les Dames de fer ; 311 h 30 : Les Dames de fer ; 312 h 30 : Les Dames de fer ; 313 h 30 : Les Dames de fer ; 314 h 30 : Les Dames de fer ; 315 h 30 : Les Dames de fer ; 316 h 30 : Les Dames de fer ; 317 h 30 : Les Dames de fer ; 318 h 30 : Les Dames de fer ; 319 h 30 : Les Dames de fer ; 320 h 30 : Les Dames de fer ; 321 h 30 : Les Dames de fer ; 322 h 30 : Les Dames de fer ; 323 h 30 : Les Dames de fer ; 324 h 30 : Les Dames de fer ; 325 h 30 : Les Dames de fer ; 326 h 30 : Les Dames de fer ; 327 h 30 : Les Dames de fer ; 328 h 30 : Les Dames de fer ; 329 h 30 : Les Dames de fer ; 330 h 30 : Les Dames de fer ; 331 h 30 : Les Dames de fer ; 332 h 30 : Les Dames de fer ; 333 h 30 : Les Dames de fer ; 334 h 30 : Les Dames de fer ; 335 h 30 : Les Dames de fer ; 336 h 30 : Les Dames de fer ; 337 h 30 : Les Dames de fer ; 338 h 30 : Les Dames de fer ; 339 h 30 : Les Dames de fer ; 340 h 30 : Les Dames de fer ; 341 h 30 : Les Dames de fer ; 342 h 30 : Les Dames de fer ; 343 h 30 : Les Dames de fer ; 344 h 30 : Les Dames de fer ; 345 h 30 : Les Dames de fer ; 346 h 30 : Les Dames de fer ; 347 h 30 : Les Dames de fer ; 348 h 30 : Les Dames de fer ; 349 h 30 : Les Dames de fer ; 350 h 30 : Les Dames de fer ; 351 h 30 : Les Dames de fer ; 352 h 30 : Les Dames de fer ; 353 h 30 : Les Dames de fer ; 354 h 30 : Les Dames de fer ; 355 h 30 : Les Dames de fer ; 356 h 30 : Les Dames de fer ; 357 h 30 : Les Dames de fer ; 358 h 30 : Les Dames de fer ; 359 h 30 : Les Dames de fer ; 360 h 30 : Les Dames de fer ; 361 h 30 : Les Dames de fer ; 362 h 30 : Les Dames de fer ; 363 h 30 : Les Dames de fer ; 364 h 30 : Les Dames de fer ; 365 h 30 : Les Dames de fer ; 366 h 30 : Les Dames de fer ; 367 h 30 : Les Dames de fer ; 368 h 30 : Les Dames de fer ; 369 h 30 : Les Dames de fer ; 370 h 30 : Les Dames de fer ; 371 h 30 : Les Dames de fer ; 372 h 30 : Les Dames de fer ; 373 h 30 : Les Dames de fer ; 374 h 30 : Les Dames de fer ; 375 h 30 : Les Dames de fer ; 376 h 30 : Les Dames de fer ; 377 h 30 : Les Dames de fer ; 378 h 30 : Les Dames de fer ; 379 h 30 : Les Dames de fer ; 380 h 30 : Les Dames de fer ; 381 h 30 : Les Dames de fer ; 382 h 30 : Les Dames de fer ; 383 h 30 :

COMMUNICATION

magazine part en guerre
la relation de la publicité

la relation de la publicité
la relation de la publicité

la relation de la publicité
la relation de la publicité

la relation de la publicité
la relation de la publicité

la relation de la publicité
la relation de la publicité

la relation de la publicité
la relation de la publicité

la relation de la publicité
la relation de la publicité

A VOIR

Handicap et handicap

Dire qu'il y a à peine une quinzaine d'années, jamais un grand infirmier n'était passé à la télé. C'était trop triste, trop laid, trop pénible à regarder. On préférait ne pas le montrer et laisser à leurs parents le soin de nous en parler. On s'est bien rattrapé depuis. Je me demande même si, dans le formidable élan de solidarité, de remède à l'égard des moins favorisés qui a suivi, on n'a pas eu tendance à simplifier, pour mieux les résoudre sans doute, les problèmes de société. A séparer, et puis à rassembler en catégories bien distinctes et bien tranchées les vœux, les jeunes, les femmes et, précisément, les handicapés. Dans leur désir de proclamer haut et fort leur droit à la différence, eux-mêmes se sont regroupés. En tribus. Pour elle, écrit Jean Dury, ni race, ni croyance. Elle n'a pas de frontières. Elle provoque tendresse et peur.

Peut-être, mais à des titres divers. Le handicap, c'est comme l'âge ou la féminité. Ça implique des circonstances particulières, ça comporte des degrés, des stades, des inégalités fondamentales. Entre un Patrick Ségel, victime d'un accident qui l'a arraché à lui-même et à son futur tout en l'ouvrant au monde et un infirme moteur cérébral victime d'un accouchement dramatique, qui n'a jamais quitté l'hôpital, le ne vois rien de commun. Pas plus qu'entre Roosevelt et le garçon lauréat de la Maison Blanche.

Vous verrez, vendredi soir, sur FR 3 (1) un reportage coup de poing, très dur, très difficile à encaisser. A cause de ça, justement. A cause de l'érotisme et de la spécificité de la cible : trois handicapés mentaux, séjournant aux lieux nationaux du sport et proposés ensuite d'un coup d'œil aux Jeux olympiques, qui ont réuni l'été dernier en Louisiane quatre mille garçons et filles à leur image. Des filles et des garçons capables d'entreprendre ce voyage au bout de l'effort, du courage et de la persévérance. Tant qu'on reste aux États-Unis, pris avec eux dans le tourbillon d'une énorme kermesse à l'été indien, de la C'est le retour qui est pénible, le retour à l'hôpital départemental des Yvelines.

Alors là, où, c'est l'effort, l'effort dans l'insupportable promiscuité des salles communes, où s'entassent pile-mille défilés profonds, moyens et légers. C'est l'interdiction de faire l'amour, alors même que toutes les femmes se voient donner la pilule. C'est le bruit. C'est l'étrange rendu familier par l'habitude. Et c'est entre eux gens qui tracent l'interdit, qui reviennent, qui réussissent de gaieté ou de tristesse abandonnée, le geste bouleversant d'une main tremblante à la rencontre d'une autre main.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Magazine - Vendredi - Les héros de la film, vendredi 16 septembre, 20 h 35.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 15 SEPTEMBRE

- M. François Mitterrand, président de la République, répond aux questions des journalistes, dans le magazine "L'enjeu", sur TF 1, 20 h 35.

VENREDI 16 SEPTEMBRE

- M. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint de la C.F.D.T., est l'invité du journal de 12 heures, sur C.V.S. (91.3 MHz, Versailles).

- M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du Centre mondial de l'informatique, participe au journal de TF 1, à 13 heures.

- M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, est reçu au journal de 16 heures, sur R.T.L.

Jeudi 15 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 L'enjeu. Émission de F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller. Numéro spécial avec le président de la République : François Mitterrand.
- 21 h 55 Caméra festival : La peste à Marseille. Film écrit et réalisé par M. Fort.
- 22 h 55 Boîte aux lettres. Magazine littéraire de J. Garcin.
- 23 h 55 Prélude à la nuit. La Petite Ane blanc, M. Meneau de tortues d'or, la Cage de cristal, de J. Ibert, par le groupe Neco Music.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : Le Corsaire. D'après J. Conrad, réal. F. Giraldi. Avec P. Leroy, L. Morante, I. Thallus.
- 21 h 40 Concert : a. 2. Symphonie, Réurrection, de G. Mahler.
- 22 h 10 Football : spécial Coupe d'Europe. Résumé filmé des rencontres premier tour des Coupes.
- 23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Ciné-Passion, de M.-C. Berraill.
- 21 h 40 Film : Fellini-Tema. Film italien de F. Fellini (1972), avec P. Gonzales, F. Florence, M. Mailand, A. Vitali, P. de Boes (1972).
- 22 h 10 Journal.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 8 Théâtre. Extraits de "C'était comme ça", de J. Bouchaud.
- 18 h 25 Variétés : Chœur.
- 19 h 10 Dessin animé : Vagabul.
- 19 h 35 Informations régionales.
- 20 h 35 Informations nationales et internationales.
- 21 h 40 Concert (en simultané avec A 2) : Descente symphonique, de R. Strauss.
- 22 h 10 Dessin animé : Vagabul.
- 22 h 35 Informations régionales.
- 23 h 35 Informations nationales et internationales.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 35 "Berlioz", de F. Gorenstein. Adapt. Lily Denis, réal. G. Peyron. Avec J. Bouli, R. Salik, M. Chevit.
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35 Concert (donné au Théâtre du Rond-Point à Paris, le 9 mai 1983) : Echo XIII, de Amy, la Chanson, de Schopier, Trans-Apprentice, de Taira, Sept Auteurs, de L. S. Tabacnik, sol. : J.-M. Manama, cor, J. Nauais, trombone, D. Ciampolini, percussion.
- 21 h 40, Concert (en simultané avec A 2) : Descente symphonique, de R. Strauss.
- 22 h 10 Dessin animé : Vagabul.
- 22 h 35 Informations régionales.
- 23 h 35 Informations nationales et internationales.

Vendredi 16 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 30 Le bar de l'été.
- 13 h 30 Journal.
- 14 h 30 Série : M. Colombo.
- 15 h 30 Croque-vosmes.
- 16 h 10 Rendre-vous.
- 17 h 10 Rendre-vous à la demande : Schmeissler, l'espion de l'empereur.
- 18 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Super-défi.
- 20 h 45 Jeu : Martine-les.
- 21 h 30 Journal (et à 22 h 30).
- 22 h 35 Autriche de la nuit : Et tu sœur.
- 23 h 10 Journal et Cinéma en Boule.
- 23 h 30 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h 30 Journal (et à 12 h 45).
- 13 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
- 14 h 30 Feuilleton : Les amours romantiques.
- 15 h 30 Aujourd'hui la vie.
- 16 h 30 Série : Embarquement immédiat.
- 17 h 45 Reprise : Les jours de notre vie.
- 18 h 35 Itinéraires.
- 19 h 45 Révisé A2.
- 20 h 30 C'est la vie.
- 21 h 50 Des chiffres et des lettres.
- 22 h 15 Émissions régionales.
- 23 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 24 h 30 Journal.
- 25 h 35 Série : L'homme de la nuit, d'après G. Leroux, réal. J. Berraill. Avec G. Wilson, Cl. Girard, P. Ogier, P. Clément.
- 26 h 35 Cinéma d'été, cinéma d'auteur : Aventures en Birmanie. Film américain de R. Walsh (1944), avec E. Flynn, W. Prince, J. Brown, G. Tobias, H. Hull, W. Anderson, J. Alvin (v.o. sous-titré N.).
- 27 h 35 Cinéma d'été, cinéma d'auteur : En 1944, un commando de parachutistes américains est chargé de détruire une station de radar japonaise dans la jungle birmane. Sa mission accomplie, le commando est trahi par l'ennemi. L'héroïne était, ici, de rigueur, pour soutenir l'effort de guerre des États-Unis. Cinéma du western et de l'aventure, Walsh a réussi à montrer, au-delà de la propagande, la lutte et l'angoisse de G.I.'s avec un certain réalisme.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h 8 Émissions régionales.
- 18 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h 35 Vendredi : Les héros de la fête.
- 21 h 40, Concert (en simultané avec A 2) : Descente symphonique, de R. Strauss.
- 22 h 10 Dessin animé : Vagabul.
- 22 h 35 Informations régionales.
- 23 h 35 Informations nationales et internationales.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 8 Documentaire : le rallye auto-moto du Maroc : « La Wolk de son maître » ; Belle-Île ; portrait de Ch. Collas, précurseur de la carte postale.
- 18 h 55 Informations nationales et internationales.
- 19 h 10 Dessin animé : Vagabul.
- 19 h 35 Informations régionales.
- 20 h 35 Informations nationales et internationales.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 15 Matinales : la radio.
- 8 h 15, Les chemins de la connaissance : écritures brèves et longues.
- 9 h 50, Echo au hasard.
- 10 h 7, La maîtrise des arts du spectacle.
- 11 h 45, Le texte et la marge : « Ma vie à cœur ouvert », de J. Delage.
- 12 h 15, Musique : perspectives du XX^e (à 13 h 30 et 16 h).
- 13 h 45, Fautisme.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Les Paris du palais », de Genevieve Gennari.
- 15 h 47, Les esprits-mali de France-Culture : les inconnus de l'histoire : Jean Martell.
- 16 h 30, Feuilleton : le nommé Jeudi.
- 17 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : les ondes au cœur profond.
- 18 h 30, Musique : Black and Blue.
- 19 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 30, Musique du matin : œuvres de Bach, Wagenseil, Vivaldi, Corelli, Ravel.
- 13 h 15, Le journal de musique.
- 14 h 15, Autour de... Études symphoniques, de Schumann.
- 15 h 30, Actualité lyrique.
- 16 h 35, Jazz, s'il vous plaît.
- 17 h 30, Avis de recherche.
- 18 h 30, Jeunes solistes : Quatuor, de Weber, Quintette à vent, de Fauré, de Janacek.
- 19 h 40, Autour de... Hermann Scherchen : œuvres de Bach, Haydn, Beethoven, Berlioz, Berg, Rimsky-Korsakov.
- 20 h 5, Répères contemporains : André Bon.
- 21 h 30, Jazz : les vocalistes.
- 22 h 30, L'imprimé.
- 23 h 20, Concert : Mort et transfiguration, poème symphonique de R. Strauss, Concerto pour piano et orchestre, de Chopin, Symphonie n° 3, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. W. Sawallish, sol. : F.-R. Duchabois, piano.
- 24 h 15, Fréquence de nuit : musiques de Perse.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

ADJUDICATION en la Chambre des Notaires de Paris le MARDI 11 OCTOBRE 1983, à 14 h 30 - En un lot :

TRÈS BEL APPARTEMENT 197 m²

avec 2 chambres de service, garage, remise, cave à PARIS (VIII^e)

30, avenue MARCEAU

En façade sur 4, impasse du Docteur-Jacques-Berillon

LIBRE-MISE A PRIX : 1.500.000 F

M^{re} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIÈVRE, not. 14, rue des Pyramides, PARIS (1^{re}) - M. SALMON.

Vente s/saisie immob. Palais Justice Paris le JEUDI 29 SEPT. 1983, 14 h

APPART. PARIS-20^e

2 Pièces, cuis., 1 ch., cave (3^e ét.)

18-20, R. LESAGE

M. à Px : 30.000 F

S'adresser : M^{re} MAGLO, Avocat, PARIS 18, rue de Lisbonne. T. 387-18-90.

Vente s/saisie immob. Palais de Justice Paris, le JEUDI 29 SEPT. 1983, 14 h

UN APPARTEMENT

de 2 Pièces à PARIS (19^e)

20, RUE THOLOZE

MISE A PRIX : 40.000 F

M^{re} Guy BOUDRIOT, av., Paris-8^e 55, bd Malesherbes. Tél. : 522-04-36. Visite s/ place le sept., de 13 à 14 h.

Vente Palais de Justice de PARIS

APPART. PARIS 7^e

Cuis., s.-d.-b., W.-C., 1 ch. service (4^e ét.), 2 caves

10, r. des STS-PÈRES n° 3, r. de VERNEUIL

M. A PX 1.250.000. F

S'adr. M^{re} BERNARD DE SARIAC, avocat à PARIS (8^e), 70, T. 720-82-38.

Vente au Palais de Justice à PARIS, le JEUDI 29 Septembre 1983 à 14 heures

APPARTEMENT A PARIS (18^e)

7 bis, RUE DAMREMONT - PARAISSANT LIBRE DE LOCATION

MISE A PRIX : 250.000 F

S'adr. M^{re} Bernard de SARIAC, avocat à PARIS (8^e), 70, T. 720-82-38.

Vente sur Surenchère du 10^e après liquidation de biens, Palais Justice PARIS, le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983 à 14 heures

ENSEMBLE DE CONSTRUCTION - LIBRE

HOTEL-RESTAURANT à MOULE (Guadeloupe)

M. à PX : 3.300.000 F

S'adr. M^{re} JOHANET, avocat à PARIS-8^e, 43, avenue Hoche, T. 766-03-40. M^{re} LYONNET de MOUTIER, avocat PARIS (1^{re}), 182, rue de Rivoli. Tél. 260-20-49.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983 à 14 heures

UN APPARTEMENT 6/7 PIÈCES

au troisième étage, escalier C, une cave et un emplacement de voiture au sous-sol, dans un ensemble immobilier

à PARIS, 16^e arrondissement

MISE A PRIX : 450.000 F

S'adr. à M^{re} RIBADEAU-DUMAS, av. poursuivant à PARIS (16^e), 17, avenue de Lamballe. Tél. 524-46-40.

Vente sur liquidation de biens au Palais de Justice de Paris-1^{re} le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983, à 14 heures

PROPRIÉTÉ à MONTREUIL-ss-BOIS (93)

(pavillon, atelier, jardin 2, pres 2 centiares)

MISE A PRIX : 150.000 F

LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION

S'adr. M^{re} B. de SARIAC, av., 70, av. Marcou, Paris. Tél. 766-03-40. M^{re} FERRARI, syndic à (1^{re}), 85, r. de Rivoli. Tél. 261-55-03.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Paris le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983, à 14 h - UN LOT

en façade s/rue à droite de l'entrée de l'immeuble

UN MAGASIN LOCAL

av. façade s/rue, GRANDE CAVE dans immeuble de rapport à PARIS (19^e)

et passage commun provisoirement dénommé

63, RUE LEPIC

M/18, sans N^o. LOUES à usage COMMERCIAL moyennant un loyer annuel de 18.000 F en principal.

MISE A PRIX : 100.000 F

S'adresser M^{re} Jack BEAUJOUR, avocat à PARIS (16^e), 30, rue Daguerra, tél. 322-74-05. T. avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. S/lieux pour visit. av. permis préalable.

Vente sur surench. du 10^e après saisie immob. Paris de Justice de NANTERRE le Mercredi 28 Septembre 1983 à 14 h

APPARTEMENT 4 PIÈCES

principales au 3^e étage et une cave dans un

à SÈVRES (Hauts-de-Seine)

MISE A PRIX : 654.500 F

S'adr. M^{re} RIBADEAU-DUMAS, av. poursuivant, 17, av. de Lamballe à PARIS-16^e. Téléphone : 524-46-40.

Four cette rubrique s'adresser : 7, rue St-Antoine - 75038 Paris Cedex 01 - 261.51.52

TWA vers et à travers les USA

Washington : vol quotidien - 4.060 F.*

Liaison sans escale de Paris CDG1 en gros porteur. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

*Tarif loisir aller/retour.
Tarif week-end 4.210 F (valable jusqu'au 31 Oct.)

Vous plaire nous plaît.



هكذا من الامم

«Au nom de la justice sociale...»

assisté, aujourd'hui, à un redéploiement au nom de la justice sociale... La [] progressive, fait-on remarquer, ne concernera que 10 % des contribuables. Au [], la pression fiscale sur l'État [] va []... à rechercher M. Emanaelli, secrétaire d'État au budget, même si, M. Delors l'a reconnu, le total [] prélèvements obligatoires augmentera [] 0,9 point en 1984, « comme chaque année depuis 1973 », [] total étant porté à 45,5 % du produit intérieur brut. Et puis, rien n'est définitif. A détour d'une phrase, le ministre de l'économie a même déclaré que si les choses allaient mieux on pourrait procéder « à une diminution des impôts dès 1985 ». Certainement aussi, trop avoir à entendre l'oreille, ont été entendus qu'il s'agit de se accorder des crédits d'impôts [] qui n'en paieront pas. La demande d'éclaircissement sur ce point donna lieu à un petit ballet des attachés de cabinet, jusqu'à ce que le ministre convienne qu'on n'en était pas encore à l'impôt négatif. L'année prochaine peut-être ?

de Paris titre : « Les trois la rigueur », *Libération* : « Le budget de guerre ». Plus sobre, *l'Humanité* estime qu'il s'agit d'« Un budget qu'il faut améliorer ». Le *Financial Times*, enfin, que M. Delors « a présenté un budget dur pour combattre l'inflation ».

PARISTEMPS
51, Avenue du Général-Biroi PARIS 12
628 02 32

٥٥ من الاصل

DE FINANCES POUR 1984

Les mesures diverses

Taxe foncière sur les propriétés bâties - Exonération de longue durée

L'exonération de taxe foncière de vingt-cinq ans ou quinze ans dont bénéficient les constructions à usage d'habitation achevées avant le 1^{er} janvier 1970 sera supprimée, sauf pour les H.L.M. réservées à la location.

L'exonération de taxe foncière de quinze ans pour certains logements destinés à l'accès à la propriété sera ramenée à dix ans.

En revanche, la réserve de la modification de sa durée (dix ans au lieu de quinze ans), l'exonération de taxe foncière accordée aux propriétaires de logements construits à l'aide d'un prêt aidé par l'Etat, qui est actuellement limitée aux constructions neuves pour lesquelles une demande de prêt a été déposée avant le 31 décembre 1983, sera maintenue à titre permanent, afin de favoriser le logement social.

Reconduction de la contribution des institutions financières

Cette contribution, instituée par la loi de finances rectificative pour 1982, sera reconduite pour 1984. Son taux sera au même niveau.

AUGMENTATION DES TAXES SUR L'ASSURANCE-AUTOMOBILE, LA LOCATION DE VOITURES ET DE CASSETTES-VIDEO

De 5 milliards de francs de nouvelles recettes attendues de l'augmentation de taxes frappant certaines activités.

Assurance automobile. - La taxe de 9 % applicable aux contrats d'assurance automobile, déjà ramenée à 15 %, celle relative à l'assurance des bateaux de sport et de plaisance passant de 12 % à 18 %.

Cette mesure procurerait près de 2,5 milliards de francs rien que pour l'assurance automobile (environ 45 milliards de francs de primes encaissées en 1982). Elle risque de majorer encore le coût de l'assurance automobile, déjà renchéri en 1982 par une contribution à la Sécurité sociale de 12 %. Un relèvement à 18 % avait été primitivement envisagé, mais le Sénat a refusé le gouvernement a dû reculer devant l'ampleur de la majoration. Le relèvement actuel a été fixé à la taxe sur les contrats d'assurance automobile - est - un retard sur celle frappant les contrats d'assurance incendie des particuliers (30 %), ce qui laisse l'assurance automobile dans une situation de concurrence déloyale par rapport à la réassurance.

Cette mesure est le cas, en revanche, pour les contrats d'assurance-vie, taxés à 5,15 % : un relèvement sans importance avait été envisagé et a été écarté pour ne pas contrarier le développement de cette forme d'assurance, jugée bénéfique dans la mesure où elle constitue un supplément de retraite et accumule une épargne très importante, employée en obligations pour une grande part.

Assurance agricole. - Les contrats souscrits auprès des sociétés ou d'associations d'assurances mutuelles et agricoles, à l'exception de ceux garantissant des risques spécifiques agricoles (dommages causés aux récoltes et au cheptel vif), seront, à compter du 1^{er} janvier 1984, soumis au tarif de droit commun (15 % et 18 % pour l'assurance-incendie, 9 % pour le reste (dégâts des eaux, tempête, etc.).

Cette mesure était vivement réclamée par les compagnies d'assurances classiques, qui estiment être en situation d'infériorité par rapport aux sociétés d'assurance agricole. Le projet sera très vivement critiqué par les agriculteurs, et il n'est pas sûr qu'il soit maintenu, en l'état, au moins.

Taux majoré de la T.V.A. - Le taux majoré de la T.V.A. (33 %) s'appliquera :

aux locations de véhicules ;

aux locations de magnétoscopes et de cassettes vidéo préenregistrées.

Cette mesure revêtait à alléger le taux de T.V.A. frappant la location de ces produits sur les taux applicables à ces mêmes produits lors de leur acquisition.

Aux activités des intermédiaires de la Loterie nationale, du Loto, du P.M.U.

Les recettes budgétaires supplémentaires qui sont attendues de ces atteindront 1,6 milliard en 1984.

qu'en 1982 et 1983, soit 1 %. Le produit attendu est de 1 200 millions de francs en 1984.

Allègement des droits de mutation à titre onéreux dus en cas de cession de petits fonds de commerce

Pour la détermination des droits d'enregistrement, l'abattement à la base applicable aux cessions de petits fonds de commerce sera relevé de 20 000 à 30 000 francs.

Taxe d'habitation : non-recouvrement par l'Etat du prélèvement de 3,60 %.

Le prélèvement de 3,60 % pour frais de dégrèvement et de non-valeurs ne serait pas opéré sur le montant de la taxe d'habitation établie au titre de 1984.

Frais professionnels des écrivains et compositeurs

Dans le but d'alléger les obligations des écrivains et compositeurs imposées selon les règles des traitements et salaires, il est proposé d'instituer une déduction supplémentaire pour frais professionnels au taux de 25 %. Son montant serait plafonné à 25 000 francs.

Étalement de l'actualisation du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.

Le relèvement du tarif de la T.I.P.P. prévu par la loi de finances pour 1983 au 1^{er} janvier de chaque année, sera appliqué pour moitié en janvier 1984 et pour moitié en avril 1984.

Développement de l'économie sociale

1. - Fonds salariaux

Pour favoriser la mise en place de fonds salariaux, dont les modalités précises de constitution sont actuellement étudiées dans le cadre d'une large concertation, le gouvernement propose d'adopter dès maintenant à leur profit un dispositif fiscal incitatif.

Les sommes versées par les salariés dans ces fonds, afin de développer les investissements productifs ou de promouvoir des opérations de réduction de la durée du travail, pourraient, dans la limite de 5 000 francs, donner droit à une réduction de l'impôt sur le revenu égale à 25 % de leur montant. Les versements effectués par les entreprises sont exonérés de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Les fonds déposés dans ces fonds restent indisponibles pendant cinq ans.

2. - Exonération d'impôt sur les bénéfices de certaines coopératives

Les coopératives artisanales, les coopératives d'entreprises de transport, les coopératives artisanales de

transport fluvial et les coopératives maritimes seraient exonérées d'impôt sur les bénéfices.

Encouragement aux activités artistiques, chambres d'hôtes

Afin de développer le parc des chambres d'hôtes, il est proposé d'exonérer d'impôt sur le revenu les personnes qui louent à ce titre une ou plusieurs pièces de leur habitation principale dans la mesure où les recettes tirées de la location n'excèdent pas 5 000 francs par an.

Meilleure connaissance des revenus

Fiscalité agricole

Pour le prolongement des travaux engagés depuis deux ans, le dispositif proposé a pour but de permettre progressivement l'imposition des exploitants agricoles en fonction de leurs bénéfices réels.

Le seul d'imposition obligatoire selon un régime d'imposition simplifié sera qu'à moyen terme la majorité des exploitants y soient assujettis.

Le régime simplifié d'imposition

Le régime simplifié d'imposition serait allégé et étendu.

Le système des exercices aux exercices comptables supprimé, les règles de durée des exercices comptables seraient simplifiées.

Pour tenir compte de l'existence pour certaines productions, et en particulier pour les éleveurs, de « stocks à rotation lente » dans le régime simplifié d'imposition un dispositif d'imposition sera adopté.

L'aide fiscale accordée aux nouveaux agriculteurs (abattement de 10 % sur le bénéfice pendant cinq ans) sera reconduite.

Transparence des opérations

- Obligation de paiement par chèque

Le règlement de tout bien ou service d'un montant supérieur à 1 000 francs devra être effectué par chèque ou par carte de crédit.

- Droit de communication

Le droit accordé à l'administration de se faire communiquer les informations comptables relatives aux entreprises et aux professions agricoles, et au recouvrement de l'impôt sera étendu aux professions agricoles.

- Contrôle des revenus fonciers

L'administration pourra demander des justifications sur tous les éléments servant de base à la détermination des revenus fonciers. En l'absence de réponse de la part du contribuable, ses revenus seront présumés être ceux déclarés.

Entreprises : des encouragements

Une série de mesures, favorables pour ces dernières.

Exonération d'impôts pour les entreprises nouvelles

En complément de l'exonération triennale d'impôts déjà prévue pour les entreprises nouvelles créées en 1983 et en 1984, l'Etat accorde une exonération d'impôt sur les sociétés au titre de 1983, puis d'une réduction de 50 % durant les deux années suivantes.

Transmission d'entreprises

Afin de faciliter la transmission d'entreprises au personnel, l'abattement applicable aux entreprises de moins de 100 salariés sera porté de 10 000 F à 20 000 F par part. De plus, le paiement des droits nouveaux relatifs aux entreprises d'entrepreneurs, qui assurent le bien professionnel de l'entrepreneur, sera étendu, avec un délai de paiement de cinq ans et un étalement de règlement sur un an, à tous les salariés (intérêt légal) réduit.

[De ces mesures, la plus appréciée, dans l'immédiat, sera la réduction d'impôts sur les intérêts des comptes courants d'associés, et, sur le moyen terme, l'étalement du paiement des droits de succession pour les entreprises, problème brûlant et épineux lorsque le patron d'une P.M.E., notamment, décide et que l'héritier prenant la suite n'a pas les moyens de payer les droits.]

Aménagement de l'imposition des entreprises

L'imposition forfaitaire annuelle des entreprises (impôt minimum) sera portée de 5 000 F à 10 000 F pour un chiffre d'affaires inférieur à 1 million de francs, passera à 5 000 F pour un chiffre d'affaires compris entre 1 et 2 millions de francs, à 7 500 F pour un chiffre d'affaires compris entre 2 et 10 millions de francs, à 10 000 F pour un chiffre d'affaires compris entre 10 et 20 millions de francs. Les entreprises en liquidation judiciaire en faillite, exonérées, produiront globalement ces mesures : 200 millions de francs.

Taxe sur les valeurs de numéraire

Le montant de la taxe sera porté de 4 200 F à 5 000 F par an et 10 millions de francs de chiffre d'affaires. Les entreprises en liquidation judiciaire en faillite, exonérées, produiront globalement ces mesures : 200 millions de francs.

Taxe sur les valeurs de numéraire

Le montant de la taxe sera porté de 4 200 F à 5 000 F par an et 10 millions de francs de chiffre d'affaires. Les entreprises en liquidation judiciaire en faillite, exonérées, produiront globalement ces mesures : 200 millions de francs.

La déduction pour dons aux œuvres portées à 5 %

Afin de favoriser le développement du mécénat, la déduction des dons aux œuvres portées à 5 %.

Les œuvres d'intérêt général, actuellement exonérées, bénéficieront de la déduction.

[Désormais, en principe, le mécénat des associations à but non lucratif de recueillir davantage de ressources, comme aux États-Unis par exemple, cette mesure a, également, pour objet, de « moraliser » la pratique actuelle des dégrèvements, effectués pratiquement sans contrôle du fisc, et de contribuer à une augmentation des recettes budgétaires en éliminant une grande part de ces dégrèvements, considérés comme fantaisistes.]

LES DÉPENSES DE L'ÉTAT DURÉMENT FREINÉES

Les dépenses de l'Etat prévues de 6,3 % dans le projet de budget pour 1984. C'est-à-dire qu'elles ne dépasseront pas le montant en volume, puisque les dépenses prévues doivent être en ordre de grandeur (+ 6,1 %). Les charges de la dette publique mises à part (+ 1,1 % par rapport à 1983), la plupart des grandes catégories de dépenses ont subi une faible augmentation en valeur (régression en volume) : dépenses militaires (+ 4,8 % en valeur) et intervention (+ 5,1 %). Seul le budget militaire avec une progression de 11,5 % en volume, le budget de la culture (+ 13,5 %) et le budget de la recherche (+ 15,5 %), l'emploi (+ 21 %), l'industrie (+ 19,2 %), les services publics (+ 13,5 %), la culture professionnelle en faveur des jeunes (+ 13 %), la culture (+ 13 %) et le budget de la culture (+ 13 %).

On connaît dans une semaine, à l'occasion du conseil des ministres du 21 septembre, les détails des crédits affectés à chaque ministère. Quelques indications ont été données sur les priorités de la loi de programmation militaire qui sera la période 1984-1989.

En ce qui concerne les dotations en capital aux entreprises publiques, elles étaient de 7,45 milliards de francs en 1982, et de 12,85 milliards en 1984, si l'on compare, comme il est d'usage, les données initiales. Toutefois, comme il a été annoncé 5 milliards en 1983 au titre du service de la dette, on arrive pour cette année-là à un total de 12,45 milliards de francs, qui, rapportés aux prévisions budgétaires pour 1984, ne font pas apparaître une grosse différence (+ 0,40 milliard).

Il n'enlève rien à l'importance des dépenses en jeu, globalement, l'effort est nettement accru. En 1983, en effet, une partie des concours exceptionnels à la S.N.C.F. (3 milliards de francs environ) avaient un caractère de subvention alors qu'ils étaient auparavant des avances. Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que le budget de la culture, qui couvre les dépenses de la culture, prend en charge tout ou partie des dépenses de certaines firmes de la culture.

TELEX PARTAGÉ

SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

Le Monde DE L'ÉDUCATION

CHAQUE MOIS

UN DOSSIER COMPLET

Où est la discipline ?... L'adoption... Le palmarès des universités... des grandes écoles... L'enseignement du français : la crise... Réussir le bac... Les enfants et l'argent... Les résultats du bac...

DES INFORMATIONS PRATIQUES

Que faire avec un DEUG de géographie... Les métiers de la statistique... Sachez comment obtenir une bourse d'enseignement supérieur... Les métiers du sport... Les jeunes et la moto...

DES ENQUÊTES, DES ÉTUDES

Les stages d'informatique... Les devoirs à la maison... Universités : les études de langues étrangères appliquées... La nouvelle politique universitaire... La fin des pions...

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX 10 F
TARIFS ET INSCRIPTIONS ABONNEMENTS A NOTRE STAND

LE MONDE diplomatique

GUERRE ET INNOVATION AU TCHAD

EN VENTE 10,50 F
CHEZ LES MARCHANDS

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة الامم المتحدة"

SOCIAL

LE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN 1984

- **Elargissement du prélèvement de 1 %**
- **Majoration de la cotisation vieillesse**

A l'issue du conseil des ministres du 14 septembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a annoncé trois grandes orientations pour le financement de la Sécurité sociale en 1984 :

■ **Reconduction et extension de la contribution de 1 %** - Reconduction de la contribution de 1 % sur les revenus imposables (dont le rendement devrait être de 9,1 milliards pour 1983) aurait rapporté 10 milliards. Le gouvernement a décidé d'élargir l'assiette de cette contribution aux revenus du capital soumis à l'impôt sur le revenu demeurent exemptés de la 1 %. L'élargissement de l'assiette à la suppression de l'exonération figurant dans l'ordonnance du 14 avril 1983 représente environ 2 milliards de francs.

L'extension de l'assiette à certains produits d'épargne portera essentiellement sur les revenus des valeurs mobilières soumis à des prélèvements libératoires. Par ailleurs, certaines déductions à caractère économique faites pour le calcul de l'impôt sur le revenu ne seront pas appliquées pour la liquidation de cette contribution : il s'agira des intérêts afférents à l'habitation principale, des primes d'assurance-vie, des investissements en actions. En revanche, les charges de nature sociale (frais de garde, de soins, etc.) demeureront déductibles de la contribution.

Comme en 1983, la contribution de 1 % sera calculée après les abattements de 10 % pour les professionnels, de 20 % pour les salariés et non salariés adhérents d'un régime de gestion agréé, et qui ramènera en réalité son taux à 0,72 %. Les déductions déjà existantes seront actualisées : la décade forfaitaire en 1984 de 380 francs (au lieu de 350 francs) en plus par enfant à charge sera de 110 francs (au lieu de 100 francs). Comme en 1983, la contribution de 1 % sera affectée à la Caisse nationale d'allocations familiales.

■ **Majoration de la cotisation de la vieillesse** - À partir du 1^{er} janvier 1984, la cotisation vieillesse de l'ensemble des cotisants sera relevée d'un point au-dessus du plafond. La cotisation d'assurance vieillesse passera ainsi de 4,70 % (+ 0,1 % pour l'assurance veuvage) à 5,70 % (+ 0,1 %). Les cotisations de

venus de remplacement, comme les retraités et les chômeurs, n'auront pas à payer ce point supplémentaire de cotisation. En revanche l'effort de solidarité demandé aux actifs sera appliqué à l'ensemble des assurés sociaux : les salariés du régime général mais aussi les salariés agricoles, les commerçants et les artisans et surtout les fonctionnaires et agents relevant des régimes spéciaux (mines, S.N.C.F., R.A.T.P., E.G.F., etc.). Le rendement du point de cotisation plafonné à 10 milliards de francs pour le régime général, à 2,7 milliards pour les fonctionnaires et à 1 milliard pour les régimes spéciaux. Cette mesure est justifiée par les perspectives d'évolution des dépenses de pensions des divers régimes (la croissance du régime général de 5 % par an en moyenne dans le régime général). Si l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite entraîne pour le régime général en 1984 un besoin supplémentaire de financement de 1 milliard de francs, pour un besoin total de plus de 15 milliards de francs, (le Monde du 13 septembre), la montée des dépenses est compensée par le ministère par l'évolution démographique et l'effort de revalorisation des pensions réalisés en 1981.

■ **Déplafonnement des cotisations employeurs à l'assurance-maladie** - Depuis novembre 1981, les cotisations des employeurs à l'assurance-maladie sont décomposées ainsi : 5,45 % pour le régime général, 13,45 % pour les cotisations des employeurs à l'assurance-maladie décomposées ainsi : 5,45 % pour le régime général, 13,45 % pour les cotisations des employeurs à l'assurance-maladie. Considérant que le plafonnement des cotisations n'est ni juste socialement ni économiquement (car il défavorise les entreprises à main-d'œuvre), le gouvernement a décidé de procéder à un déplafonnement quasi intégral de la cotisation employeur (ce déplafonnement sera déjà total depuis le 1^{er} janvier 1983 pour la cotisation maladie de 5,50 % des salariés). Ainsi le taux des cotisations employeurs à l'assurance-maladie sera ramené de 12,60 % à 12,60 points seront calculés sur la base du salaire, à l'exception d'un « résidu » de 0,05 point qui demeurera sous plafond dans l'attente d'une modification de l'ordonnance du 31 août 1967, l'article 13 prévoit qu'un plafond est appliqué à ces cotisations de rémunérations pour le paiement des cotisations.

Une étape

M. Pierre Bérégovoy a su se féliciter, le 14 septembre, de la présentation devant le conseil des ministres d'un projet de loi de financement de la Sécurité sociale. On a pu constater que le ministre a gagné en cohérence. Mais, de mini-plans en mesures restrictives, c'est le septième jour depuis le début du mandat de M. Mitterrand qu'un dispositif est présenté pour venir à bout de la Sécurité sociale, étant entendu, comme l'a souligné M. Bérégovoy, qu'il n'y a pas d'équilibre spontané pour la Sécurité sociale.

M. Bérégovoy peut se vanter de son succès. Il a en effet, plusieurs reprises, porté courageusement la barre la plus haute pour tenter d'équilibrer les comptes, les dépenses de la Sécurité sociale devant être adaptées aux recettes. Pour atteindre ce but, il ne lui reste qu'à obtenir une réduction des dépenses d'assurance-maladie en 1983, mais l'équilibre du régime général sera atteint grâce à une partie majeure d'un excédent supérieur à 500 milliards - ce qui sera le résultat de la loi de finances du 14 septembre de l'assureur pour 1983.

Le gouvernement, après s'être engagé dans la voie de l'amélioration des prestations, n'a pas fait de l'austérité une fin en soi. Le plan de la Sécurité sociale, mais, en novembre 1982, il a réduit l'indemnisation des cotisants en fonction de leur plan de cotisations annoncées en novembre 1981, une mesure qui, par exemple,

Le dispositif annoncé le 14 septembre s'inscrit dans la même ligne. Le Livre blanc sur la protection sociale présenté à l'Assemblée nationale en juin dernier. Le maintien, et l'extension, de la contribution de 1 % - qui perd quelque peu son caractère exceptionnel - est indéniablement une étape vers la voie de l'institution d'un prélèvement proportionnel acquitté par les ménages sur les revenus. La majoration de la cotisation vieillesse sous plafond n'est pas une surprise (le Monde du 13 septembre). Il a fait allusion au projet de loi de la Sécurité sociale du 19 septembre. Il a fait allusion au projet de loi de la Sécurité sociale du 19 septembre. Il a fait allusion au projet de loi de la Sécurité sociale du 19 septembre.

Il faut espérer que le gouvernement ne s'arrêtera pas en chemin quant au financement. M. Bérégovoy a confirmé qu'il organiserait un « dialogue » de la protection sociale après les élections à la Sécurité sociale du 19 septembre. Il a fait allusion au projet de loi de la Sécurité sociale du 19 septembre. Il a fait allusion au projet de loi de la Sécurité sociale du 19 septembre.

MICHEL NOBLECOURT.

ÉTRANGER

En Belgique

Les services publics font grève pour protester contre la politique d'austérité

Bruxelles. - Un mouvement de grève de la politique d'austérité se répand, depuis quelques jours, à travers la Belgique. Depuis près de vingt mois, le gouvernement chrétien-libéral de M. Martens pratique, sans succès d'ailleurs, une politique de redressement qui exige bien entendu des sacrifices de la part de tous les citoyens.

Acceptée jusqu'à présent, sans trop d'enthousiasme il est vrai, cette action

beurte désormais à une résistance spontanée de beaucoup de travailleurs, qui refusent de prendre et de déborder les dirigeants syndicaux un peu plus résignés.

De notre correspondant

La Belgique est donc, le 14 septembre, paralysée par une grève de tous les services publics. Si certains attendaient une rentrée chaude, perçue ne croyait qu'elle se produirait de façon brutale.

Le mouvement a été déclenché, à la fin de la semaine dernière, par les cheminots de Charleroi. Il a rapidement fait l'adhésion d'autres services publics, les ministères et les organismes de l'Etat sans repos, ainsi que beaucoup d'écoles, tandis que la radio et la télévision au contentement de diffuser un programme minimum.

Comme la plus grande confusion règne dans cette agitation, les services publics, les ministères et les organismes de l'Etat sans repos, ainsi que beaucoup d'écoles, tandis que la radio et la télévision au contentement de diffuser un programme minimum.

Un peu partout, les postiers se sont rapidement joints au mouvement. Pour cette journée de grève générale dans les services publics, les ministères et les organismes de l'Etat sans repos, ainsi que beaucoup d'écoles, tandis que la radio et la télévision au contentement de diffuser un programme minimum.

pays pendant plusieurs semaines en 1980, alors qu'un gouvernement s'efforçait - déjà - d'imposer aux travailleurs des sacrifices pénibles.

Compétitivité

Depuis bien des mois, le gouvernement de M. Martens s'efforce d'avoir une politique d'austérité appliquée à l'ensemble de la Belgique flamande du pays, le réseau des transports publics, y compris les métros, les tramways, les autobus et les chemins de fer vicinaux, ne peuvent complètement fonctionner.

Il n'est d'ailleurs indéniable que l'action du gouvernement de Bruxelles a été une politique d'austérité appliquée à l'ensemble de la Belgique flamande du pays, le réseau des transports publics, y compris les métros, les tramways, les autobus et les chemins de fer vicinaux, ne peuvent complètement fonctionner.

Il n'est d'ailleurs indéniable que l'action du gouvernement de Bruxelles a été une politique d'austérité appliquée à l'ensemble de la Belgique flamande du pays, le réseau des transports publics, y compris les métros, les tramways, les autobus et les chemins de fer vicinaux, ne peuvent complètement fonctionner.

tion, c'est parce que le dernier train d'économies budgétaires vise à réduire les dépenses de l'Etat dans ce domaine de quelque 11 milliards de francs belges. Il ne s'agit pas de services ; les projets officiels s'en prennent aux augmentations automatiques des traitements des fonctionnaires, aux dépenses du personnel local qu'on pécule de réduire, tandis que par ailleurs de nombreuses prestations de services sociaux doivent être réduites.

C'est donc dans une atmosphère orageuse que s'est ouverte mercredi soir 14 septembre à Bruxelles la « Conférence sociale » - qui était prévue de longue date entre le gouvernement, le patronat, les syndicats et les représentants des classes moyennes. Les délégués des travailleurs de la fonction publique se sont d'ailleurs abstenus de venir à la conférence. A leur avis, c'est le principe même des sacrifices qu'on leur demande qui est en jeu.

Souplesse du gouvernement

Face à une flambée des revendications, le gouvernement s'efforce de faire preuve d'une certaine souplesse. Sa situation est compliquée, mais d'abord par le fait que le premier ministre, M. Martens, opère du sur au début de l'été, se trouve toujours en convalescence. Il est vrai que le chef du cabinet, M. Jean Wetz,

le ministre libéral de la justice, M. Jean Gol, est souvent absent de la capitale. Le véritable maître de la politique d'austérité est en pratique depuis deux ans le ministre de la Santé, M. Martens, à la corde raide et à la découvrant des compromis « miraculeux ».

Pour l'instant en tout cas, le gouvernement propose aux syndicats de la fonction publique de ne pas aller vers le vendredi 15 septembre. Les budgets budgétaires déjà annoncés ne seraient pas à prendre ou à laisser, ajoute-t-on dans les milieux officiels. Encore qu'une discussion sur les modalités d'application de l'objectif gouvernemental qui est d'économiser plus de 8 milliards dans le fonctionnement des administrations. La marge de manœuvre est donc très limitée.

Dans une épreuve, le gouvernement dispose cependant de deux atouts précieux. Tout d'abord, il est permis d'espérer que les responsables syndicaux, provisoirement déborder, ne tiennent quand même pas à « allumer les torches ». Ensuite, personne n'ignore vraiment que, dans l'état actuel du pays, n'importe quel gouvernement - dans la composition si difficilement imaginable - ne pourrait que suivre la voie de l'austérité sur laquelle est engagée la majorité chrétienne-libérale.

JAN WETZ.

ÉNERGIE

LA RÉUNION DU COMITÉ DE SURVEILLANCE A VIENNE

L'OPEP, face à l'incertitude du marché pétrolier, hésite sur la politique à suivre

Il y a un mois, on se serait juré : la reprise s'annonçait. Les pays de l'OPEP, forts d'une demande accrue, allaient devoir remonter d'un cran le plafond de production fixé en mars, voire le pas de référence du brut. La réunion du comité de surveillance, à la mi-septembre, débouchait inévitablement sur la convocation d'une nouvelle conférence extraordinaire de

l'Organisation. Aujourd'hui, rien n'est moins sûr. La reprise de la demande a fait long feu. On s'aperçoit qu'elle ne correspondait qu'à une reconstitution - habituelle et saisonnière - des stocks par les compagnies. Depuis quelques semaines, c'est à nouveau le calme plat. Le marché est « mou », les transactions rares,

les prix stables, légèrement inférieurs à leur niveau de l'été, et aux prix inchangés. L'incertitude pour l'OPEP, à l'heure où elle doit choisir de modifier ou non la politique adoptée depuis mars dernier. La tâche des experts et des quatre ministres réunis le 15 septembre à Vienne dans le cadre du comité de surveillance du marché est rude.

Les prévisions pour le quatrième trimestre restent très incertaines. « Il semble que la demande ait cessé de baisser. Elle est arrivée à un palier, après trois ans et demi d'effacement continu », assure un expert de l'A.I.E. La reprise ? Elle pourrait, à l'avis des spécialistes, se manifester d'ici à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine, si une reprise économique générale se concrétisait enfin. Mais son ampleur restera, pendant un moment du moins, modeste.

Une fois encore, tout dépendra du mouvement des stocks, dont la provision, depuis six mois, fait le désespoir des experts. Les stocks de l'industrie ont, c'est certain, fortement diminué. Mais la C.F.P., la consommation des trois derniers trimestres 77 jours de consommation, contre 81 jours au début de l'année, 83 jours l'an passé à la même époque et 86 jours au moyen de 1981. « Ils sont encore largement suffisants pour la consommation actuelle », même pour un part un courtier.

Prévoir, dans ces conditions, le mouvement des stocks, c'est à l'OPEP un jeu de hasard. L'incertitude : le marché pour l'heure a retrouvé un équilibre d'une

premier trimestre à 16,8 millions le second et depuis la fin juillet le plafond fixé en mars. Après une petite accélération au début, elle s'est stabilisée actuellement autour de 18,2 millions de barils par jour environ. Mais les mouvements, on s'en aperçoit aujourd'hui, sont uniquement liés à l'évolution des stocks. C'est le stockage des compagnies qui a permis la hausse du premier trimestre qui est responsable de l'effondrement du marché, c'est l'arrêt du stockage après mars qui a permis une stabilisation. Depuis la fin juin, c'est la reconstitution des stocks par les compagnies en prévision de l'hiver (de 0,7 million de barils par jour à 1,2 million de barils par jour selon les estimations) qui explique le surcroît d'activité du marché. Car la consommation mondiale de produits pétroliers n'a cessé de diminuer depuis le début de l'année. Seuls les 111 Etats-Unis, où la consommation a baissé de 3,8 % au premier trimestre, ont connu un début de reprise. Partout ailleurs la demande reste faible, la consommation continuant de peser sur le marché. La hausse du prix du pétrole, ayant, dans la plupart des cas, annulé la baisse des prix du pétrole.

A l'inverse, ouvrir le nouveau dialogue, inévitablement houleux - pour relever le plafond et répartir de nouveaux quotas, ou augmenter le prix officiel, alors qu'en l'état actuel des choses le surplus effectivement constaté n'atteint qu'un demi-million de barils par jour, c'est ouvrir la porte à l'instabilité et risquer de briser l'équilibre fragile du marché.

Incertitude totale

Le dilemme est de l'incertitude. Or elle est à peu près totale. Depuis le premier trimestre, la demande s'est lentement redressée. La production de l'OPEP est passée de 15,5 millions de barils par jour au

premier trimestre à 16,8 millions le second et depuis la fin juillet le plafond fixé en mars. Après une petite accélération au début, elle s'est stabilisée actuellement autour de 18,2 millions de barils par jour environ. Mais les mouvements, on s'en aperçoit aujourd'hui, sont uniquement liés à l'évolution des stocks. C'est le stockage des compagnies qui a permis la hausse du premier trimestre qui est responsable de l'effondrement du marché, c'est l'arrêt du stockage après mars qui a permis une stabilisation. Depuis la fin juin, c'est la reconstitution des stocks par les compagnies en prévision de l'hiver (de 0,7 million de barils par jour à 1,2 million de barils par jour selon les estimations) qui explique le surcroît d'activité du marché. Car la consommation mondiale de produits pétroliers n'a cessé de diminuer depuis le début de l'année. Seuls les 111 Etats-Unis, où la consommation a baissé de 3,8 % au premier trimestre, ont connu un début de reprise. Partout ailleurs la demande reste faible, la consommation continuant de peser sur le marché. La hausse du prix du pétrole, ayant, dans la plupart des cas, annulé la baisse des prix du pétrole.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
			Rep. + ou Dép. -		Rep. + ou Dép. -		Rep. + ou Dép. -	
\$ E.-U.	8,1080	8,1125	+ 150	+ 205	+ 330	+ 410	+ 880	+ 1040
\$ Can.	6,5740	6,5780	+ 160	+ 210	+ 340	+ 420	+ 980	+ 1030
Yen (100)	3,2180	3,2130	+ 140	+ 170	+ 300	+ 350	+ 900	+ 980
DM	3,6200	3,6225	+ 160	+ 190	+ 340	+ 380	+ 960	+ 1035
£ S.	2,7010	2,7030	+ 135	+ 155	+ 280	+ 300	+ 790	+ 850
F.R. (100)	14,9780	14,9850	+ 120	+ 300	+ 400	+ 770	+ 1260	+ 1390
F.S.	3,7160	3,7200	+ 240	+ 270	+ 515	+ 560	+ 1480	+ 1530
L. (1000)	5,0460	5,0500	+ 210	+ 180	+ 460	+ 390	+ 1425	+ 1300
£	12,8950	12,8980	+ 250	+ 330	+ 550	+ 680	+ 1580	+ 1820

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/8	9 5/8	9 11/16	9 7/8	9 3/4	10	10 1/4	10 1/2
\$E.-U.	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
DM	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
£S.	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
F.R. (100)	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
F.S.	2	2 3/8	3 7/8	4 1/8	4 1/4	4 1/2	4 3/4	4 3/4
L. (1000)	16 1/4	16 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
F. franc	9 1/2	9 3/4	9 5/8	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4
F. franc	2 1/4	2 5/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONJONCTURE

La hausse des prix en août s'est située entre 0,5 % et 0,6 %

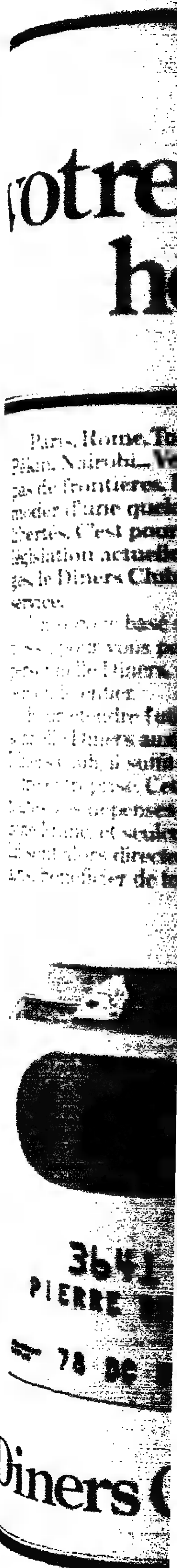
La hausse des prix de détail en août s'est située entre 0,5 % et 0,6 %, selon les estimations provisoires de l'INSEE. Compte tenu des hausses successives de 0,7 % en mai, 0,6 % en juin et 0,9 % en juillet, l'augmentation du prix a été de 2,7 % sur les quatre derniers mois contre 3,8 % pour les quatre premiers mois de l'année.

Le ministère de l'économie et des finances, en attirant l'attention sur cette déflation, et sur le fait qu'il faut remonter jusqu'en 1977 (0,5 %) ou 1978 (0,6 %) pour retrouver un résultat aussi favorable en août, à l'exception de la période de blocage de 1982.

Cela étant, n'en est pas moins, rue de Rivoli, que les efforts entrepris pour être moins pour que les engagements

souscrits soient tenus. Cet engagement d'une augmentation de 8 % des prix pour 1983 suppose que, pour les quatre derniers mois de l'année, la hausse ne soit pas supérieure à 1,2 %, 1,3 %, soit en moyenne 0,3 % par mois. Septembre et octobre étant des mois traditionnellement forts, tout se jouera sur novembre et décembre.

Le ministère de l'économie et des finances continue à envisager une hausse de 8,4 %, en glissement pour 1983. Il fait valoir que la nette déflation qui s'observe au second semestre permet d'espérer, pour les six derniers mois de l'année, une évolution en rythme annuel de 6 % ; ce qui constituerait une transition attendue vers le rythme de 5 % fixé pour 1984.



EXCLUSIVITÉ DINERS

votre Carte Personnelle hors Zone Franc

Paris, Rome, Tokyo, Moscou, Rio, New York, Pékin, Nairobi... Vos affaires ne connaissent pas de frontières. Elles ne sauraient s'accommoder d'une quelconque restriction de vos libertés. C'est pourquoi, dans le cadre de la législation actuelle sur le contrôle des changes, le Diners Club a inauguré un nouveau service.

Un service basé sur la simplicité et la souplesse, pour vous permettre d'utiliser votre carte personnelle Diners, sans restriction aucune, dans le monde entier.

Pour étendre l'utilisation de votre carte personnelle Diners aux 150 pays qui accueillent le Diners Club, il suffit d'une simple signature de votre entreprise. Cette dernière s'engage à régler toutes vos dépenses de voyages d'affaires hors zone Franc, et seulement celles-ci. Ces dépenses lui sont alors directement facturées. Vous pouvez ainsi bénéficier de tous les services offerts par le

Diners Club aux hommes d'affaires, sans avoir recours à une nouvelle carte.

C'est votre carte personnelle, celle que vous utilisez habituellement en France et dans les pays de la zone Franc, qui vous tient lieu de moyen de paiement universel. Pas de complications inutiles, tant pour vous-même que pour votre entreprise.

Autre avantage: ce nouveau service du Diners Club ne coûte que 100 Francs, soit moins de la moitié du prix d'une carte "société".

L'extension de votre carte personnelle au monde entier, c'est votre liberté retrouvée. En toute souplesse. En toute sécurité.



Diners Club: nous offrons plus

18, rue François I^{er}

هكذا من الامم

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME
ENTREPRISE DE MENUISERIE ET D'ÉQUIPEMENT « E.M.E. »
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

1. Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs.
Les regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires sont exclus, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

1.1. L'entreprise de menuiserie et d'équipement, lance un « appel d'offres national et international, pour la fourniture de matières premières, réparties en trois (03) lots ».

1.2. Les fournisseurs doivent élaborer les documents correspondants par lot, et par unité, avec les spécifications techniques du cahier des charges qui peut être retiré auprès de nos bureaux de SIDI-MOUSSA, route de Dar-El-Beida (Wilaya de Blida) à Alger, aux heures d'ouvertures de bureaux : 7 h 30 - 16 h 30.

1.3. LOT N° 1 : COLLÉS, DURCISSEURS.

1.4. LOT N° 2 : QUINCAILLERIES.

1.5. LOT N° 3 : VERNIS, LAQUES, ETC.

2. **DÉLAI DE SOUMISSION.** Les soumissionnaires sont invités à répondre sous trente (30) jours à partir de la présente parution.

3. Les offres seront présentées sous pli cacheté à la ciré, et portera la mention suivante : « SECRET A NE PAS OUVRIR » ET CONTIENDRA :

3.1. Une première (01) enveloppe contenant les attestations concernant le soumissionnaire et son offre.

3.2. Une deuxième (02) enveloppe contenant les spécifications techniques accompagnées de documentations, catalogues, brochures techniques, etc.

3.3. Une troisième (03) enveloppe contenant l'offre commerciale et financière.

4. **DATE DE REMISE DE L'OFFRE (TRENTÉ JOURS APRÈS PARUTION).**

4.1. La date de remise de l'offre a été fixée au 15 octobre 1983, à 16 h 30 précises, heures de fermeture de bureaux de l'entreprise, délai de rigueur.

4.2. Le pli principal sera cacheté à la ciré et portera le nom, adresse et cachet du soumissionnaire. Il devra aussi comporter la mention suivante :

APPEL D'OFFRES NATIONAL - INTERNATIONAL N° 01/83 EME

4.3. Le soumissionnaire sera tenu au respect des clauses stipulées sur le cahier des charges de l'entreprise.

4.4. Le soumissionnaire devra indiquer l'adresse à laquelle il pourra être contacté en Algérie s'il y a lieu.

5. **PRIX DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES.**

5.1. Le prix de présent « APPEL D'OFFRES » est fixé à 750 000 dinars algériens.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 0998/11

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

PIÈCES DE RECHANGE POUR MOTEUR DEUTZ TYPE F5L413R.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie. Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0998-11/CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 08-10-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU FINISTÈRE
Division de la Construction et des Travaux
Service Construction/Travaux
29107 CAMPEN CÉDEX
Tél. : (02) 90-02-80
1^{er} bureau

AVIS

La Préfecture, Commissaire de la République du département du Finistère, communique :

Une enquête est ouverte sur la demande présentée par l'Electricité de France, au vu de la délibération d'attribution publique des travaux de construction d'un poste de transformation 400/225 kV sur le territoire de la commune de La Martyre.

Conformément aux dispositions de l'article 75-141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par l'Electricité de France comporte une étude d'impact.

Ce dossier, auquel est joint un registre d'enquête, pourra être consulté à la mairie de La Martyre du 4 octobre au 16 octobre 1983, de 14 heures à 16 heures, les lundi et mardi.

De plus, le commissaire-enquêteur recevra à la mairie de La Martyre, les 24, 25 et 26 octobre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, les observations du public.

Indépendamment des dispositions, l'étude d'impact pourra être consultée aux lieux, jours et heures ci-dessous, pendant la durée de l'enquête :

- à la préfecture de Quimper, du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures ;
- à la sous-préfecture de Brest, du lundi au vendredi, de 10 heures à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
- à la direction régionale de l'Industrie et de la recherche, 13, rue Dupont-des-Lôges à Rennes, du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Un registre sera ouvert en chacun de ces lieux afin de recueillir les observations écrites du public sur l'étude d'impact.

Pour le Préfet, Commissaire de la République, l'Ancien Principal de l'Enquête : Jean-Paul LE GOFF.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 0950/A1

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

PIÈCES DE RECHANGE POUR MOTEURS M.T.U. TYPES 8V ET 6V - 396TC32 (3 LOTS)

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie. Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0950/A1/CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 08-10-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 0771/11

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

LOT N° 1 - P.R. POUR MOTEURS G.M. DIFFÉRENTS TYPES
LOT N° 2 - P.R. POUR MOTEURS E.M.D. V8 et V12

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie. Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0771-11/CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 08-10-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 0293/1K

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

LOT N° 1 - P.R. POUR MOTEUR CATERPILLAR TYPE D399
LOT N° 2 - P.R. POUR MOTEUR CATERPILLAR TYPE D353
LOT N° 3 - P.R. POUR MOTEURS CATERPILLAR TYPES D399, D379, D353, D348, D346, D343.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie. Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0293-1K/CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 08-10-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT - RÉDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e - ☎ 347.21.32

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS « NAFTAL »
DIRECTION RÉALISATION, INFRASTRUCTURES
ROUTE DES DUNES - CHERAGA-ALGER
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT
N° 08/83

L'entreprise nationale de raffinage et de distribution des produits pétroliers, direction réalisation infrastructures lance un appel d'offres international relatif à la fourniture :

- D'ÉQUIPEMENTS POUR GARAGE STATION-SERVICE « VÉHICULE LÉGER » - LOT N° 1
- DE TUBES GALVANISÉS - LOT N° 2

Cet appel d'offres est adressé aux seuls constructeurs, à l'exclusion des regroupements, représentants et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les entreprises intéressées par ledit appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à compter de la date de parution du présent avis dans la presse, auprès de NAFTAL/D.R.I. département finances et information de gestion/service juridique, route des Dunes - Cheraga - Alger.

Les soumissions accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée.

L'enveloppe intérieure doit porter la dénomination ou raison sociale de l'entreprise ainsi que son siège social.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne porter que la mention « à ne pas ouvrir » soumission appel d'offres international n° 08/83.

Les offres doivent être déposées 45 jours à compter de la date de parution du présent avis dans la presse.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant trois (3) mois.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 4181/11/MEC

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

PIÈCES DE RECHANGE POUR TRACTEURS KENWORTH S953

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie. Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

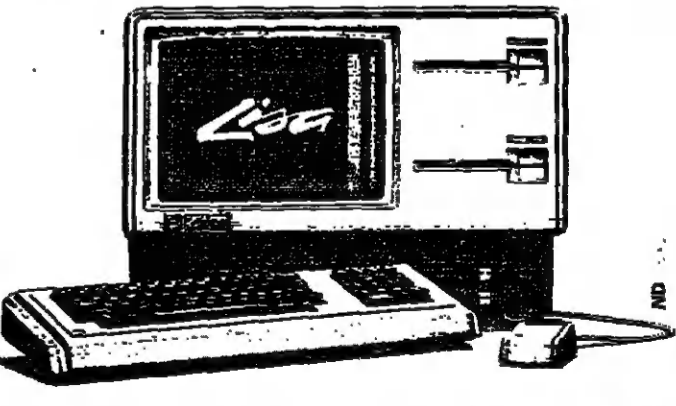
Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 4181/11/MEC CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 02-11-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AVEC LISA !



LISA: la révolution: le nouvel ordinateur personnel d'Apple.

INTERNATIONAL COMPUTER: le grand de la micro-informatique professionnelle vous invite à le découvrir.

Avec Lisa, le temps d'apprentissage est considérablement réduit. En 20 minutes, vous pourrez commencer à travailler.

Il est si performant que le développement de son logiciel nécessite à lui seul 300 années/homme de travail.

Il est si simple que vous pouvez le commander d'une seule main. Tout cela, vous pourrez le constater au cours d'une démonstration Lisa.

Pour tous renseignements, ou rendez-vous pour une démonstration gratuite, téléphonez à Laurence LEJEUNE

INTERNATIONAL COMPUTER
29, rue de Clichy, 75009 Paris
Tél. : (1) 285.24.55 + Télex 643197

LES FOURRURES MALAT
Pelisses, cuirs, peaux laines

FOURREUR FABRICANT GARANTIE DE CONFIANCE

ont la fourniture de qualité à des prix défiant toute concurrence. Grand choix, prêt-à-porter ou sur mesure, visons, loupes, renards, marmottes, etc.

Prix de gros - Service après-vente - Tél. 878-80-87

47, rue La Fayette, 75008 PARIS - M^{le} LE PELETIER

سكزا من الامايل

هكذا من الاصل

SCIENCES-PO

préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance
1^{re} et 2^e année - Fin d'A.P. - 2 centres : Quartier latin ou Neuilly
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94
745.09.19 enseignement supérieur privé

Votre implantation aux U.S.A...

Woodlands, Texas: le centre technologique avancé de l'Amérique de demain.

Tout proche de Houston, Woodlands, Texas bénéficie des liaisons routières, maritimes et aériennes de la 5^e ville des Etats-Unis, 1^{er} taux de croissance du pays depuis 1970.

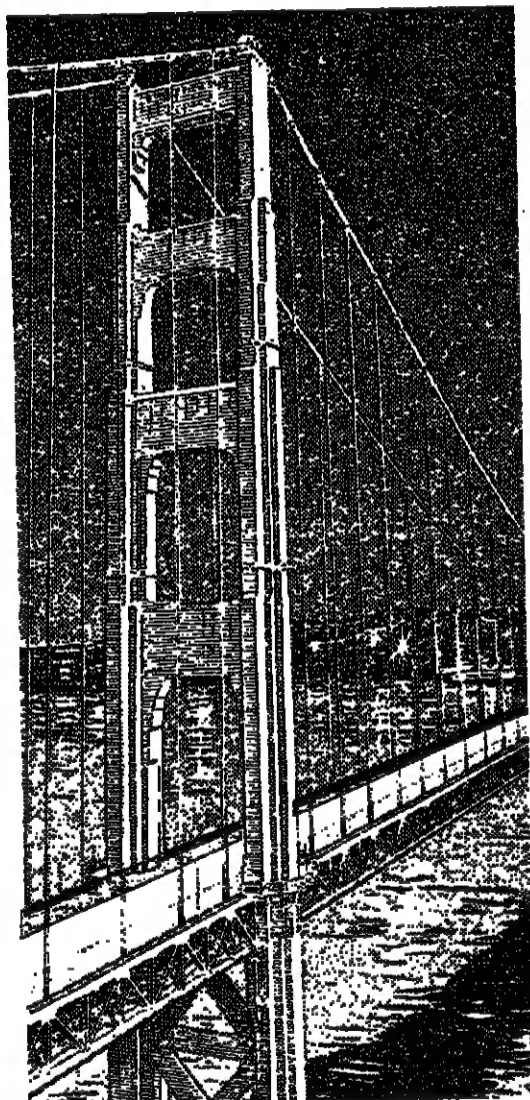
Loin de l'agitation urbaine, Woodlands offre des implantations industrielles, tertiaires et commerciales tournées vers les activités et les technologies de l'avenir, dans un cadre de vie et de loisirs privilégié.

Woodlands, Texas: une porte ouverte sur le monde de demain.



Commercialisation exclusive pour la France:
Bourdais International
190-195 bd. Haussmann 75008 Paris. Tél.: (1) 562.11.99 (-). Telex 560 975 F

L'ART DE VIVRE FRANÇAIS GAGNE SAN FRANCISCO



AUTOMNE 83: OUVERTURE DE L'HÔTEL MERIDIEN SAN FRANCISCO

Avec l'ouverture d'un hôtel Meridien, c'est l'art de vivre français qui s'installe à San Francisco. Situé au cœur du quartier de la Finance, ses 35 étages dominent Union Square et Moscone Convention Center. Son restaurant, animé par Alain Chapel, est un haut-lieu de la gastronomie française. A San Francisco, un grand hôtel Meridien sème la Californie.



L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE.

Hôtel Meridien San Francisco, Third at Market Street, San Francisco, C.A. 94103. Tél. (415) 974.64.00.
Vous trouverez cet art de vivre français à New York, Boston, Houston, Montréal et prochainement à la Nouvelle-Orléans, Newport, Mexico.
Réservations et information: appelez votre agence de voyages, votre agence Air France ou "Meridien Réservation International" à Paris 757.15.70.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Point de vue

Le véritable horizon de notre industrie, c'est le monde

par EDITH CRESSON (*)

Le plan d'action conjoncturel lancé par le gouvernement en mars dernier comporte comme objectif premier le rétablissement rapide de notre commerce extérieur pour tendre vers l'équilibre de notre balance commerciale à la fin de l'année 1984. Au-delà de son urgence, cette action vise à assurer l'équilibre de nos paiements extérieurs, condition essentielle de l'indépendance nationale, cet objectif est désormais perçu par la majorité présidentielle comme un enjeu majeur. Il importe que cette appréciation soit largement partagée par le pays tout entier.

Au-delà d'une politique adaptée, le gouvernement persévère dans une action de longue haleine, d'abord dans le domaine de l'industrie, qui doit être résolument tournée vers l'extérieur. Imaginer que l'on pourra desservir la contrainte extérieure en orientant notre industrie vers le seul marché français est un leurre.

Aujourd'hui, dans les secteurs de pointe comme dans la plupart des activités traditionnelles, les investissements requis pour le développement ou la modernisation de notre appareil industriel sont trop lourds pour être amortis uniquement sur le marché français. La reconquête du marché national n'est pas distincte de la conquête de nouveaux marchés extérieurs. Le véritable horizon de notre industrie, c'est le monde.

Cette réalité fondamentale rend urgente l'adoption de notre dispositif commercial. Car le diagnostic de ses faiblesses fait l'unanimité. Par héritage historique et vocation culturelle, notre nation montre peu d'aptitude spontanée au commerce international, ignore trop souvent des pratiques aujourd'hui usuelles, comme celle de la compensation, sous-estime la nécessité de la rapidité de l'information, ne donne pas leur place aux « commerciaux » dans la hiérarchie et le processus de décision, cela en dépit d'efforts considérables accomplis depuis trois décennies.

Notre prétendu protectionnisme

Arrivées tardivement sur les marchés étrangers, nos entreprises n'ont guère eu le temps d'y consolider leurs positions. Trop souvent, leurs réseaux commerciaux, lorsqu'ils existent, sont insuffisants ou peu stabilisés. Pour les aider dans leur action de vente, elles ne disposent pas, à l'instar de leurs homologues allemands ou japonais par exemple, de l'appui de grandes sociétés de commerce, et rarement de l'appui des grandes entreprises pratiquant le « piggy back » (1). Chacune d'entre elles doit aborder toute seule et par ses propres moyens les marchés extérieurs. Elles hésitent devant l'éloignement, la caractéristique aléatoire des résultats commerciaux. Enfin, les risques propres à l'exportation, ajoutés

souvent à la faiblesse de leur structure financière, les dissuadent de s'aventurer à l'étranger ou d'y investir directement.

Ainsi, la France n'a d'autre choix que de poursuivre l'adaptation de son industrie aux marchés extérieurs et de moderniser ses méthodes commerciales. Cette action d'intérêt national sera conduite d'abord par ses entreprises.

Mais pour donner sa pleine efficacité à la mobilisation du pays, il faut faire litière des faux débats. Tel celui qui a lieu sur notre prétendu protectionnisme. Pendant que l'on discute sur ce sujet, notre déficit commercial s'accroît — largement — que la France ne met pas d'entraves, insidieusement ou ouvertement, à ses échanges avec l'étranger. Pourtant, le résultat est là: nous sommes l'objet de soupçons, voire d'accusations, dans les enceintes internationales; alors même que les pratiques qu'on nous reproche sont le plus souvent le fait de nos concurrents qui proclament le plus fort leur attachement au libre-échange.

En vérité, la France a choisi de restaurer et de consolider ses équilibres extérieurs avec une économie largement ouverte sur l'étranger. Cette option fondamentale ne nous dispense pas d'être réalistes. Dans une économie ouverte, le prix et la qualité ne sont pas l'unique protection contre la pénétration étrangère. Les facteurs culturels jouent un rôle parfois essentiel. Nul n'ignore, par exemple, que, dans des pays voisins du nôtre, le réflexe national est très vif chez le consommateur. Chez nous, il est presque inexistant.

Toutefois, nous ne devons pas fonder d'espérances excessives dans une évolution, nécessairement lente, des comportements culturels. De même que nous ne devons pas vivre dans l'illusion que telle mesure ponctuelle de sauvegarde pourrait nous permettre d'équilibrer notre balance commerciale. Il nous faut exporter plus et mieux. La première étape dans cette voie, c'est de faire comprendre à nos entreprises que l'Europe de la C.E.E. est leur véritable marché intérieur.

Cela vaut surtout pour les petites et moyennes entreprises, car c'est en Europe qu'elles trouveront les courants d'échange réguliers, permanents, innombrables, qui tout à la fois leur offriront les débouchés nécessaires à leur développement, des idées neuves pour la conception de leurs produits, et nous permettront de redresser durablement notre solde extérieur. Encore trop peu d'entreprises françaises de taille moyenne exportent. Il faut qu'elles s'y décident en choisissant comme base le marché européen. Dans cet effort, elles doivent pouvoir compter notamment sur l'appui résolu et imaginatif de notre administration ainsi que de notre réseau bancaire.

Soyons clairs. Le développement en Europe des capacités exportatrices de la France ne menace pas les intérêts industriels ou commerciaux de nos partenaires. Le marché européen peut redevenir le fondement de toutes les nations qui composent la Communauté. Mais cela suppose que l'Europe sache mettre en œuvre une réelle politique commerciale commune, comme la France ne cesse de le demander.

Il importe donc de faire de la C.E.E. une zone interne de véritable liberté des échanges et simultanément de la protéger des agressions brutales destinées à éliminer ses producteurs nationaux de secteurs entiers. Pour y faire barrage rapidement et efficacement, la Communauté doit adopter des dispositions rigoureuses en matière de clauses de sauvegarde, d'interdiction des détournements de trafic et de lutte antidumping. De même qu'elle doit se montrer vigilante devant la montée des protectionnismes. Première entité commerciale du monde, avec les droits de douane les plus faibles et des pratiques d'ouverture vers les pays en développement qui en font le premier acheteur du monde, elle doit mieux se convaincre de ce que la position d'acheteur confère une force et donc une base solide de négociation.

De nouvelles solidarités en Europe

Au surplus, ne peut-on voir dans une politique commerciale commune l'amorce de complémentarités nouvelles en Europe? En matière industrielle, par exemple? Ou dans la présente sur les marchés du tiers-monde? Il faut constamment réaffirmer que les grands contrats de biens d'équipement — dont la contribution reste décisive à notre équilibre commercial et financier — doivent être organisés dans le cadre de la coopération européenne. Aujourd'hui, au contraire, chaque nation de notre continent affronte isolément la concurrence internationale. Trop souvent, cet état de fait profite aux grands exportateurs des pays tiers, au moment même où la contraction de la demande des pays en voie de développement et l'aggravation des risques financiers nécessitent de nouvelles solidarités industrielles et commerciales en Europe.

En attendant l'hypothétique salut par la reprise américaine, on perçoit bien les conséquences néfastes de la politique monétaire des Etats-Unis. En Europe, la permanence d'un dollar cher compromet davantage les efforts faits pour contenir l'inflation et résorber les déficits commerciaux. A terme, elle entravera, si reprise il y a

(*) Ministre du commerce extérieur et du tourisme.

autre-Atlantique, sa propagation aux autres économies occidentales. Du coup, elle oblige au durcissement des politiques de rigueur qui usent le tissu industriel et social.

Mais c'est dans les pays du tiers-monde que ses effets sont les plus dévastateurs. Au lieu de favoriser la solution de leurs problèmes financiers, elle accroît de manière égarée, bloquant pratiquement leurs perspectives de développement. On sait que, pour ceux d'entre eux qui ne sont pas producteurs de pétrole, la hausse de 1 % des taux d'intérêt du dollar pèse sept fois plus que la hausse de 1 % du prix du pétrole. On sait aussi qu'en 1982 la hausse du dollar et la montée des taux d'intérêt ont contraint le Brésil à prélever près de deux fois plus sur ses ressources d'exportation pour couvrir le service de sa dette qu'il ne le faisait en 1980.

Contraints de mettre en œuvre des politiques brutales de déflation, ces pays ferment de fait leur marché aux pays développés, sauf pour ces derniers à assurer des risques financiers disproportionnés. Il en résulte une contraction accrue des échanges internationaux et des difficultés nouvelles pour nos industries. Et le monde vit en permanence au bord d'une crise financière majeure qui peut, à tout moment dégrader en instabilité sociale et politique dans les pays en développement.

Par le jeu de la contrainte extérieure, la crise économique lance un défi à notre pays. Nous pouvons y répondre passivement en nous contentant d'ajuster à la baisse nos capacités industrielles et commerciales. Mais nous pouvons aussi prendre appui sur les difficultés présentes pour élargir nos ambitions en musclant notre appareil de production, insistant sans relâche auprès de nos partenaires européens sur la nécessité de politiques industrielles et commerciales communes et, surtout, en faisant enfin de la France une grande nation commerçante.

Ainsi nous nous serons préparés à prendre et conserver une place de tout premier rang parmi les pays exportateurs, lorsque l'économie mondiale aura retrouvé le chemin de la croissance. Cette ambition, dont le gouvernement s'est fait le champion, est une composante essentielle, dans le monde moderne, de la volonté d'indépendance nationale. C'est aux Français qu'il appartient maintenant de montrer, par leur mobilisation quotidienne au service de cette tâche, qu'ils veulent voir leur pays tenir la place qui lui revient dans les échanges internationaux, place justifiée par la qualité de sa production, le dynamisme de sa recherche et l'effort de tous ses travailleurs.

(1) Pratique qui consiste, pour une grande entreprise installée à l'étranger, à aider les entreprises moins importantes qui se trouvent dans son sillage.

AU 3^e ÉTAGE DU 16 AU 22 SEPTEMBRE

LES TRENCHS SOPHISTIQUES



TRENCH
67% polyester 33% coton
doublé 60% laine 30% polyester,
10% viscose.
Beige, marine, gris ou kaki.
590,-

Aux Trois Quartiers

retrouvez le plaisir d'acheter

17, Boulevard de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30

INITIEZ-VOUS A LA MICRO-INFORMATIQUE

• Stages intensifs en semaine
• Formule du samedi ou du soir
(1) 544.05.14

INFORMATIQUE ET COMMUNICATION

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 185 F 1 436 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) versent leur chèque à leur demande.

Chèques d'abonnement définitifs ou provisoires (dix semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les virements en espèces d'imprimerie.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. «Réforme des institutions, attention danger», par Edouard Balladur : réplique à Alain Peyrefitte. - LU : l'Ami retrouvé, de Fred Uhlman.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT - L'évolution de la crise libanaise.
3. AFRIQUE - CAMEROUN : l'élection de M. Paul Biya à la présidence de l'Union nationale camerounaise.
4. DIPLOMATIE - 5-7. AMÉRIQUES - VENEZUELA : imprévoyance et gaspillage expliquent la crise financière actuelle.
7. EUROPE - 7. ASIE

POLITIQUE

8. Le contentieux des élections municipales.
10. M. Bariani candidat à sa succession.
11. La préparation des élections sénatoriales.
12. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

13. «Hommage à Robert Badinter», point de vue d'Étienne Dordick de Borne.
14. RELIGION : relève à l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet.
15. Rachat de l'entreprise de ventes aux enchères Sotheby's.
16. SCIENCES - SPORTS.

LE MONDE DES LIVRES

19. LE FEUILLETON : le Radeau de la Méduse, de François Weyergans.
20. LA VIE LITTÉRAIRE.
21. AU FIL DES LECTURES. VOYAGE À TRAVERS LES ROMANS.
22. BIOGRAPHIE.
23. CIVILISATION : le Japon entre la mémoire et la modernité.

CULTURE

26. CINÉMA : connaissez-vous Boris Barnet ?
- MUSIQUE : le tricentenaire de Rameau à Dijon.
- DANSE : Karin Wehner à l'Éclair d'Or.
- 28-29. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

- 31 à 34. Le projet de loi de finances pour 1984.
34. ÉNERGIE : l'OPPE face à l'incertitude du marché pétrolier.
36. AFFAIRES : la C.G.E. émet pour 1 milliard de francs de titres participatifs.
38. COMMERCE EXTÉRIEUR.

RADIO-TÉLÉVISION (29) INFORMATIONS «SERVICES» (24-25):
Promotion : «Journal officiel» ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie ; Loto ; Arlequin.

Annouces classées (30) ; Carnet (18) ; Programmes des spectacles (27-28) ; Marchés financiers (39).

Le numéro du « Monde » daté 15 septembre 1983 a été tiré à 526 277 exemplaires

C.C.A.
CHAMPAGNES - GRANDS VINS
ALCOOLS DE MARQUES

INVITATION
14-15-16 sept.
3 journées réservées
aux dirigeants d'entreprises
et responsables
des comités d'entreprises
«SPECIAL CADEAUX»
FIN D'ANNÉE
Alcools - Champagnes - Vins
Exposition autour
d'un buffet de 12 h à 19 h
65 bis, rue La Fayette
Paris 75009 Métro Cadet
Présenter l'annonce

A B C D E F G H

L'aviation libanaise est intervenue pour la première fois depuis la reprise du conflit

De notre correspondant

Beyrouth. - L'aviation libanaise est intervenue à son tour, jeudi 15 septembre, en mission de reconnaissance au-dessus des forces qui combattent l'armée libanaise dans le secteur d'Aley.

Quatre Hawker Hunters ont survolé la région à plusieurs reprises au lever du jour. Les Beyrouthins ont cru, d'abord, qu'il s'agissait d'appareils américains, français ou britanniques. En effet, ces derniers ont déjà effectué plusieurs missions dans le ciel libanais en guise de démonstration de soutien à leurs contingents au sein de la force multinationale.

Selon l'armée libanaise, c'est de la base militaire contiguë à l'aéroport de Beyrouth que les Hawker Hunters ont décollé. On croyait pourtant cette base paralysée, l'aéroport étant fermé depuis plus de trois semaines en raison de la proximité de l'artillerie des milices progressistes et de leurs alliés. Il n'est d'ailleurs question depuis trois jours à Beyrouth que la piste de fortune aménagée sur un tronçon de l'autoroute du Nord, à une trentaine de kilomètres de la capitale, près de Jbeil. Le terrain-plein central a été supprimé, les deux voies reliées entre elles et un échangeur démolit sur un tronçon où l'autoroute est rectiligne sur trois kilomètres. Une piste d'atterrissage a ainsi été constituée au cœur du secteur chrétien, à plus de 20 kilomètres de toute position d'artillerie ennemie.

Vieux avions démodés, les Hawker Hunters libanais ne feraient pas le poids face à l'aviation syrienne. De plus, le Liban ne possède qu'une dizaine d'appareils du même modèle, auxquels s'ajoutent huit Mirage F. remis depuis des années (ces derniers stationnent d'ailleurs à Koleyate, au nord du Liban, en zone sous contrôle syrien) et quelques Fouga Magister d'entraînement, susceptibles à la rigueur de servir dans des missions d'appui tactique au sol.

LE DOLLAR RESTE FERME : 8,11 F

Sur le marché des changes très calme, le dollar est resté très ferme à 8,11 F contre 8,10 F, et 2,683 DM contre 2,68 DM. Il est toujours tiré vers le haut par le niveau élevé des taux d'intérêt aux États-Unis, où le chef des conseillers de la Maison Blanche, tout en promettant une baisse du dollar en 1984 assez faible (4 %), estime que le loyer de l'argent restera d'environ 1 %.

En Europe, le cours du deutschemark a encore monté à Paris, dépassant 3,62 F. Cet affaiblissement du franc résulte pour l'instant, en caractère presque exclusivement technique, puisque c'est la faiblesse du franc belge au sein du S.M.E. qui oblige la Banque de France à vendre du franc français, au sommet du même S.M.E., pour empêcher le franc belge de grever son plancher. Ces ventes proviennent automatiquement une vente du deutschemark.

Les Hawker Hunters ont donc pris l'air, grâce à la couverture aérienne que leur procure l'aviation américaine embarquée au large de Beyrouth. Dans ces conditions, si obsolescentes qu'elles soient, ces appareils demeurent efficaces aussi bien en mission de reconnaissance que pour l'éventuel bombardement de positions d'artillerie.

Leur entrée en scène constitue une manifestation supplémentaire de la fermeté du gouvernement libanais, qui ne se sent plus en position de faiblesse. Paradoxalement, en effet, l'intervention de l'aviation libanaise est aujourd'hui plus significative politiquement que celle, autrement plus redoutable, de l'aviation américaine, puisqu'elle témoigne de la confiance dans la couverture « musclée » que le Congrès a autorisée le président Reagan à accorder à l'armée libanaise.

De source progressiste, on apprend qu'il y a quatre ou cinq jours l'artillerie navale américaine a « marqué » toutes les batteries des forces combattant l'armée libanaise par un tir de semence d'un obus à proximité de chacune d'elles.

LUCIEN GEORGE.

Le Centre des démocrates sociaux (C.D.S.), à l'issue de la réunion de son bureau politique, déclare que « l'appartenance de Walid Joumblatt à l'Internationale socialiste ne doit pas peser sur l'attitude de notre pays ». Ainsi le C.D.S. demande que la France prenne sans tarder une initiative diplomatique au plus haut niveau pour éviter que ne se déclare une escalade de la violence qui provoquerait des milliers de morts et ferait éclater le Liban.

LA QUERELLE DES FESTIVALS CANNOIS CONTINUE

Le conseil d'administration du Festival international du film à Cannes vient de fixer les dates de sa trente-septième édition : du 9 au 21 mai 1984.

L'ouverture avait d'abord été fixée au 4 mai. Pour M^{me} Anne-Marie Dupuy, maire de Cannes, il s'agissait de situer le festival dans un créneau plus favorable que l'an dernier. Mais le Marché international des programmes de télévision (MIP-TV), qui, comme le festival, se tient dans les locaux du Nouveau Palais, devait alors être avancé dans des conditions que son commissaire général, M. Bernard Chevry, refusait menaçant de s'installer ailleurs.

La querelle n'avait pas laissé indifférent le syndicat des hôteliers.

A présent, malgré le compromis amorcé par les responsables du festival du film, M. Bernard Chevry reste sur ses positions : il propose de tenir le MIP-TV, du 24 au 29 avril. (Corresp.)

L'ÉCRIVAIN BERNARD NOËL EST NOMMÉ DIRECTEUR DU CENTRE LITTÉRAIRE DE ROYAUMONT

L'écrivain Bernard Noël vient d'être nommé directeur du Centre littéraire de la Fondation Royaumont (Val-d'Oise). Cette fondation, située dans un château de la région parisienne, accueille colloques et manifestations culturelles.

[Né le 19 novembre 1930, à Sainte-Geneviève-sur-Argence (Aveyron), Bernard Noël a commencé sa carrière dans l'édition en tant que rédacteur, puis rédacteur en chef des dictionnaires Laffont-Bompiani, spécialisé dans l'analyse des œuvres et la biographie des auteurs, après avoir suivi des études philosophiques et de journalisme. Il fut directeur des éditions Delpeire de 1967 à 1970.]

Écrivain indépendant depuis 1971, il dirige à partir de 1977 la collection « Textes » (Flammarion), ouverte aux auteurs d'avant-garde, collabore à des publications orientées vers les arts plastiques et participe à de nombreux colloques et débats.

Son œuvre, variée, s'étend de l'histoire à la biographie, de la poésie à l'essai et aux textes de fiction. C'est ainsi qu'il est l'auteur, notamment, d'un Dictionnaire de la Commune (Champs/Flammarion), d'un Magritte (Flammarion) et d'un Chateaubriand (Pauvert, 1971), fiction érotique qui lui valut, en 1973, une mise en cause pour « outrage aux bonnes mœurs ». Il a publié tout récemment deux recueils de poèmes : Poèmes I et La Chute des Temps, chez Flammarion.]

Sur FR 3

« Confrontations », une autre manière de regarder la politique

« La politique est autre chose qu'un pugilat permanent, et les journalistes ne sont pas seulement des porte-parole ». Ce double postulat a conduit MM. Henry Chapier et Michel Naudy, tous deux rédacteurs en chef adjoints de « Soir 3 », le journal télévisé de la troisième chaîne, à bâtir une nouvelle émission hebdomadaire : « Confrontations ». Elle sera diffusée chaque samedi, à 22 h 10, à partir du 1^{er} octobre.

L'objectif : montrer un homme politique ou une personnalité du monde de la culture et de la pensée dans « l'originalité de sa démarche, de son histoire, de son identité, de ses contradictions ». Pour y parvenir, Chapier et Naudy ont voulu « dépasser le jeu convenu des hommes politiques ou des vedettes avec les journalistes qu'ils ont l'habitude de fréquenter », pour « montrer l'homme sous la marionnette des médias ».

A projet différents, moyens différents. Pas de direct. Quinze minutes d'émissions construites à partir d'un tournage d'une à deux heures en

film (« Le film donne une image plus naturelle, une profondeur que l'on n'obtient pas en vidéo »). Deux caméras seulement (« Ce qui est important, ce n'est pas le décor, c'est l'individu »). La réalisation a été confiée à une petite entreprise privée, Avidia Films, auteur de la réalisatrice Lyria Begeja.

Pour l'instant, une série de douze émissions sont en préparation, pour assurer une régularité de production jusqu'à la fin de l'année. Premier invité : M. Jacques Chirac, le 1^{er} octobre. Viendront ensuite MM. Amiel Le Porc, Jean-Pierre Chevènement, Roger Garaudy, Michel Poniatowski, Mgr Lustiger... Chacun a accepté le risque des questions non préparées, et celui, redoutable, du « montage » de l'émission. Les deux responsables de « Soir 3 » ont trois mois pour convaincre un nombre suffisamment important de téléspectateurs qu'on peut innover en la matière et éviter « les deux écueils du voyeurisme, d'un côté, et de la polémique, de l'autre ».

Comme les Corses, depuis deux jours, aimeraient se trouver en présence d'une affaire « banale » ! Sentimentale ou financière, qu'importe, pourvu que ce meurtre n'apparaisse pas comme le premier signe d'une série noire qui menacerait les élus, les représentants de l'État, les policiers, les magistrats, etc. On sent le désir que les nationalistes prennent position même de manière approximative. Qu'ils parlent, revendiquent, ou démentent.

L'enquête paraît à beaucoup désespérante de lenteur. Les enquêteurs ont bien retrouvé, mercredi, un

révolver de calibre 357 Magnum et de type Python dans un fourré de Pietra-Nera, à quelques kilomètres du lieu du gâchis. Mais l'arme serait « propre » : elle n'était pas répertoriée, et aucune empreinte ne s'y trouverait. Les enquêteurs n'ont pas réussi à retrouver le projectile qui a tué M. Massimi, malgré des heures de recherche. Ils ne savent toujours pas combien de tuteurs étaient présents, ni par quel moyen — moto ou voiture — ils ont pris la fuite. Une seule indication est désormais vérifiée : le véhicule de M. Massimi devait être presque à l'arrêt, puisque la première vitesse était engagée.

Malgré bien et qui devait peser sur l'atmosphère des obsèques du secrétaire général du département de Haute-Corse, prévues jeudi à Bastia. Tous les représentants de l'État et les élus devraient y assister. Cela pouvait être l'occasion, le cas échéant, de raffermir les énergies, de rappeler que la Corse et l'État, bien qu'atteints par ce meurtre, ne se laissent pas impressionner. Mais dans le doute, le personnel politique insulaire se trouve contraint à un silence qui ne fait qu'accroître la gêne.

PHILIPPE BOGGIO.

LES RÉACTIONS POLITIQUES

M. François Giacobi (M.R.G.) président du conseil général de Haute-Corse, s'est déclaré « bouleversé et révolté » par l'assassinat de M. Pierre-Jean Massimi. « Il n'y a, à l'heure, mercredi 14 septembre, aucun mobile apparent à cet acte. M. Massimi était mon ami et un fonctionnaire modèle. Il avait fait toute sa carrière dans l'administration et son poste de secrétaire général du département de Haute-Corse n'était absolument pas un poste politique. Nous ne voyons par conséquent aucun mobile à cet acte. Il appartient maintenant à la justice et à la police de notre pays de faire dans le meilleur délai toute la lumière sur ce lâche assassinat ».

M. Jean Zuccarelli, maire de Bastia et député de la Haute-Corse (apparenté socialiste), a indiqué : « Mon premier sentiment est de consternation douloureuse devant la disparition d'un homme jeune qui avait d'innombrables qualités de cœur et d'esprit. Mon deuxième sentiment est la révolte devant un acte aussi lâche que rien ne semble justifier. Enfin, je suis inquiet pour notre île : où venons-nous la conduire. Moi je le sais. Il est temps que d'autres le sachent aussi ».

Les condamnations de M. Bertrand Delanoë, par le parti socialiste et de M. Didier Bariani, président du parti radical, sont venues s'ajouter à toutes celles qui avaient suivi l'assassinat de M. Massimi.

GRÈVE AUX CENTRES DE TRI DES GARES DE PARIS-LYON ET PARIS-MONTPARNASSE

Les centres de tri postaux dans les gares de Paris-Lyon et Paris-Montparnasse sont partiellement bloqués par une grève commencée le 14 septembre à 6 heures du matin à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. — et aussi de F.O. à Paris-Lyon. Le 15 au matin, la grève continuait à Paris-Montparnasse mais s'était fortement atténuée à Paris-Lyon, selon la direction.

Le mouvement du 14 a été, après la C.G.T., suivi par 90 à 95 % du personnel concerné. Un volume important de courrier était bloqué le 14 en fin d'après-midi. Par ce mouvement, les syndicats entendent protester contre la décision de la direction, annoncée en août, de supprimer dans ces centres à partir du 1^{er} octobre le tri du courrier pendant les nuits de samedi à dimanche. Selon les grévistes, « le ministère des P.T.T. tente de récupérer l'équivalent d'un mois de repos par un qui était accordé, à titre de compensation, aux postiers du tri travaillant le dimanche et les nuits de fin de semaine ». Cette mesure « aurait pour conséquence une dégradation du service public car le courrier prendrait ainsi plusieurs jours de retard ». Le mouvement devrait continuer, selon la C.G.T., sous diverses formes, et dans différents services postaux. Des débrayages ont déjà eu lieu ici ou là ces derniers jours. La fédération C.G.T. des P.T.T. a d'ailleurs annoncé une semaine d'action contre la dégradation du service public, du 26 septembre au 1^{er} octobre.

La direction affirme que la grève des centres de tri n'a pas eu d'incidence ce même jour sur la distribution du courrier. Mais le 15 celui-ci a été fortement perturbé. Le volume du courrier déposé le samedi est environ dix fois moins important qu'un jour de semaine, déclare encore la direction. Le courrier peut donc être distribué normalement le lundi avec les nouvelles dispositions annoncées.

Libez Le Monde

classement et documents

Une très bonne idée pour l'apéritif un KRITER cassis (Kriter Brut de Brut en ajoutant un doigt de cassis).

PIAGET

Montre pour dame en or 18 carats, étanche, avec mouvement à quartz extra-plat. Changement de fusée horaire instantané. Autres modèles pour homme et dame avec lunette ronde ou carrée.

Aldebert

16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

Hamm a sélectionné les pianos : **W. HOFFMANN**

L'alliance harmonieuse de la tradition artisanale et de la technique moderne.

hamm
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

185 ORDINATEURS
de 250 F à 60000 F
et 114 imprimantes
1500 adresses, un lexique, etc.

278 p - 35 FF chez votre marchand de journaux

orientations 83-84

ETUDIANTS de 16 à 24 ans et parents
votre guide pratique pour choisir une formation, une profession, de la 3^e à l'après-bac

un panorama complet de l'enseignement et des débouchés, 400 métiers et leurs filières de formation
1 600 établissements d'enseignement : niveau, nb d'années, coût, effectif
2 000 adresses utiles, 250 pages

En librairie, diffuse par BORDAS ou contre 48 F + (12 F de port) aux :
EDITIONS FORMATION CARRIÈRES, 9, rue André-Moreux, 75009 PARIS. 770.80.85